

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Une crise majeure du système capitaliste

**France, Allemagne,
Brésil, Chili, Azanie**

Capitalisme et économie mondiale
(Xabier Arrizabalo Montoro)

**80^e anniversaire de l'insurrection
ouvrière de mai 1937 à Barcelone**

N° 94

Nouvelle série (n° 700) - Juin 2017 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Une crise majeure du système capitaliste** p. 3
- **FRANCE – Au lendemain de l’élection présidentielle, un effondrement politique sans précédent** p. 7
- **ALLEMAGNE – Avant les élections fédérales de septembre** p. 15
- **BRÉSIL – Après le coup d’État, la crise du régime est ouverte** p. 25
- **CHILI – Le combat contre les fonds de pension privés (AFP)** p. 31
- **AZANIE-AFRIQUE DU SUD – La fédération syndicale (Safutu) a tenu son congrès de fondation** p. 35
- **DOSSIER – *Capitalisme et économie mondiale* (Xabier Arrizabalo Montoro)** p. 41
- **Il y a un siècle, la révolution d’Octobre...**
L’insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone p. 49

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Une crise majeure du système capitaliste

DANS quelques mois, à l'automne 2017, se tiendra la 9^e Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Cette conférence se déroulera alors que des bouleversements mondiaux se développent. Au moment où nous imprimons ce numéro de *La Vérité*, le président Donald Trump, après une étape au Moyen-Orient, est arrivé à Bruxelles pour rencontrer les dirigeants de l'Union européenne et participer au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Donald Trump, qui avait, durant sa campagne électorale, agité l'idée du protectionnisme et de l'arrêt de l'interventionnisme américain à l'échelle mondiale, s'inscrit pourtant dans les traces de son prédécesseur, Barack Obama. Il a repris l'exigence que celui-ci avait déjà exprimée, à savoir que les pays membres de l'OTAN devaient porter leurs dépenses militaires à 2 % du produit intérieur brut. Et d'ores et déjà, un certain nombre de pays membres de l'Union européenne ont annoncé une hausse de leurs dépenses militaires.

CRISE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Mais avant même la tenue du sommet de l'OTAN, organisation chargée d'assurer « l'ordre en Europe » et qui y stationne, les Etats-Unis ont réussi à imposer qu'elle s'engage dans la coalition internationale contre l'Etat islamique, comme l'exigeaient les Etats-Unis, alors que plusieurs pays comme la France et l'Allemagne étaient réticents.

Ces exigences américaines expriment le fait que, depuis de nombreuses années, l'impérialisme américain s'avère incapable de maîtriser seul l'ordre mondial. La crise qui saisit le monde rend la tâche

insupportable pour les Etats-Unis. Ils ont absolument besoin d'utiliser leurs alliés « européens » ou d'autres continents comme forces subsidiaires dans les tâches de la contre-révolution. Revenant du Moyen-Orient, Trump entend faire pression pour un engagement plus grand des pays de l'Union européenne et de l'OTAN afin de tenter de contenir la dislocation qui se développe au Moyen-Orient.

A la suite de ses prédécesseurs, et dans leurs traces, en visite dans l'Etat d'Israël, Trump a une nouvelle fois proposé un énième « plan de paix ». Et ce, au moment même où la grève de la faim des prisonniers palestiniens dure depuis plus d'un mois, exprimant la résistance de ce peuple à la politique de l'Etat d'Israël et de l'impérialisme américain.

LE MOYEN-ORIENT EN GUERRE

Significatif, à cet égard, est le fait que son voyage au Moyen-Orient se soit déroulé en deux étapes. La première en Arabie Saoudite, la seconde en Israël. Deux pays avec lesquels, sous la présidence d'Obama, les relations avec les Etats-Unis s'étaient détériorées. Dans ces deux pays, Trump a développé la même idée : l'ennemi commun aux régimes arabes et à Israël, c'est l'Iran. Il a ainsi tenté, en agitant la question iranienne, de rétablir des relations pleines et entières avec ces deux piliers traditionnels de l'impérialisme américain. Mais les menaces agitées à l'égard de l'Iran ne se traduisent pas dans les faits. Par exemple, l'accord sur le nucléaire signé par Obama avec l'Iran n'est toujours pas remis en cause. En fait, c'est un moyen de pression sur son président nouvellement élu, qui a été l'interlocuteur de l'accord sur le nucléaire avec les Etats-Unis et qui prône une ouverture de l'Iran au marché mondial.

Il faut savoir que 70 à 80 % de la production industrielle en Iran est nationali-

sée. Le président de la République veut avancer, au nom de l'ouverture au marché mondial, vers la privatisation des trusts nationaux. Le capital financier, notamment américain, est sur les starting blocks pour envahir l'Iran, et l'administration Trump est son bras armé pour ouvrir les frontières.

Mais cette politique de Trump et de l'administration américaine se développe dans une situation d'instabilité généralisée.

“DEHORS TEMER !”

A l'autre bout de la planète, en Amérique latine, le peuple brésilien est descendu massivement dans les rues pour exiger la démission du président putschiste Temer, dont la presse a révélé l'implication complète et évidente dans des affaires de corruption. Les mobilisations se développent dans tout le pays, et notamment à Brasilia, la capitale brésilienne. La situation est telle que Temer a décidé de faire appel à l'armée pour tenter de rétablir l'ordre, provoquant le désarroi y compris dans son propre camp. En effet, pour tout Brésilien, l'armée dans les rues, c'est le coup d'Etat de 1964 et la dictature qui a suivi.

Comme l'indique une déclaration du courant *O Trablaho* (section brésilienne de la IV^e Internationale) :

« Oui, l'heure est à la plus large mobilisation. Si Temer a dit qu'il ne démissionnerait pas, il est temps de le renverser et de donner la parole au peuple dans des élections pour élire un président. Mais comment peut-on dégager Temer et laisser intact l'actuel Congrès corrompu, putschiste et réactionnaire, pour qu'il applique les “réformes” qui liquident les droits ? Il faut aussi élire de nouveaux parlementaires pour une Constituante souveraine !

La note de la direction du PT a corrigé ce que des membres de son groupe parlementaire avaient demandé – la démission de Temer – et s'est prononcée clairement pour des “*élections directes immédiates*” pour la présidentielle, mais les congrès d'Etats du parti sont allés au-delà en adoptant “*l'anticipation des élections, Lula président, avec une Constituante*” » (lire page 25).

Mais au nord du continent latino-américain, au Venezuela, l'opposition soutenue par l'impérialisme américain provoque des mobilisations et des incidents afin de

tenter de renverser le gouvernement Maduro. Un mouvement de bascule s'établit en Amérique latine entre le Brésil et le Venezuela, exprimant la marche à la révolution et à la contre-révolution.

LA MARCHÉ À LA DISLOCATION DE L'UNION EUROPÉENNE

Cette crise n'est pas seulement propre à l'Amérique latine, elle est mondiale. C'est la crise de la classe dominante américaine et des bourgeoisies impérialistes d'Europe. Trump débarque à Bruxelles dans une Union européenne en voie de dislocation.

En effet, l'Union européenne est confrontée, d'une part, aux exigences des trusts impérialistes qui s'y affrontent, qui piétinent les prérogatives des Etats, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, la résistance des travailleurs et des peuples mine les fondements des Etats impérialistes. Les institutions de l'Union européenne ne sont plus adaptées à la guerre économique que se livrent le capital financier et les grands trusts, à l'échelle mondiale et en Europe. Pour le capital financier, il faut détruire tout ce qui subsiste des acquis que les travailleurs ont obtenus par leur lutte de classe dans les différents pays d'Europe depuis 1945.

Il est significatif que, simultanément, dans différents pays d'Europe, les attaques contre le Code du travail ou les lois du travail se développent, comme en Italie, en Espagne, en France, etc. Et c'est cette offensive qui conduit la lutte de classe à se concentrer sur la défense de ses acquis.

Ces derniers mois, l'Union européenne a connu un bond en avant dans la marche à la dislocation de ses institutions, qui s'est matérialisée dans le Brexit britannique. Ce n'est pas le Brexit qui a ouvert la crise, mais il en est une expression et il l'aiguise.

En Italie, la défaite de Renzi au référendum a entraîné sa démission et, dans le vote des travailleurs contre la réforme constitutionnelle, il y avait le rejet des réformes des lois du travail.

En Allemagne, l'effondrement continu du SPD lors des élections partielles, loin de renforcer Merkel, entache la possibilité de constituer en septembre, après les élec-

tions législatives, un gouvernement de grande coalition.

En France, l'élection présidentielle, qui a vu pour la première fois les deux grands partis institutionnels, celui représentant la droite et le Parti socialiste, être absents lors du deuxième tour, est une marque de la décomposition des institutions de la V^e République (*lire page 7*). Comme l'indique la résolution de la direction nationale de la section française de la IV^e Internationale (13 mai 2017) :

« 1. Une séquence de 60 ans de l'histoire politique de ce pays est en train de se clore.

Nous ne le répétons jamais assez, c'est sur la résistance sourde, massive et permanente – certes contenue dans le cadre des institutions – de la classe ouvrière que les institutions bonapartistes, installées par de Gaulle pour intégrer les organisations ouvrières et vaincre la classe, se sont cassé les dents.

Le soulagement affiché par les grands de ce monde à l'annonce de l'élection de Macron n'a pas tardé à laisser place à l'inquiétude. Tous mesurent la colère et le rejet qui se sont exprimés dans le fait que seize millions d'électeurs (abstentions, blancs et nuls) ont, en dépit du chantage qui les accusait de faire le jeu de l'extrême droite, refusé au second tour de l'élection présidentielle de mettre un bulletin dans l'urne.

Seize millions, un record absolu !

Et cela après la percée spectaculaire et inédite des sept millions de voix qui se sont portées au premier tour sur la candidature Jean-Luc Mélenchon pour manifester leur adhésion au thème "dégagiste" de sa campagne et leur volonté d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis.

Tous comprennent qu'en rapport avec le développement de la crise du système impérialiste à l'échelle mondiale, une confrontation est inévitable dans des délais rapprochés, et ils vont chercher à s'y préparer.

2. Si la crise des institutions de la V^e République a atteint un sommet, si les partis qui se relayaient pour en assurer tant bien que mal le fonctionnement sont en ruine, n'oublions pas un instant – pour reprendre la formule de Lénine – que les institutions ne "tomberont jamais (...) si on ne les fait choir". Et Macron, aussi faible soit-il, continue d'en disposer (...).

3.- Revenons au positionnement des forces de classe à l'issue de ces élections.

En raison de l'effondrement des partis qui ont, avec des hauts et des bas, structuré le mouvement ouvrier durant toute son histoire, le capital financier ne dispose plus de la carte du "Front populaire" pour faire reculer et vaincre la classe.

Il cherchera à se tourner vers le seul facteur d'ordre susceptible aujourd'hui d'éviter une confrontation frontale avec la classe : les directions du mouvement ouvrier. Le capital financier poussera Macron, dans la situation fragile qui est la sienne, à contourner les blocages issus de la période précédente (mobilisation contre la loi El Khomri), à chercher à renouer les points de contact avec lesquels il pourra entraîner les directions (ou une fraction d'entre elles) dans un processus de "concertation".

Une situation qui, au lendemain de cinq mois de mobilisation contre la loi El Khomri, après la mobilisation pour un 1^{er} mai rompant avec la CFDT, portera toutes les tensions politiques à un degré supérieur au sein des organisations de classe, exigeant de notre part que nous étendions et approfondissions les relations qui se sont organisées autour de la conférence nationale du 25 mars. Ce d'autant que, sous les pressions et de par leur nature même, les dirigeants seront amenés à chercher des arrangements et accommodements qui ne manqueront pas de susciter refus et résistance de l'écrasante majorité des cadres et militants. Ce qui a déjà été le cas tant sur le 1^{er} mai que sur le vote Macron. »

RÉORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN AFRIQUE DU SUD ET AILLEURS

Cette place de la classe ouvrière et de ses organisations est une donnée centrale. Au sud du continent africain, une nouvelle centrale syndicale a tenu son congrès et est en train d'émerger en opposition au Cosatu. Depuis des décennies, le Cosatu était associé au parti ANC. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ANC, ses liens de subordination n'ont cessé de dresser les sommets du Cosatu contre les travailleurs. Le tournant, ce fut Marikana, lorsque, face à la grève des mineurs, en 2012, le gouvernement de l'ANC a fait tirer sur les travailleurs en grève avec le soutien du

Cosatu. La constitution de cette nouvelle centrale syndicale représente, et pas seulement pour l'Afrique du Sud, une tentative de réorganisation de la classe ouvrière (*lire page 35*).

Il est clair que la situation mondiale est d'abord caractérisée par une chose : le système capitaliste est en crise majeure. Il ne s'agit pas seulement d'une phrase. A tout moment, le marché mondial dominé par le capital peut se disloquer, provoquant une crise économique et financière sans précédent. La crise de 2008 n'en était qu'une première alarme. Mais, de cette première alarme, le capital en a conclu qu'il était nécessaire d'accélérer et d'accentuer l'offensive contre tous les acquis, droits et normes qu'avaient pu conquérir les travailleurs, pour s'attaquer, comme il le dit, au « coût du travail ». Dans une situation mondiale instable, la question se concentre sur l'affrontement entre le prolétariat et le capital financier. Toute la situation de guerre, de décomposition, de famine, de dislocation des Etats est le produit de la guerre sans merci que se livrent les trusts et le capital financier dans l'arène mondiale.

Pour la IV^e Internationale, l'issue pour arrêter et contrecarrer cette marche à la barbarie ne peut être que l'expropriation du capital.

La révolution d'Octobre a triomphé il y a un siècle (*lire le dossier sur l'insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone, page 49*). Célébrer la révolution d'Octobre, pour la IV^e Internationale, c'est traiter de son actualité, des leçons du combat des

bolcheviks, qui ont su construire le parti révolutionnaire et l'ancrer dans les masses dans le processus même des développements révolutionnaires permettant à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et d'exproprier le capital.

Un siècle plus tard, le système capitaliste est dans une crise majeure, d'une ampleur inégalée. Les développements dans le monde, et en particulier aux Etats-Unis après l'élection de Trump, et la crise de dislocation dans l'Europe des vieux impérialismes ouvrent une situation d'instabilité et d'incertitude généralisée, et ouvrent d'immenses perspectives révolutionnaires.

Bien évidemment, la IV^e Internationale ne met pas comme condition à l'action commune la reconnaissance de la justesse de son programme. C'est pourquoi elle participe pleinement, aux côtés de militants ouvriers, politiques et syndicaux, à la préparation de la 9^e Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation. Il ne s'agit pas d'une conférence de pacifistes, mais d'une conférence de combat visant à regrouper des militants représentatifs de divers secteurs du mouvement ouvrier. Ce regroupement de militants implantés dans la classe ouvrière, dans les mouvements paysans et nationaux, vise à organiser à l'échelle mondiale un pôle de regroupement qui participe à la réorganisation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

26 mai 2017

La rédaction de *La Vérité*

France

Au lendemain de l'élection présidentielle, un effondrement politique sans précédent

L'ELECTION présidentielle qui vient de se dérouler en France a porté Emmanuel Macron à la tête de l'Etat. Donald Trump, Theresa May, Angela Merkel, l'Union européenne..., tous ont immédiatement applaudi l'arrivée au pouvoir de ce candidat dont le programme se confond avec les besoins du capital financier.

Mais cette élection ne règle en aucun cas l'instabilité majeure qui marque toute la situation. Elle n'efface en rien l'ampleur de la crise politique sans précédent qui frappe les partis qui, depuis des décennies, ont été les piliers des institutions, et à travers eux tout le régime de la V^e République, instrument depuis 1958 de la domination du capital.

Une nouvelle période s'ouvre, découlant directement de la crise des institutions et des partis. Une nouvelle situation qui met au centre la préservation de l'indépendance des organisations syndicales et qui libère des forces considérables.

UN SÉISME POLITIQUE

L'élection présidentielle a donc été marquée par un véritable séisme politique, qui concentre et exprime la crise de décomposition des institutions de la V^e République : en l'espace de quelques mois à peine, Nicolas Sarkozy, François Hollande, Alain Juppé et Manuel Valls ont été mis dans l'impossibilité d'y participer.

Les deux derniers « bonapartes » en titre, tous deux à la tête de l'Etat entre 2007 et 2017, Sarkozy et Hollande, sont « hors course ». Pour la première fois depuis les

débuts de la V^e République, le président sortant, François Hollande, été contraint de jeter l'éponge au bout d'un mandat, obligé d'admettre qu'il n'était plus en capacité d'exercer le pouvoir. Peu importe son sort personnel : c'est la clé de voûte du régime de la V^e République qui est touché. Le chef de l'Etat se retrouve privé de la base sociale et politique dont il a besoin.

Juppé et Valls ont tous deux été chefs du gouvernement, le premier de 1995 à 1997. Il y a encore six mois, il était le « grand favori ». C'est fini.

Valls a été chef du gouvernement de 2014 à janvier 2017. Indissociable du recours à l'article 49-3 (1), seul moyen institutionnel à même de faire passer en force la loi travail contre laquelle les travailleurs avec leurs syndicats se sont mobilisés pendant cinq mois, il a lui aussi été impitoyablement éliminé et mis hors d'état de participer à la présidentielle.

Quant au candidat des Républicains (LR), François Fillon, Premier ministre de Sarkozy de 2007 à 2012, donné vainqueur jusqu'au début de 2017, il a en quelques semaines été carbonisé par une affaire de corruption et finalement éliminé dès le premier tour. Manifestement, une partie du capital financier lui a préféré Emmanuel

(1) L'article 49, alinéa 3, de la Constitution de 1958 de la V^e République – dit « *d'engagement de responsabilité* » – permet au gouvernement de faire passer le texte qu'il présente sans qu'il n'y ait vote de l'Assemblée nationale, sous couvert du rejet de la motion de censure que l'opposition se doit de déposer pour la forme, avec peu d'espoir de réussite. Dans toute l'histoire de la V^e République, l'article 49-3 – mesure antidémocratique par excellence – a été utilisé par les gouvernements de droite comme de « gauche » à 86 reprises...

Macron et lui a refusé son soutien, effrayée par la perspective du choc immédiat et brutal avec la classe ouvrière qu'impliquait son programme. Une confrontation brutale dont certains, y compris dans son propre camp, doutaient qu'il soit en mesure de la mener à bien.

Tous les scénarios, tous les pronostics des dirigeants des deux formations qui, depuis soixante ans, exercent alternativement le pouvoir ont été déjoués, balayés par l'ampleur de la crise politique.

Le Parti socialiste (PS) et Les Républicains (LR) se retrouvent éliminés dès le premier tour, littéralement laminés. Les scores sont sans appel : le candidat du PS, donc du parti au pouvoir depuis 2012, recueille 6 % des voix. Un scénario qui, toutes proportions gardées, rappelle la quasi-disparition du PASOK en Grèce.

Les Républicains, parti issu du Rassemblement du peuple français de Charles De Gaulle, sont eux aussi éliminés dès le premier tour.

Les Républicains et le PS sont en voie d'explosion. Le processus est en cours, irréversible, ouvrant sur une période d'instabilité politique majeure.

Depuis l'instauration de la V^e République en 1958, sur la base du coup d'État de De Gaulle, la disqualification dès le premier tour d'une élection présidentielle des deux partis qui sont les piliers des institutions est un fait politique sans précédent. L'alternance « gauche-droite », qui, depuis des décennies, assurait bon an mal an le fonctionnement de la V^e République, et dont la fonction était de canaliser, d'enfermer dans ce cadre la résistance de la classe ouvrière, a explosé, et avec elle les partis qui s'étaient totalement coulés dans ce moule.

Une situation qui révèle l'incapacité actuelle des institutions de la V^e République à contenir les contradictions, les antagonismes de classes qui déchirent le pays, son impuissance à répondre à la nouvelle période dans laquelle nous entrons.

Rappelons-le : le régime bonapartiste de la V^e République a été mis en place pour tenter de museler la classe ouvrière et ses organisations, en essayant de les intégrer. Mais le caractère bonapartiste de la V^e République est inachevé : au bout du compte, les institutions, conçues dans cet objectif,

ont été impuissantes à le faire. C'est là la raison de la dégénérescence et de la décomposition des partis qui se sont confondus avec les institutions dans le cadre desquelles ils se sont totalement coulés.

LA CAUSE DE LA CRISE DE DÉCOMPOSITION POLITIQUE DE LA V^e RÉPUBLIQUE, C'EST LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Car c'est bien en définitive la lutte de classe qui est le moteur de la crise politique qui déchire la V^e République.

Dans les conditions qui lui sont propres, la situation française vérifie et illustre la crise de l'impérialisme. Les gouvernements sont pris en tenailles entre les exigences meurtrières du capital financier et la résistance de la classe ouvrière.

Paniqués par le risque du soulèvement des masses, les gouvernements ne parviennent pas à aller au bout des exigences des grands monopoles capitalistes qui utilisent l'État et les institutions pour assurer leur domination, pour mettre en œuvre leurs plans de liquidation de pans entiers de l'industrie livrés au pillage, pour tenter d'engager la destruction définitive de l'ensemble des conquêtes ouvrières, et qui, ce faisant, minent et désarticulent ces mêmes institutions.

Les partis qui se confondent avec l'histoire de la V^e République, avec les politiques destructrices et réactionnaires qu'en alternance, mais sans discontinuer, ils ont œuvré à mettre en œuvre, sont massivement rejetés, et même franchement haïs. Il est plus que probable qu'à l'issue des législatives, et dans la continuité de la présidentielle, le PS perde la plupart de ses députés. Le Parti communiste français (PCF) risque d'en perdre la quasi-totalité et se retrouve aujourd'hui totalement marginalisé.

C'est la résistance de la classe ouvrière qui est à l'origine de cette situation sans précédent. Une résistance qui s'est exprimée tout au long de ces dernières années dans les grandes grèves de 1995, de 2003, de 2006, de 2010 et qui a culminé dans l'intense lutte de classe qui s'est développée pendant près de cinq mois pour le retrait de la loi travail.

En devenant président de la République en 2012, François Hollande avait une feuille de route : utiliser son étiquette de président de « gauche » pour intégrer les syndicats et les associer à ses plans. Il lui fallait pour cela s'appuyer à fond sur le « syndicalisme rassemblé » regroupant dans une union contre nature la corporatiste CFDT et les confédérations ouvrières CGT et CGT-FO.

Le mouvement en profondeur de la classe ouvrière, sa réfraction dans la CGT, dans FO, a débouché sur l'échec de ce plan. Le fossé entre la « gauche » au pouvoir et l'écrasante majorité des militants de la CGT et de FO, en liaison directe avec le rejet par la classe ouvrière de la politique gouvernementale, n'a cessé de s'approfondir.

Et rappelons-le : tout au long de ces années, ce mouvement s'est appuyé sur l'action organisée de l'avant-garde, en liaison avec son implantation dans les organisations du mouvement ouvrier, en liaison avec toute une couche de militants qui, tout au long de ces dernières années, en particulier depuis 2010, s'est dégagée dans le mouvement pour défendre et préserver l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, pour faire échec au « syndicalisme rassemblé », pour imposer et enraciner un axe CGT-FO de résistance, de rupture avec le gouvernement.

L'annonce en 2016 par le gouvernement Valls de la réforme du Code du travail met le feu aux poudres, cristallisant la colère et le rejet accumulés, tout au long de ces dernières années, de l'ensemble de la politique gouvernementale.

Le « syndicalisme rassemblé », qui avait déjà subi des revers répétés, explose à cette occasion. La CGT, FO, la FSU et Solidaires exigent le retrait de la loi travail. Se saisissant du point d'appui fourni par cet axe de résistance au gouvernement et à sa réforme, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes vont se mobiliser pendant des mois.

Si, au bout du compte, le basculement vers la grève générale n'a pas eu lieu, la raison principale en est que la majorité des travailleurs, confrontée au vide politique et sachant que la grève générale posait la question du pouvoir, a hésité devant l'ampleur d'une tâche qui, dans ces condi-

tions, à ce moment précis, était au-dessus de ses forces.

La « gauche », dont la fonction était de contenir la classe ouvrière, de la priver du point d'appui de ses organisations syndicales, de lui interdire de se regrouper autour d'elles, a été dans l'incapacité de le faire. Et si le gouvernement Valls a finalement fait passer la loi travail en s'appuyant sur l'arsenal autoritaire des institutions de la V^e République, et notamment sur l'article 49-3, ce coup de force aura été fatal à l'ensemble de son camp. Et il n'a pas stoppé la résistance dans les profondeurs de la classe ouvrière. Un exemple significatif : le 7 mars, quelques semaines avant le premier tour de la présidentielle et quelques mois seulement après le passage en force de la réforme El Khomri, 40 000 personnels hospitaliers manifestent à Paris avec leurs syndicats CGT, FO et SUD pour l'abrogation de la réforme du ministre de la Santé, Marisol Touraine. Aucun des manifestants n'a l'illusion qu'à l'issue de cette manifestation nationale, le gouvernement va reculer, et pourtant la détermination et la mobilisation sont impressionnantes, matérialisant la volonté en profondeur de ne « pas lâcher ».

DANS LE PROLONGEMENT DES DÉVELOPPEMENTS DE LA LUTTE DE CLASSE, LE MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA FRANCE INSOUMISE ET DE MÉLENCHON

Ces processus extrêmement profonds trouvent un prolongement sur le terrain déformé des élections (particulièrement déformé s'agissant de l'élection présidentielle, clé de voûte du système bonapartiste de la V^e République). Au premier tour, 7 millions d'électeurs se sont prononcés en faveur du candidat de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon. Un résultat qui correspond à la montée d'un courant s'exprimant pour une rupture totale avec le cadre l'« union de la gauche ». Après avoir refusé de participer aux « primaires » de la gauche, Mélenchon a en effet su résister aux pressions provenant pour l'essentiel du PS et du PCF pour une seule candidature à gauche, c'est-à-dire, en clair, pour se désister en faveur de Benoît Hamon, le candidat du PS. Un candidat,

ex-ministre de Hollande, qui, à peine vainqueur des primaires de la gauche, s'est entouré de plusieurs des principaux ministres du gouvernement Valls et a rendu hommage à leur action tout au long du dernier quinquennat. Parmi eux : la même Marisol Touraine déjà citée, auteur de la loi qui porte son nom et qui attaque frontalement l'hôpital public et la Sécurité sociale. Ou encore Najat Vallaud Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, qui, jusqu'au dernier moment, a fait passer les mesures réactionnaires contenues dans la loi de refondation de l'école. On ne saurait mieux dire à quel point la candidature de Benoît Hamon n'avait d'autre fonction que de tenter d'assurer la continuité du quinquennat massivement rejeté de François Hollande.

C'est d'ailleurs l'explication du score de ce candidat qui relègue son parti, plusieurs fois à la tête du pays, loin sous la barre des 10 %.

De toute évidence, les millions de votants qui se sont portés en faveur de Jean-Luc Mélenchon, et qui vont chercher à se saisir des candidatures de la France Insoumise aux prochaines élections législatives pour marquer nettement leur volonté de rupture et de résistance, n'avaient aucune illusion sur la capacité de Mélenchon à être élu. De toute évidence également, la plupart d'entre eux sont loin de se concentrer sur la totalité de son programme, que, pour l'essentiel d'ailleurs, ils ignorent. Dans leur immense majorité, ils se concentrent sur un fait, qui est le fait majeur : il faut rompre avec la politique mise en œuvre dans le cadre de « l'union de la gauche », il faut tourner définitivement la page de cette « union de la gauche » dont le cadre, à chaque fois, a été utilisé pour mettre en œuvre les politiques les plus réactionnaires et pour tenter d'encamiser la classe ouvrière.

L'ÉCHEC DU «FRONT RÉPUBLICAIN»

Corollaire de l'ensemble de ces processus : l'échec entre les deux tours du « front républicain », sur lequel comptaient les tenants du système pour assurer la légitimité la plus forte possible à Macron, dans une situation de crise de tout le régime. A l'issue du premier tour, en effet, comme cela était attendu, et comme cela s'était

produit en 2002, le Front national (FN) se qualifie pour le second tour, juste derrière Macron, qui distance de peu la candidate du FN.

Comme cela avait été fait en 2002, tous les intéressés au maintien du système se sont alors mis à exiger un ralliement sans faille au vote Macron pour faire barrage à Le Pen, dont tous savaient pourtant qu'elle n'avait aucune chance d'être élue.

Mais la lutte de classe, la crise politique qui en résulte en ont décidé autrement.

Bien sûr, Macron a été élu, mais, fait sans précédent, malgré une pression politique et médiatique ahurissante assimilant les abstentionnistes aux pires agents du FN et de la montée – pour ne pas dire du retour – du fascisme, 16 millions d'électeurs ont refusé de voter. 16 millions (plus d'un tiers des électeurs inscrits) ont refusé de céder au chantage au FN. Un chantage sur fond d'hystérie politique et médiatique qui exprimait toute la panique du « système ». Non pas la panique face au FN, que ce même système utilise comme « épouvantail utile » depuis le début des années 1980, mais la panique face au précipice séparant la classe ouvrière de tous ceux qui, à tour de rôle, se partagent le pouvoir depuis des décennies.

L'abstention inédite, inégalée dans un second tour, exprime dans le cadre de l'élection la colère énorme qui traverse tout le pays et qui, à ce moment précis, se concentre dans le refus de l'union sacrée derrière le « candidat des banquiers et du Medef » (2).

Ce « front républicain », qui a explosé à l'occasion de cette élection, n'est en effet rien d'autre qu'une opération politique pour rassembler l'ensemble des partis et des organisations syndicales dans le cadre d'une « union nationale », d'une « union sacrée » derrière le candidat « bonaparte ». Il n'est rien d'autre qu'une tentative de réaliser « l'union sacrée » pour préserver les institutions de la V^e République, en assurer la continuité et museler dans ce cadre la classe ouvrière et ses syndicats.

(2) Mouvement des entreprises de France (Medef) : organisation patronale française représentante des intérêts du capital financier, dont le dirigeant est Pierre Gattaz.

Mais l'opération n'a pas pris. Dans la continuité de son refus d'apporter son concours à la tentative visant à replâtrer le quinquennat Hollande et à en assurer la continuité, Mélenchon a refusé de donner une consigne de vote. Deux tiers des adhérents de la France Insoumise se sont prononcés pour le vote blanc ou pour l'abstention.

C'est dans ces conditions que se sont déroulées les manifestations du 1^{er} mai, et, là encore, rien ne s'est passé comme en 2002. Malgré les pressions, malgré certains attermoiemens, dans un grand nombre de départements, les unions départementales CGT et FO ont en commun refusé de défiler sur le mot d'ordre de « *Faire barrage à Le Pen* », choisissant au contraire de rester sur un terrain de classe, sur le terrain des revendications.

MACRON : UN POUVOIR EN CRISE

C'est dans ces conditions que Macron a été élu, il faut bien le dire sans surprise. Immédiatement, son élection a, comme il se doit, été saluée par tous les « grands de ce monde ». Mais tous ont du mal à contenir leur inquiétude. Ils le savent : le pouvoir est faible.

A peine élu, Macron a revêtu l'uniforme du bonaparte, défilant en chef de guerre le jour de son investiture, multipliant les annonces sur son intention de taper « vite et fort ». Il veut en tout premier lieu, en passant le plus vite possible par ordonnances, finir le travail engagé sous le quinquennat précédent avec la réforme El Khomri et en terminer définitivement avec la hiérarchie des normes, fondement de tout l'édifice des droits collectifs.

Mais l'apprenti bonaparte est le produit de la crise de tout le régime. Le vainqueur n'a au premier tour obtenu que 24% des suffrages exprimés. Le second tour a, comme on l'a vu, été marqué par une abstention inégalée, sans précédent dans l'histoire de la V^e République, une abstention appuyée notamment sur le refus de Mélenchon de « rentrer dans le rang » et d'appeler à voter Macron.

Pour pouvoir gouverner, Macron a besoin d'une majorité à sa dévotion, qu'il compose en allant piocher dans les débris des partis traditionnels de la droite et du

PS, poursuivant et amplifiant ainsi pour ses propres besoins le travail de sape et la crise politique.

Contrairement à ce que proclame chaque jour la propagande politique et médiatique qui a rarement atteint de tels sommets, il n'y a pas de recomposition. Il y a un champ de ruines politique, et Macron en est le produit.

Dans cette situation, l'incertitude et l'instabilité sont énormes.

Élément révélateur de cette incertitude : le gouvernement à peine nommé, et alors que la première loi engagée porte sur la moralisation de la vie publique, Richard Ferrand, l'un des ministres les plus en vue, ancien porte-parole et secrétaire général du mouvement En Marche ! fondé pour l'élection de Macron, se trouve au centre d'une affaire de corruption rappelant à s'y méprendre à l'affaire Fillon.

C'est dans cette situation d'incertitude totale que Macron entend mettre en œuvre son programme, entièrement conçu pour répondre aux exigences du capital financier, qui le presse de faire, une fois pour toutes, ce que les gouvernements précédents ont échoué à réaliser.

Il s'agit donc de tout faire pour tenter de faire disparaître ce que les gouvernements précédents n'ont pu liquider : l'ensemble des acquis arrachés par la lutte de classe, en particulier en 1936 et en 1945. Tout devrait y passer : Code du travail, Sécurité sociale, retraites, statut de la fonction publique, services publics...

Pour cela, tous le pressent d'aller vite et de « tailler à la hache ».

Deux semaines après sa prise de fonction, Macron a reçu les responsables confédéraux, syndicaux et patronaux, et, comme le titre *Informations ouvrières*, « *sonne la charge contre le Code du travail* ».

Selon l'Agence France Presse, « *le gouvernement a confirmé qu'il y aurait trois "blocs de réformes", selon M. Gattaz : celle du Code du travail, puis celle de l'assurance chômage et de la formation professionnelle, "sans doute à l'automne", avant un "bloc en 2018 sur les retraites"* ».

C'est ce programme de destruction qu'il s'agit de faire passer dans une situation de crise de tout le régime, c'est-à-dire dans une situation où le fonctionnement normal

des institutions, appuyé sur les partis qui en étaient les piliers, ne permet plus de contenir la confrontation entre les classes.

Une situation qui met plus que jamais au centre la question de la préservation de l'indépendance des organisations syndicales.

UN ENJEU MAJEUR : L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

La résolution adoptée en mai 2017 par la direction nationale de la section française explique :

« Revenons au positionnement des forces de classe à l'issue de ces élections.

En raison de l'effondrement des partis qui ont, avec des hauts et des bas, structuré le mouvement ouvrier durant toute son histoire, le capital financier ne dispose plus de la carte du "Front populaire" pour faire reculer et vaincre la classe.

Il cherchera à se tourner vers le seul facteur d'ordre susceptible aujourd'hui d'éviter une confrontation frontale avec la classe : les directions du mouvement ouvrier. Le capital financier poussera Macron, dans la situation fragile qui est la sienne, à contourner les blocages issus de la période précédente (mobilisation contre la loi El Khomri), à chercher à renouer les points de contact avec lesquels il pourra entraîner les directions (ou une fraction d'entre elles) dans un processus de "concertation".

Une situation qui, au lendemain de cinq mois de mobilisation contre la loi El Khomri, après la mobilisation pour un 1^{er} mai rompant avec la CFDT, portera toutes les tensions politiques à un degré supérieur au sein des organisations de classe, exigeant de notre part que nous étendions et approfondissions les relations qui se sont organisées autour de la conférence nationale du 25 mars. »

Le premier acte de Macron, quelques jours après sa prise de fonction, a été de rencontrer les directions des trois confédérations CFDT, CGT et FO. Une rencontre saluée par la presse, et notamment par *Le Monde*, qui écrit : « *Loi travail : Macron rassure les partenaires sociaux.* »

De toute évidence, Macron, sous couvert de dialogue social et de « concertation » avec les « partenaires sociaux », cherche à

trouver les moyens de soumettre les organisations syndicales à ses plans, qu'il ne remettra en cause que contraint et forcé.

Il est bien sûr trop tôt pour dire ce qui va se passer dans les prochaines semaines.

Comme le souligne de manière anticipée la résolution adoptée le 13 mai par la direction nationale du CCI,

« sous les pressions et de par leur nature même, les dirigeants seront amenés à chercher des arrangements et accommodements qui ne manqueront pas de susciter refus et résistance de l'écrasante majorité des cadres et militants. Ce qui a déjà été le cas tant sur le 1^{er} mai que sur le vote Macron ».

LE CHOC EST INÉVITABLE

Tous les ingrédients de la crise révolutionnaire sont en train de s'accumuler.

Le pouvoir est faible. Le régime est en crise. C'est dans ce contexte que le gouvernement va tenter d'imposer le programme qu'exigent le capital, le patronat, un programme massivement rejeté. Il va tenter de s'assurer la soumission des directions des organisations syndicales en contradiction avec le mouvement qui traverse ces organisations.

En face, il y a le gouffre qui sépare la classe ouvrière de tous ceux qui vont tenter de mettre ce programme en œuvre, de ceux qui le soutiennent et qui lui ont préparé le terrain. Il y a la résistance de la classe ouvrière, qui a provoqué le séisme politique qui vient d'avoir lieu dans ces élections. Une résistance qui n'a cessé de s'exprimer au long de ces années dans les grèves (de celles de 1995 à celles de 2016), et qui s'est appuyée de manière de plus en plus consciente, en particulier depuis 2010, sur le combat politique des militants engagés dans la bataille pour défendre l'indépendance des organisations syndicales et enraciner l'axe CGT-FO. Une résistance qui se prolonge sur le terrain des élections présidentielle et législatives actuelles. Le 21 mai, deux semaines après l'élection de Macron, le Conseil fédéral national (CFN) du Parti ouvrier indépendant (POI) déclare :

« Dans le prolongement des grèves et des manifestations, des grandes manifestations contre la loi travail, avec leurs organisations syndicales, les 7 millions du vote

Mélenchon, les 16 millions de votes blancs et nuls, et d'abstentions, ont dit : non, assez, refus, rejet de ces agressions, de ces politiques, de ce système, de cette "classe politique", des petites et des grandes combines, du replâtrage, des promesses trahies. »

UNE NOUVELLE PÉRIODE S'OUVRE

Les institutions sont en crise. Les partis qui encadraient la classe ouvrière s'effondrent. Au moment même où l'accumulation des contradictions conduit à un choc inévitable, des forces considérables sont libérées de la tutelle et du carcan de ces anciens partis. Dans le même temps, aucun parti ne peut prétendre aujourd'hui pouvoir représenter les intérêts de la classe ouvrière. Mais l'aspiration à se rassembler, à se regrouper pour résister, est très forte.

C'est dans cette situation que, juste avant la présidentielle, le 25 mars dernier, s'est tenue à Paris la Conférence nationale des délégués des comités de liaison et d'échanges regroupant toute une couche de militants ouvriers qui se sont dégagés dans les combats de la dernière période et qui aspirent à se rassembler, à se regrouper pour résister.

L'appel adopté par cette conférence nationale soumet à la discussion la plus large la proposition de constituer un Comité national pour la défense des acquis de 1936 et de 1945. Il formule une perspective politique. Le combat pour la résistance, pour la défense des conquêtes majeures de la classe ouvrière, arrachées en 1936, en 1945, pour la défense des organisations syndicales liées à l'existence de ces conquêtes, pose dans son mouvement même la question de la reconquête, de la confrontation contre les institutions de la V^e République, contre les grands monopoles.

Il s'agit de se préparer au choc qui, inévitablement, passera par la lutte de classe.

De ce point de vue, qui est celui de la IV^e Internationale, on ne peut être indifférent au mouvement qui, dans le prolongement de la lutte de classe, amène aujourd'hui toute une nouvelle couche de militants, de travailleurs et de jeunes à se dégager et à se saisir dans les élections du vote Mélenchon-France Insoumise pour exprimer le plus nettement possible le rejet des institutions de la V^e République et se dégager de tous ceux qui cherchent à en préserver le cadre en affirmant l'exigence de rupture et de résistance.

Dans la même déclaration du CFN du 21 mai 2017 citée plus haut, le POI explique :

« Le POI, ses militants, ses adhérents, dans le prolongement des positions prises dès le premier et le second tours de l'élection présidentielle, voteront, font et feront campagne pour les candidats de Mélenchon-France Insoumise, aux travers desquels, comme à la présidentielle, des millions de travailleurs, de militants, de jeunes, de citoyens exprimeront de nouveau leur rejet, leur refus, leur volonté de résister. »

Depuis, dans un nombre très important de circonscriptions, la campagne pour le vote en faveur des candidats de la France Insoumise est engagée par les militants du POI, qui se lient avec toute une série de militants, de jeunes.

A tous, nous faisons la proposition de discuter de la constitution d'un Comité national pour la défense des acquis de 1936 et de 1945, pour discuter à égalité des voies et des moyens pour dégager une issue politique.

Nous menons cette discussion avec *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes. Partant des possibilités nouvelles dégagées par la situation, nous faisons du journal l'outil pour construire le parti révolutionnaire sur la ligne de la transition.

Jacques Buisson

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 5 421
abonnés réguliers de France
et de l'étranger
N° 403
12 pages
10 euros
Page 10

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

La "minorité qui bloque le pays", C'EST EUX

Le retrait du projet de loi travail
C'EST LE POI SOLIDAIRES UNIS

Travailleurs des raffineries, des ports, routiers, cheminots exigent avec tous les travailleurs le retrait de la loi travail !

4 JUILLET 2016 - PARIS
CONFÉRENCE NATIONALE
Pour la défense des conquêtes sociales en 1936 et en 1945.

Campagne d'abonnements d'été à Informations ouvrières
15 MAI > 27 JUIN
10 numéros (du 7 juillet au 8 septembre) pour 12 euros.
Abonnez-vous !

25 mai 2016

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 5 483
abonnés réguliers de France
et de l'étranger
N° 406
12 pages
10 euros
Page 10

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

14 juin, un million dans la rue à Paris
Face à un gouvernement isolé, la volonté de la majorité s'est exprimée.

16 juin 2016

55 000 manifestants, le 28 juin, à Paris pour le retrait de la loi travail

"ON LÂCHE RIEN !"

GRANDE-BRETAGNE
Après le référendum

MOROCCO
Solidarité avec les enseignants contre la répression

LA SEMAINE PROCHAINE

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 5 519
abonnés réguliers de France
et de l'étranger
N° 437
12 pages
10 euros
Page 10

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Et de trois !
Le rejet des sortants s'approfondit...

DOSSIER
Ce qui se cache derrière le revenu de base ou revenu universel
"Un revenu garanti de 1000 euros par mois ? Ou un projet d'impôts et de transferts ?"

L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE
Informations syndicales
Paris - Un appel commun des sections départementales de la CGT et de FO pour le retrait de la loi travail

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE
ÉTATS-UNIS
Amérique first
Le discours d'inauguration de Trump a révélé un grand écart d'opinion entre les deux camps de la droite américaine

TRIBUNE DE DISCUSSION
Une contribution de Nicole Bernard, candidate
Une contribution de Claire Guéhenne, syndicaliste
Une correspondance de Jean-Marie Berrou, candidat à la centrale électorale CCF de Cadomais (Seine-M)
Une contribution d'Albino Virgil, syndicaliste au ministère de l'Environnement, dans le Var

26 janvier 2017

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 5 516
abonnés réguliers de France
et de l'étranger
N° 450
12 pages
10 euros
Page 10

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS DE LA RÉACTION, PAS UNE VOIX À M. MACRON ET À Mme LE PEN !

Appel aux organisations syndicales, populaires, partis politiques attachés à la démocratie et à la défense des droits humains.

27 avril 2017

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 5 513
abonnés réguliers de France
et de l'étranger
N° 451
12 pages
10 euros
Page 10

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Election présidentielle:
Que l'on vote ou que l'on s'abstienne... nous serons ensemble pour résister

40 MILHÕES DE TRABALHADORES PARARAM
A maior greve Getulista da história do Brasil

La plus grande grève de l'histoire du Brésil

Chaque semaine, lisez Informations ouvrières.
Abonnez-vous !

4 mai 2017

Allemagne

Avant les élections fédérales de septembre

LE soulagement avec lequel les acteurs des marchés financiers, ainsi que leurs exécutants politiques au niveau de l'Union européenne (UE) et de ses gouvernements, et de même que Donald Trump, ont accueilli l'élection d'Emmanuel Macron en France cache seulement de manière provisoire et superficielle l'inquiétude plus profonde et plus sourde qu'ils éprouvent tous face à l'abstention massive, face à la « *faiblesse institutionnelle* » (citation du *Handelsblatt*) (1) du nouveau président français et face à la faillite des institutions de la V^e République. Elle s'exprime dans la crainte impuissante qu'après les deux tours de l'élection présidentielle en mai et après les législatives en juin, il faille s'attendre – comme le formule encore le *Handelsblatt* – à un « *troisième tour social dans la rue* ».

La crise de domination politique ouverte en France est un facteur d'accélération de la crise de décomposition de l'Union européenne. C'est ainsi que la béquille menace de faire défaut, béquille dont le nouveau gouvernement Merkel, qu'ils appellent tous de leurs vœux, aurait besoin pour mettre au moins un frein à ce processus de décomposition.

Les représentants de l'ordre existant en Europe et ailleurs cherchent donc d'autant plus à s'accrocher à la planche de salut d'un résultat des élections législatives allemandes en septembre qui se situerait dans la continuité du gouvernement de grande coalition sous Merkel. En secret, l'Union chrétienne (CDU/CSU) (2) avec Merkel, ainsi que le SPD (3) avec Gabriel et son nouveau candidat Martin Schulz misent sur le recours à une réédition de cette grande coalition. Ils sont assurés, pour cela, du soutien plein et entier de la part des associations d'employeurs, mais aussi de la part de l'appareil dirigeant du DGB (4).

Le recours forcé à la réédition de la grande coalition, qui s'est survécu politiquement, qui est rejetée par la majorité de la population, qui n'est plus souhaitée par aucun des deux partis qui la composaient, se transformera obligatoirement en un risque à l'issue incertaine, contrairement à la continuité tant espérée et garante de stabilité.

(1) *Handelsblatt* est le nom d'un quotidien allemand spécialisé dans les questions économiques, et qui travaille en coopération éditoriale avec le *Wall Street Journal*.

(2) CDU/CSU : force politique formée en Allemagne au plan fédéral par les deux partis de la droite démocrate-chrétienne et conservatrice, l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), présente dans tous les Länder sauf en Bavière, et l'Union chrétienne-sociale de Bavière (CSU), présente seulement en Bavière. Le rapprochement CDU-CSU n'a pas d'existence juridique en dehors du groupe CDU-CSU au Bundestag, qui rassemble les parlementaires membres des deux partis.

(3) Parti social-démocrate (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands* – SPD). Ce parti ouvrier

historique abandonne son programme ouvrier en 1959, ce qui va permettre par la suite sa participation à la grande coalition avec le CDU/CSU, puis à la formation d'une coalition avec les libéraux du FDP.

(4) Confédération allemande des syndicats (*Deutscher Gewerkschaftsbund* – DGB). Huit syndicats y représentent 6 millions d'adhérents. Sont membres du DGB non pas les salariés, mais les syndicats, qui désignent leurs représentants à la direction du DGB. Les salariés sont membres de ces syndicats, qui ont comme principale responsabilité les négociations collectives et salariales de branches. Les organes dirigeants du DGB sont impliqués dans les activités gouvernementales et législatives à tous les niveaux : le niveau fédéral, celui des Länder et celui des villes.

Les deux partis, surtout le SPD, seraient soumis à un processus de déchirement. Il n'y aura pas de marge pour la simple continuation de la politique de l'Agenda sous couvert de « corrections sociales » trompeuses. La grande coalition formée à nouveau après les élections législatives serait — tout comme n'importe quelle autre forme de gouvernement — prise en tenaille, confrontée à une pression contradictoire énorme : d'une part, les exigences de la crise de décomposition inéluctable du système de domination impérialiste, renforcée par les mesures de Trump pour faire répercuter ses coûts sur les autres impérialismes, et en particulier l'impérialisme allemand, pour détruire toutes les conquêtes sociales et démocratiques de la population laborieuse ; d'autre part, le refus encore plus net, plus décidé, et la résistance de la population laborieuse et de la jeunesse avec leurs organisations, le développement des combats les plus importants par lesquels la classe ouvrière allemande cherchera à surmonter les obstacles et les entraves au déploiement de toute sa capacité organisée de combat.

Alors que ces lignes étaient déjà écrites sont tombés les résultats des élections du 14 mai dans le Land dont la population est la plus nombreuse, à savoir la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ils créent une nouvelle aggravation de la crise de domination politique, qui se concentre dans la catastrophe électorale du SPD dans cette région caractérisée par le SPD lui-même de « *cœur historique de la social-démocratie allemande* ». Celui-ci est politiquement incapable de former un gouvernement de grande coalition en Rhénanie-du-Nord-Westphalie alors que c'est ce que tout le monde souhaitait comme « solution de pis-aller », ce qui augmente les difficultés pour la formation d'une grande coalition au niveau national.

La grande coalition est politiquement finie

LA CRISE DU SYSTÈME DES PARTIS...

Quatre mois avant les élections au Parlement fédéral allemand en septembre, et, par conséquent, quatre mois avant la décision concernant une majorité de coalition parlementaire afin de former le gouvernement et de choisir le représentant du parti de la coalition le plus fort pour occuper le poste de chancelier, il n'y a pas d'espoir que l'on arrive à un gouvernement stable, capable de gouverner.

Aucun responsable politique ne peut aujourd'hui défendre ouvertement l'orientation d'une réédition de la grande coalition, pour le « continuons ainsi » — avec l'Agenda — d'Angela Merkel. Elle est dépassée politiquement, est rejetée par les deux partis de la grande coalition et par la majorité du peuple.

Les deux partis actuels de la grande coalition, le CDU/CSU (Union chrétienne) comme parti traditionnel principal de la bourgeoisie et le parti ouvrier historique en Allemagne, le SPD — devenu entre-temps

un parti ouvrier bourgeois dont le caractère ouvrier est extrêmement affaibli et lui est conféré pour l'essentiel encore par ses liens avec les syndicats du DGB —, sont tous les deux incapables de former une coalition de partis sous leur direction respective. Il leur manque pour cela à tous les deux, d'après les sondages actuels, autant la majorité parlementaire qu'une majorité au sein de la population ou une majorité politique.

La raison en est le refus grandissant et la résistance contre la politique anti-ouvrière imposée par le gouvernement de Gerhard Schröder de 2003 sous la direction du SPD, sous le titre programmatique Agenda 2010 (5), une politique qui a été continuée sous la responsabilité principale de ces deux partis par tous les gouvernements suivants.

(5) L'Agenda 2010 est le nom d'un ensemble de « contre-réformes » menées en Allemagne par la coalition rouge-verte sous Gerhard Schröder, entre 2003 et 2005. Il portait principalement sur les réformes du marché du travail (réformes Hartz, principalement) et des assurances sociales.

Ce refus touche aussi la politique de tous les partis « établis » tels que le FDP (6), porte-parole politique du capital bancaire traditionnel et d'une fraction du capital financier, ainsi que d'une couche bourgeoise de travailleurs indépendants. Il touche d'autre part les Verts, à l'origine une scission petite-bourgeoise du SPD, ainsi que le parti de La Gauche, dans lequel avaient fusionné des représentants du SED (7) – parti d'Etat de la bureaucratie stalinienne de la RDA – qui avaient tourné leur veste en faveur du capital et quelques forces pro-staliniennes issues du SPD et des syndicats d'Allemagne de l'Ouest. Ce parti est devenu le point de convergence de groupes gauchistes.

Ces trois partis se sont soumis, aux différents niveaux de gouvernement où ils étaient actifs, aux deux lois fondamentales de la politique de l'Agenda, à savoir la réduction de la dette ou l'austérité et la déréglementation des rapports de travail au nom du « soutien à la compétitivité de l'économie », et ils ont agi en conséquence.

... RÉSULTE DU REJET DE L'AGENDA 2010

L'Agenda 2010, c'est une guerre dictée par le capital financier international, l'oligarchie financière allemande et le capital industriel et bancaire, une guerre globale et continue contre les acquis historiques importants que la classe ouvrière a arrachés avec ses organisations, les syndicats du DGB et le SPD, depuis la fin de la guerre et qui constituent ce qui a été défini et garanti comme « Etat social » dans la Loi fondamentale (la Constitution) de 1948. Une guerre qui est finalement tournée contre les organisations ouvrières elles-mêmes, visant à enlever aux travailleurs cet instrument dont ils disposent pour l'organisation de leur combat de classe afin de défendre leurs acquis.

Schröder s'est appuyé sur les préconisations et directives de l'UE pour développer son programme de « réformes » structurelles : sous le diktat d'une politique rigide d'austérité – qui fut par la suite renforcée par l'inscription de la réduction de la dette dans la Constitution –, une somme d'investissements dans l'infrastructure de l'Etat s'élevant à plusieurs centaines de milliards d'euros a été refusée ; les inves-

tissements dans les monopoles d'Etat comme le train, la poste ou les télécoms ont été baissés, le personnel réduit, ces entreprises ont été partiellement privatisées et cassées.

On a assisté à l'endettement et à la paupérisation de la majorité des communes, à la réduction massive de personnel, à la privatisation et la liquidation d'institutions de la prévoyance communale, de l'énergie, de l'eau et du transport de proximité, jusqu'à celles des logements sociaux et de l'administration communale.

S'y ajoutent la concurrence dans le dumping des coûts et des résultats contre les hôpitaux, leur manque dramatique de personnel, la vague de privatisations et de fermetures ; la réduction tout aussi massive de personnel et le refus des investissements nécessaires pour les écoles, les jardins d'enfants et les universités ; le démantèlement des institutions de prévoyance sociale, de l'assurance retraite et de l'assurance chômage prévues dans la loi, l'extension de la pauvreté des personnes âgées ; enfin, la transformation du système d'assurance chômage pour en faire une machine qui contraint les chômeurs, tout en les menaçant de la perte de leur qualification, à travailler pour des salaires de misère ou à effectuer des petits boulots.

Sous le diktat de la réduction de la dette (pour la fonction publique et les services publics) et de l'encouragement de la compétitivité des profits et des rendements, l'attaque est organisée contre la colonne vertébrale des acquis de l'Etat social : contre le système des conventions collectives de branches nationales garanties par les syndicats du DGB en procédant à des externalisations sous toutes les formes (travail en sous-traitance, contrats de mission, auto-entrepreneuriat, privatisations, externalisations et délocalisations, découpage de la production, des groupes et des entreprises).

(6) Parti libéral-démocrate d'Allemagne (*Freie Demokratische Partei – FDP*). Créé en 1948, se réclamant du libre-échange et de certains éléments de l'Etat providence, c'est un parti de cadres, qui a participé à de nombreux gouvernements de coalition au plan fédéral entre 1949 et 1998. Il obtient 4,8 % des voix aux élections de 2013.

(7) Parti socialiste unifié d'Allemagne (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands – SED*). Parti stalinien de la RDA, il se transforme en 1990 en Parti socialiste démocratique.

En combinaison avec un recours constant à des contrats à durée déterminée, l'extension des bas salaires et des salaires de misère, des contrats de travail à temps partiel ou des petits boulots, des emplois sans droits et des emplois de journaliers, s'est constitué le plus grand secteur de bas salaires et une armée d'esclaves du travail et du salariat. D'après des calculs du DGB, près de 16 millions de salariés (sur environ 40 millions) occupent des emplois atypiques.

L'ensemble des réformes structurelles de l'Agenda 2010 constitue un levier puissant pour la baisse de la valeur et la perte de droits de la force de travail vivante, des « coûts du travail » et de sa reproduction, ainsi que de sa protection des risques.

De l'autre côté de la balance sociale, il y a toutes les mesures supplémentaires pour soutenir le profit, les rendements et la spéculation, pour une augmentation extrême de la concentration de la propriété et du capital entre les mains de quelques-uns. Ce n'est qu'une des expressions de la crise destructrice du système de la propriété privée des moyens de production qui se manifeste au sein de l'impérialisme dont l'industrie est la plus forte, au cœur de l'Europe et des vieux Etats-nations impérialistes, et dont l'expropriation se retrouve, plus que jamais, à l'ordre du jour.

ABSENCE D'UNE REPRÉSENTATION POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour le capital financier, le SPD, avec le gouvernement qu'il dirigeait, s'offrait comme le meilleur instrument pour mettre en œuvre son offensive anti-ouvrière et pour empêcher des combats de résistance hors contrôle de la classe ouvrière. Le gouvernement du SPD n'y est arrivé que parce qu'il pouvait s'appuyer sur la direction des appareils du DGB, étouffant dans l'œuf toute tentative dans le sens d'une résistance syndicale organisée et faisant tourner dans le vide la combativité et les combats des travailleurs, dans le cadre d'un accompagnement de protestation ou d'un accompagnement rendant les mesures « socialement compatibles ».

Par la politique de l'Agenda, un processus d'autodestruction sans précédent a commencé pour le SPD. Depuis Schröder, il a perdu 10 millions de ses électeurs et s'est

surtout coupé de sa base électorale parmi les ouvriers. Si la perte de la moitié de ses membres depuis 1990, et surtout de la base ouvrière du parti et de toute une couche de cadres syndicaux de base, avait déjà commencé à cause du rôle joué dans le soulèvement populaire de 1989 et lors de la privatisation-liquidation de l'industrie et de l'économie de l'Etat en Allemagne de l'Est, ce processus s'est accéléré de manière dramatique avec la politique de l'Agenda. Pour la même raison, le nombre d'adhérents des syndicats du DGB a baissé, dans la même période, d'environ 11 millions en 1991 à environ 6 millions en 2015. Un processus qui n'a pu être stoppé que par la montée des combats de classe organisés syndicalement contre la politique de l'Agenda.

La crise du système des partis signifie la crise de la démocratie parlementaire de la République fédérale d'Allemagne. Celle-ci trouvait, depuis la période de l'après-guerre, son équilibre politique et sa stabilité dans des gouvernements qui alternaient entre les deux grands partis, Union (8) et SPD, dans lesquels les intérêts contradictoires des deux classes fondamentales cherchaient leur représentation politique.

La grave défaite électorale du SPD et de la politique de l'Agenda 2010 mise en œuvre par le gouvernement Schröder a contraint ce parti, en 2005, à faire la première grande coalition avec l'Union chrétienne sous la chancelière Merkel, pour continuer sa politique de l'Agenda. La nouvelle défaite électorale du SPD en 2009 a permis à Merkel de composer un gouvernement de coalition avec le FDP, la continuation de la politique de l'Agenda par ce gouvernement a été soutenue par le SPD à partir de « l'opposition ». L'éviction du FDP du Parlement en 2013 a contraint les deux autres perdants de ces élections, l'Union et le SPD, à constituer la deuxième grande coalition sous la chancelière Merkel.

La crise de la démocratie parlementaire, de la démocratie politique, se concentre dans la disparition et le refus par le SPD d'être, même sous une forme dévoyée, la représentation politique des intérêts de la classe ouvrière. Elle est encore renforcée par l'intégration renforcée des directions des syndicats du DGB, non seulement

(8) Union (*Die Union*) est le terme allemand utilisé pour identifier la coalition CDU/CSU (cf. note 2).

dans la politique du gouvernement, mais aussi dans l'activité de gouvernement et de législation de la grande coalition.

Lors de son congrès de Bad Godesberg, en 1959 (9), le SPD n'a pas seulement renié son caractère de classe et s'est redéfini comme « parti populaire », mais il a condamné le droit des travailleurs et de leurs organisations à recourir à la méthode du combat de classe face au gouvernement.

Le processus d'autodestruction du parti ouvrier bourgeois SPD a atteint un nouveau degré après l'offensive de l'Agenda de Schröder en endossant le corset de la grande coalition avec l'Union, une forme de gouvernement antidémocratique à tendance corporatiste, dans un gouvernement d'union nationale ou de responsabilité nationale, afin d'imposer à la société, dans l'intérêt du capital financier, une politique de l'Agenda renforcée sous le diktat de la réduction de la dette et du soutien à la « compétitivité de l'économie ». Les syndicats du DGB devaient y être intégrés également. Les syndicats indépendants du DGB se sont vu donner une place comme pilier de la démocratie par la garantie de libre organisation, par l'autonomie absolue de la représentation collective des intérêts indépendants des travailleurs que leur conférerait le droit constitutionnel allemand, avec la possibilité de s'appuyer sur un droit de grève étendu.

Même avant le « Bad Godesberg du SPD » et dans un accord informel qu'elle avait caractérisé de « *compromis historique entre le capital et le travail* », la direction du DGB avait accepté, en 1952, des restrictions essentielles de ce droit de grève étendu. Par exemple, l'interdiction du droit de faire grève pour combattre des décisions gouvernementales ou toute décision stratégique des directions d'entreprises (prises par des employeurs privés ou publics). Le droit de grève a été réduit au combat pour des revendications qui pouvaient être inscrites dans des conventions collectives et qui concernaient les salaires et le temps de travail, ainsi que l'amélioration des conditions de travail.

En échange, les syndicats obtenaient – également de manière non formelle – le droit à la participation politique, à la participation à l'élaboration de la législation, de l'action gouvernementale, dans des commissions instaurées à cet effet. Ce ne sont pas directement les syndicats, mais les délé-

gués du personnel, en tant que deuxième « *représentation des intérêts des salariés* », existant de manière parallèle, qui ont été contraints par la loi à « *une collaboration de confiance respectant la paix sociale au sein de l'entreprise* » (interdiction de combattre), collaboration avec la direction de l'entreprise « *pour le bien de l'entreprise* ».

Par ce biais, des entraves historiques ont été mises au libre déploiement du combat de la classe ouvrière, qui marquent toute l'histoire du développement de la lutte des classes durant l'après-guerre et jusqu'à ce jour. Des entraves sur lesquelles pouvait s'appuyer l'appareil dirigeant des syndicats du DGB pour empêcher des actions de classe contre l'offensive destructrice du gouvernement Schröder avec son Agenda 2010, contre les acquis historiques de l'Etat social.

MISE EN PLACE ET CRISE DE LA DEUXIÈME GRANDE COALITION SOUS MERKEL...

La coalition bourgeoise de la CDU/CSU et du FDP a subi aux élections de 2013 une cuisante défaite sous la pression de la montée de la lutte de classe organisée par ses syndicats, prenant en partie la forme d'une contre-offensive contre la politique de l'Agenda poursuivie par cette coalition. Malgré la majorité parlementaire qu'avaient le SPD, le Parti de gauche (PDL) et les Verts, le secrétaire général du SPD, Gabriel, lui-même grand perdant aux élections, a imposé l'entrée dans la grande coalition aux côtés des partis de l'Union sous la direction de la chancelière Merkel, faisant fi de la résistance dans le SPD.

Dès le début, cette grande coalition a été confrontée au rejet d'une majorité d'électeurs, de travailleurs et de la jeunesse. Le SPD a représenté la force politique déterminante qui a permis à la chancelière Merkel de poursuivre de manière accrue la politique de l'Agenda. Pour ce faire, le

(9) C'est lors du congrès de Bad Godesberg, en 1959, que le SPD abandonne toute référence à un parti de classe, à l'analyse marxiste des classes sociales aux intérêts antagonistes, et se prononce pour l'économie de marché et la libre concurrence. Il se réclame du peuple dans sa totalité en opposition aux seuls salariés. C'est sur ce reniement que s'est construite la « grande coalition ».

SPD a reçu de nouveau le soutien décisif de la direction du DGB. Le DGB avait formulé toute une série de « corrections de l'Agenda 2010 », qui furent reprises par le SPD et dès le début discutées en étroit dialogue avec Merkel, et qui ont trouvé leur place dans le programme du gouvernement, considérées comme « une partie de la réforme » la plus importante pour initier des lois. C'est le nouveau pas que la direction du syndicat a franchi pour s'intégrer à la grande coalition apparaissant comme l'institution de la collaboration de classe.

Les directions du SPD et du DGB sont les larbins déterminants du capital financier, qui donnent ainsi à la grande coalition dirigée par Merkel les moyens de « poursuivre la politique de l'Agenda par d'autres moyens », pour le formuler en référence à Clausewitz (« *La guerre est la poursuite de la politique sous d'autres moyens* ») (10). Les « corrections de l'Agenda » servent à la direction du SPD : et surtout à celle du DGB, à faire diversion et à masquer la politique poursuivie par l'Agenda, et par là même accomplir leur mission qui est d'empêcher toute irruption incontrôlée de la lutte des classes.

Pour la classe ouvrière, ces corrections doivent être qualifiées de mensongères, trompeuses, hostiles aux intérêts des travailleurs et des syndicats, et condamnées. En introduisant le salaire minimum légal, l'Etat intervient pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale allemande et fixe le montant des salaires de quelques millions de travailleurs. C'est une atteinte de l'Etat à la Loi fondamentale (11), qui garantit l'autonomie des syndicats dans les négociations salariales, droit dont seuls disposent les syndicats pour fixer les salaires dans le cadre de négociations collectives libres, s'appuyant sur la force du combat indépendant structuré par les syndicats de la classe ouvrière. C'est donc un affaiblissement de l'organisation syndicale des travailleurs au profit de l'Etat et du gouvernement que la direction du syndicat a elle-même initié sur le plan légal. Ce sont des millions de travailleurs qui vont en être à présent réduits et tenus d'accepter un salaire de misère légalisé, et la plupart du temps en dehors des conventions collectives, tout cela parce que la direction du syndicat a capitulé et renoncé à son mandat, qui aurait été de s'appuyer

sur la volonté de combattre des travailleurs et de prendre la tête de ce combat pour reconquérir leurs conventions collectives de branche.

La direction du DGB a totalement conscience de ce qu'elle a fait. Elle explique que les « corrections de l'Agenda » sont autant de « *nouvelles pierres pour construire un nouvel ordre du monde du travail* ». A la suite à ce processus de destruction de « l'ancien ordre », qui s'appuyait sur le système des conventions collectives garantissant sur tout le territoire par les syndicats du DGB, les corrections apportées à l'Agenda doivent servir de base pour « *définir les modalités de la négociation sociale de l'Agenda 2010* » (DGB), « *définir la négociation sociale* », l'œuvre liquidatrice des conquêtes historiques de la classe ouvrière allemande. Pour ce faire, l'appareil du DGB utilise le cadre du « *droit de participation aux décisions politiques* » ou encore du « *partenariat social entre gouvernement et syndicat* », comme l'a formulé l'ancien secrétaire général Gabriel, que Schulz a maintenant remplacé.

DEUX LOIS FONDAMENTALES POUR MENER UNE POLITIQUE PLUS DURE DE L'AGENDA

Dans le programme du gouvernement de la deuxième grande coalition sous la direction de Merkel, en 2013, il n'y avait pas seulement ces initiatives d'amendements apportés à l'Agenda, mais aussi toutes les autres lois-cadres déterminantes de la politique renforcée de l'Agenda, dictées centralement par le capital industriel et financier, à savoir : l'introduction dans la Constitution, lors de la première grande coalition en 2009, de ce corps étranger qu'est la réduction de la dette, de même que « *l'encouragement à développer la concurrence économique* ». Ces deux lois

(10) Carl von Clausewitz (1790-1831), officier général et théoricien militaire prussien, écrivain politique, auteur d'un traité majeur de stratégie militaire, *De la Guerre*, dont est extraite cette phrase célèbre.

(11) La Loi fondamentale est le terme utilisé pour parler de la Constitution de l'Allemagne de l'Ouest depuis le 8 mai 1949, puis, depuis la réunification le 3 octobre 1990, pour le pays tout entier. Elle s'intitule « Loi fondamentale » et non « Constitution » pour souligner le caractère transitoire qu'elle devait avoir dans le contexte de la division de l'Allemagne.

encouragent et développent à leur manière la dérégulation complète des rapports de travail, principalement en démantelant les conventions collectives de branche au moyen « d'accords locaux » et de sous-traitance sous toutes les formes.

La réduction de la dette fait sauter le principe de l'Etat social inscrit dans la Loi fondamentale, sous la protection duquel se retrouvent toutes les conquêtes de l'Etat social et des droits qui y sont liés, comme la libre organisation et la libre activité au sein d'organisations de classe que sont par exemple les partis et les syndicats. Le principe de l'Etat social oriente les finances de l'Etat afin de garantir à l'ensemble des membres d'une société des conditions de vie homogènes. Sous le diktat de la réduction de la dette, la spécificité de ce fédéralisme solidaire est remplacée par un fédéralisme de compétitivité, qui divise les communes, les régions et les Länder, créant une majorité de pauvres parmi eux et quelques-uns un peu plus riches.

La réduction de la dette et l'encouragement à la compétitivité au nom des profits et des taux de rendement obligent aussi à baisser énormément les « coûts du travail » et pèsent au cours des libres négociations et concertations que mènent travailleurs et syndicats sur leurs revendications salariales. L'ensemble des partis « établis » se soumettent à ces deux diktats, ces deux fondamentaux de la politique renforcée de l'Agenda, pour imposer une sorte de politique unitaire forcée, une politique d'union nationale. Et cela vaut aussi, en outre, pour le tout nouveau parti d'extrême droite : l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) (12), qui se définit de façon démagogique contre les partis « établis ».

L'élargissement de la baisse des salaires rendu possible par ces deux diktats se manifeste par le renforcement du travail précaire, le louage d'ouvrage et d'industrie, le dépeçage des entreprises par l'externalisation, les privatisations et le développement d'une chaîne de sous-traitance. Cela concerne tous les salariés des entreprises industrielles et jusqu'aux grandes chaînes de magasins, des entreprises d'Etat ou partiellement d'Etat comme les chemins de fer et la poste, de même que les hôpitaux, les entreprises et établissements communaux.

LA CRISE POLITIQUE S'AGGRAVE. LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT STABLE SEMBLE HORS DE PORTÉE

Malgré toutes les « réformes correctrices », la République fédérale a connu une montée sans précédent des combats de classe structurés par les syndicats, et de plus en plus de combats d'un nouveau type. Les travailleurs menacés ou touchés par des licenciements ou des externalisations à cause de « décisions stratégiques » de la part des employeurs se sont saisis de leurs syndicats pour organiser leurs grèves, pour se défendre ou pour le retrait de telles mesures, alors que ce sont des mesures contre lesquelles il est interdit aux syndicats de faire grève.

Ces combats ont nourri le rejet massif tout particulièrement des deux partis de la grande coalition au cours des élections régionales et communales suivantes. La disparition de la base électorale ouvrière du SPD a ramené celui-ci parfois à 10 % ou 12 % et a jeté le SPD dans une crise existentielle.

Compte tenu du rejet grandissant, Merkel a longtemps hésité à se faire désigner à nouveau comme candidate des partis de l'Union au poste de chancelière. Ensuite, elle s'est présentée sous un mot d'ordre promettant une continuité, « *Continuons ainsi!* », et elle a omis d'y ajouter les « corrections de l'Agenda » pour se démarquer du candidat du SPD, Martin Schulz.

Le secrétaire du SPD, ministre de l'Economie et vice-chancelier de la grande coalition, Siegmund Gabriel, a capitulé devant le rejet existant au sein du parti, chez les électeurs et dans la population. Il a renoncé à se présenter, laissant, en février, la place de candidat et de secrétaire du parti à Martin Schulz.

Pendant des années, Martin Schulz, en tant que président du « Parlement » européen, a promu une politique d'austérité stricte et des réformes du marché du travail,

(12) Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland – AfD*). Ce parti créé en février 2013, lié à la droite conservatrice, « anti-euro », mais pas « anti-Europe », se déclare « *ni de gauche ni de droite* », a adhéré en juin 2014 au groupe des conservateurs et réformistes européens.

mais il ne porte pas de responsabilité directe pour la mise en œuvre de cette politique en Allemagne. Cela lui a conféré, en tant que nouveau secrétaire et tête de liste du SPD, un peu plus de crédibilité lorsque, devenu candidat, il s'est présenté en concentrant son discours – vers l'extérieur – sur des promesses de « *corrections d'erreurs et d'injustices de l'Agenda* » et sur « *plus de justice sociale* ».

Il a trouvé auprès d'une partie des membres et des électeurs du SPD un écho enthousiaste à ses propos. Lors de sondages, le SPD montait en flèche et le parti gagnait 10 000 nouveaux membres. Il s'agit là d'un reflet de la volonté décidée de la majorité de la population d'en finir enfin avec la politique de l'Agenda.

Dans le discours qu'il adresse vers l'intérieur, à savoir en direction de l'appareil du SPD, de l'Union et de Merkel, des associations patronales et des cercles dirigeants de l'UE, Martin Schulz affirme son maintien fondamental aux principes de l'Agenda 2010 et au « *continuons ainsi* », de même que son soutien à la grande coalition actuellement en place pour qu'elle mette en œuvre son programme gouvernemental jusqu'au bout.

On pourrait formuler ainsi cette orientation de Martin Schulz : « *correction des erreurs de l'Agenda et plus de justice* » comme moyen pour le « *continuons ainsi... avec l'Agenda* » par la mise en place d'une troisième grande coalition sous Merkel. Cela correspond très exactement à l'orientation de l'appareil dirigeant du DGB, qui a déjà publié son nouveau paquet de « *réformes correctrices* » pour un nouveau gouvernement de grande coalition sous Merkel. Eux tous, Gabriel, Merkel et Schulz, le capital et la direction du DGB, s'orientent secrètement de plus en plus vers une nouvelle grande coalition, sans pour autant oser le dire ouvertement.

Son adhésion publique à la politique de la grande coalition et à la mise en œuvre de la même politique par le SPD dans les trois Länder où Schulz est dernièrement intervenu dans la campagne électorale (comme par exemple en Rhénanie-du-Nord-Westphalie), tout comme son refus de soutenir par exemple les salariés et leurs syndicats dans leur combat contre la politique de destruction des hôpitaux ont entre-temps ramené, dans les sondages,

Schulz et le SPD à des valeurs proches de celles du SPD en crise sous Gabriel.

La propagande des partis de l'Union et des médias a fêté les résultats des trois dernières élections dans les Länder comme des victoires de Merkel pour se rassurer, avec l'illusion que ces résultats seraient un point d'appui pour la formation d'un gouvernement solide sous sa direction à l'automne, sans avoir la moindre idée de quelle constellation gouvernementale il devra s'agir. Ils prennent plutôt leurs désirs pour des réalités. Le maintien de leur capacité de gouverner dans un Land et la victoire sur le SPD dans les deux autres Länder ne sont dus qu'au déclin du SPD, sur lequel s'est concentrée la révolte contre la politique destructrice de l'Agenda menée sous sa responsabilité.

Une nouvelle dimension a été atteinte avec les élections dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et dans le vieux centre industriel de la Ruhr, appelé le « *cœur de la social-démocratie et de la classe ouvrière allemande* ». Le SPD y a maintenant enregistré ses plus mauvais résultats de toute l'histoire de l'après-guerre. Dans les quartiers ouvriers et les places fortes du SPD, l'abstention a grimpé à 50 %, voire 70 %.

Le SPD, touché au cœur, a refusé d'entrer dans la grande coalition en Rhénanie-du-Nord Westphalie parce qu'il en est politiquement incapable. Les résultats des élections dans ce Land deviennent ainsi un nouveau facteur de l'aggravation de l'insécurité dans la formation d'un gouvernement à l'automne. Il est tout à fait possible que la bulle formée par la crédibilité du candidat SPD Martin Schulz à combattre les erreurs de l'Agenda et pour plus de justice éclate : il s'agirait là d'une catastrophe encore plus importante pour le SPD que celle de Rhénanie-du-Nord-Westphalie évoquée ci-dessus, et le SPD deviendrait, y compris au niveau national, politiquement incapable de prendre part à une grande coalition.

Cette grave défaite du SPD en Rhénanie-du-Nord-Westphalie a créé les conditions d'une majorité parlementaire permettant de former un gouvernement de coalition bourgeois entre CDU et FDP. Une solution de pis-aller pour les deux partis, qui s'impose à eux contre leur volonté. Ils doivent craindre que la poursuite de la politique

d'austérité et de déréglementation, à plus forte raison sous la pression du FDP et des associations patronales œuvrant pour accélérer la déréglementation, et ne bénéficiant pas du soutien direct du SPD et de la direction du DGB, débouche très rapidement sur un affrontement et une résistance hors de contrôle.

Si les élections au Parlement fédéral, à l'automne, devaient aboutir à une constellation similaire de majorité parlementaire, cela n'est pas non plus une issue pour sortir du dilemme d'une nouvelle grande coalition, mais signifie un dilemme encore plus important.

LES EXIGENCES DU CAPITAL FINANCIER EN CRISE

Si nous nous sommes concentrés jusqu'alors sur la compréhension de l'accélération de la crise de domination politique en Allemagne à partir des conditions politiques données et à partir des formes que prend l'évolution de la lutte de classes, il ne faut pas pour autant négliger le développement de la crise politique et économique internationale. C'est pourquoi nous voulons l'esquisser à grands traits, en nous concentrant sur la situation mondiale modifiée et sur ses nouvelles exigences face à un nouveau gouvernement de l'impérialisme allemand. Nous nous trouvons au début d'un tournant radical et global, d'un tournant chaotique de la situation mondiale.

Toute l'orientation commune des deux grands partis, du capital et de la direction du DGB vers un simple « continuons ainsi » l'Agenda par d'autres moyens, par les moyens des « réformes correctrices », est une illusion. Ils en sont d'ailleurs plus ou moins conscients, même s'ils cherchent à l'esquiver. Les signaux d'alarme ne peuvent être ignorés. Dans plusieurs cas, par exemple s'agissant de l'augmentation des dépenses d'armement et des envois de troupes à l'étranger, ils sont d'ores et déjà obligés d'agir dans ce sens. Mais tous essaient d'arrêter le temps d'ici les élections et de faire oublier autant que faire se peut ces nouvelles exigences.

La marge dont dispose l'impérialisme allemand pour battre de nouveaux records avec ses exportations industrielles, pour augmenter l'exportation de capital pour

des investissements productifs dans des pays à bas salaires sur le marché mondial, cette marge se réduit. L'étau de la récession à long terme de l'économie mondiale et de la crise du système financier se resserre de plus en plus. S'ajoutent à cela les mesures de guerre économique de l'impérialisme américain et la menace de leur renforcement par le gouvernement Trump, surtout face à l'Allemagne, qui représente une puissance industrielle. Il existe des signaux d'alarme : la destruction massive d'emplois chez Volkswagen, chez ThyssenKrupp (acier) (13), Siemens (construction électrique et mécanique, et nouvelles technologies), et chez les grands groupes de l'industrie énergétique. Ce à quoi s'ajoute le déclin dramatique de la Deutsche Bank.

Dans tous les domaines, politique, militaire, financier et économique, l'impérialisme allemand doit assumer une plus grande part des responsabilités et des charges dans l'expansion mondiale de la politique de guerre. Ces charges financières doivent, sous le régime de la réduction de la dette, être reportées sur les masses populaires. Et tout cela y compris sous la forme d'une importation de la guerre et de ses destructions en Allemagne même.

L'arrivée de plus d'un million de réfugiés en 2015-2016 a « révélé » la ruine des infrastructures étatiques et communales. Le refus – dû au diktat de la politique des réductions budgétaires et de la déréglementation – de créer les conditions matérielles et sociales pour une réelle intégration font que s'accumulent là de nouvelles charges explosives pour la situation sociale.

Assumant un rôle de direction politique plus conséquent dans le combat contre la désintégration de l'Union européenne et fournissant un effort financier plus important pour venir au secours de l'euro et du système financier européen, l'impérialisme le plus fort d'Europe concentre toujours plus en lui les contradictions de la crise de l'UE et de la zone euro en cours d'implosion.

Les délais pour payer la facture du sauvetage de l'euro se rétrécissent. L'Etat alle-

(13) ThyssenKrupp est le nom d'un groupe sidérurgique allemand créé en 1999, né de la fusion de Friedrich Krupp AG Hoesch-Krupp et de Thyssen AG. Il emploie plus de 180 000 personnes.

mand est créancier et garant pour des dettes des Etats et des entreprises privées dans les pays de l'euro qui s'élèvent à 2 000 milliards d'euros. Par tous les moyens, Merkel essaie de rallonger l'ultimatum du FMI concernant l'allègement de la dette de la Grèce afin que celui-ci tombe après les élections, au moment où elle pourra présenter la facture au peuple.

Dans la situation d'incertitude politique, économique et sociale généralisée, une chose est certaine : le capital financier international, l'oligarchie financière allemande et le capital industriel dicteront à n'importe quel gouvernement qui sera élu en septembre l'obligation d'agir rapidement pour un nouvel Agenda, par exemple pour 2020-2030, qui mettra à l'ordre du jour rien de moins que la destruction définitive des acquis historiques de la classe ouvrière et de la démocratie.

Mais par là, ils mettront aussi à l'ordre du jour une nouvelle phase de combats de classe plus importants du prolétariat, de la population laborieuse et de la jeunesse, et la crise de domination politique sera d'une autre nature. L'exemple d'une telle situation nous est livré actuellement en France après l'élection de Macron à la présidence d'une V^e République aux abois.

DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS DE CLASSE

Pour et au cours de tels combats de classe plus importants, la classe ouvrière allemande doit se libérer des entraves qui lui ont été imposées par les restrictions importantes du droit de grève syndical et qui l'empêchent de développer sa force considérable de combat organisé.

C'est à mettre en relation avec l'autre axe du combat, celui contre les tentatives d'intégrer les directions syndicales à la politique gouvernementale, intégration qui passe par la soumission aux deux lois fondamentales de la politique renforcée de l'Agenda et du programme actuel de la grande coalition. Et cela se concentre dans le combat pour la défense de l'indépendance des syndicats.

Il faut comprendre la poussée sans précédent du combat de classe syndical de

ces derniers temps comme une sorte de préliminaire. Il s'agit en particulier d'imposer les grèves contre des mesures stratégiques des entreprises, et même indirectement contre le gouvernement et sa politique d'économies budgétaires destructrices, donc d'imposer des grèves interdites aux syndicats selon les termes du « compromis historique ».

De ne pas seulement comprendre cela, mais d'aider à l'ancrer dans la conscience de la classe, ou, en fonction des possibilités restreintes d'une avant-garde révolutionnaire, dans la conscience d'une avant-garde de combattants et de cadres syndicaux : voilà ce que les membres de la IV^e Internationale en Allemagne considèrent être leur tâche.

La classe ouvrière n'a rien à attendre de ces élections au Parlement fédéral à l'automne. La grande majorité de la classe ouvrière et de la jeunesse ne saurait plus reconnaître dans le SPD la représentation politique de ses intérêts. La volonté de la majorité de la société d'en finir enfin avec la politique destructrice de l'Agenda ne trouve pas de représentation politique dans les élections.

Dans les combats progressant sur le terrain direct de la lutte des classes, dans les grèves organisées par les syndicats, la classe ouvrière cherche à arracher et arrache — même si ce n'est pas toujours le cas — des succès contre la politique de l'Agenda 2010, qui a été renforcée sous le diktat de la réduction de la dette et de la baisse du « coût du travail ».

Au cours de ces combats, des militants syndicaux et politiques peuvent être réunis pour avoir des échanges sur leurs expériences de combat, et c'est ainsi que peuvent être consolidées les forces de ceux qui sont prêts à se battre pour la rupture avec la politique de l'Agenda, pour aider leurs collègues à imposer, contre tous les obstacles, le combat de classe structuré par les syndicats pour faire aboutir leurs revendications.

Dans un prochain numéro de *La Vérité*, une suite de cet article se concentrera sur ces questions.

Werner Uhde

Brésil

Après le coup d'Etat, la crise du régime est ouverte

DANS le monde, l'incertitude domine là où la situation est marquée par des tournants brusques. Ainsi, au Brésil, un an après le putsch, la crise institutionnelle, nourrie par le mouvement de la grève générale et produit de la résistance des masses contre les attaques du putsch juridico-parlementaire et pro-impérialiste, loin de parvenir à se stabiliser, s'approfondit chaque jour davantage.

Au cours du second semestre de 2016, le gouvernement putschiste de Temer avait lancé une offensive contre les droits des travailleurs brésiliens. Avec le soutien du Parlement, celui-là même qui est à l'origine du putsch, il a fait adopter le gel des dépenses publiques pendant 20 ans ; il promeut des modifications dans l'enseignement secondaire qui « flexibilisent » le cursus et ouvrent la voie à la suppression de matières telles que la philosophie, l'histoire et la géographie, en plus d'innombrables mesures qui s'avancent dans la voie de la destruction de l'école publique. Au cours de la même période, il a mis en route au Parlement sa « réforme de la Sécurité sociale », par laquelle, par exemple, au cas où elle serait appliquée, 80 % des travailleurs seraient morts avant même d'atteindre la retraite. La législation du travail est aussi la cible d'attaques. Temer a tenté de reprendre un projet de loi de filialisation qui avait été bloqué au Sénat. Sans succès, face au blocage de l'opposition, y compris des sénateurs du PT, il a fait en sorte que son représentant, le président de la Chambre, soumette au vote un autre projet de loi ayant le même contenu, en sommeil depuis des années. Ce projet de

loi, au cas où il serait appliqué, détruirait pratiquement l'ensemble de la législation du travail. Le projet de loi a été voté et adopté de manière inédite au cours d'une période inhabituelle, au début de 2017, et il a été envoyé au Sénat, où il attend le passage au vote.

Dans cet intervalle, une fois l'été passé, les syndicats ont repris la lutte contre toutes ces « réformes » (1). Mais auparavant, le congrès de la Confédération nationale des professeurs (CNTE) (2), qui réunit les syndicats du secteur public, avait décidé de convoquer une grève générale le 15 mars contre la réforme de la Sécurité sociale. Le congrès s'est adressé à la CUT (3) pour qu'elle se joigne à cette initiative. Saisie de cette proposition, la CUT s'est tournée vers les autres centrales syndicales pour qu'à cette date ait lieu une journée nationale de paralysies contre les réformes de la Sécurité sociale et de la législation du travail.

Et ce jour-là, arrêts de travail et rassemblements ont eu lieu, dont on estime qu'ils ont réuni dans tout le pays près d'un million de travailleurs dans les grandes et les petites agglomérations, au cours de la plus grande journée de paralysies et de manifestations des dernières années, avec les secteurs ouvriers majoritairement présents. Le 15 mars, d'innombrables grèves ont éclaté, qui se sont manifestées entre autres par des retards dans la production.

(1) Le Brésil est dans l'hémisphère sud : les saisons sont donc inversées.

(2) Confédération nationale des travailleurs de l'Éducation (CNTE).

(3) Centrale unique des travailleurs (CUT).

Une véritable démonstration de ce que la classe étant en train d'entrer en scène, sur son terrain et sous ses propres bannières. Le 15 mars a marqué sans aucun doute un tournant dans la lutte des classes au Brésil.

Dans le même temps, le gouvernement putschiste, qui n'a jamais été populaire, a vu en très peu de temps son audience s'effondrer d'une manière inédite. Les manifestations de rue et les grèves montrent, pour la première fois depuis des années, que le régime et les institutions peuvent être rejetés et balayés, au moment même où Temer s'est rendu odieux avec sa tentative de réforme de la Sécurité sociale.

Ainsi, au bout d'un an, on a commencé en bas à mieux percevoir le contenu du putsch, tandis que les larges masses se sont mises à faire mouvement pour les revendications et que les cadres organisateurs de la classe ont commencé à tirer le bilan des défaites subies en 2016.

Partant du succès de la mobilisation, la tâche première et immédiate consistait à s'appuyer sur la disposition à la lutte qui s'était manifestée afin d'ouvrir la discussion dans le mouvement ouvrier sur la grève générale pour le retrait de la réforme du travail et de la réforme de la Sécurité sociale, suivant un agenda pouvant intégrer une nouvelle paralysie nationale, peut-être une grève d'avertissement de 48 heures et en direction d'une grève générale illimitée, et, en même temps, d'autres activités, compte tenu toujours des dates des votes au Parlement. Un agenda à préciser dans la discussion dans la CUT et avec les autres centrales, ainsi que dans les fronts et partis.

Le deuxième résultat, c'est la généralisation du mot d'ordre « *Dehors Temer!* ». Après une tentative des appareils pour le bloquer, celui-ci s'est imposé et a nourri politiquement le mouvement. Cependant, en mars 2017, l'appareil dirigeant du PT avait encore l'intention de négocier les réformes avec les putschistes à travers des amendements au Parlement, ce que la CUT a rejeté, tandis que, dans le PT, la direction manœuvrait.

Il était nécessaire de ne pas escamoter la discussion, aussi bien dans les instances du parti que dans la centrale syndicale, et de ne pas contourner le problème, cela d'autant plus que les masses étaient entrées en action.

Un exemple : il était nécessaire de rejeter la fausse solution suivant laquelle, face à un hypothétique déficit des retraites, il aurait fallu recourir à des sources de financement de la Sécurité sociale (par le biais d'impôts, de fonds du pétrole, etc.). Et c'est Lula qui a expliqué qu'il suffit d'augmenter les salaires réels et de créer des emplois réels pour équilibrer les retraites.

Il était également nécessaire de combattre les amendements de parlementaires du PT et de concentrer toutes les énergies dans le retrait du projet de loi constitutionnel de réforme des retraites (PEC) (4), l'appareil luliste étant susceptible de tourner à tout moment pour négocier. Un danger qui va au-delà des amendements d'autres centrales syndicales comme Força Sindical (FS) et l'Union générale des travailleurs (UGT) (5).

La troisième conséquence, c'est de donner toute sa place à la lutte pour la Constituante en liant la nécessité de la réforme politique avec l'abrogation des attaques des putschistes (modifications de la Loi de régulation du pré-sal (6), gel des dépenses publiques pour 20 ans, réforme de l'enseignement secondaire, etc.). Cela parce qu'on saisit de plus en plus que « tout est verrouillé » et que le sentiment s'étend qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre de ces institutions corrompues et antipopulaires.

Même s'il est haï, il est très difficile de remplacer Temer sans faire sauter le couvercle de la crise générale.

(4) Proposition d'amendement constitutionnel (PEC 241) qui gèle les dépenses publiques en matière de santé, d'éducation, de logement et de protection sociale pendant vingt ans.

(5) Força Sindical (FS) (« Force syndicale »), Union générale des travailleurs (UGT), affiliées à la CSI, syndicats disposés à négocier la réforme avec le gouvernement putschiste.

(6) Le terme « pré-sal » est utilisé pour désigner un type de roche de la croûte terrestre formé exclusivement de sel pétrifié, déposé en couches au fond des mers. Ce type de roche peut retenir du pétrole. Au Brésil, l'ensemble des champs de pétrole du pré-sal récemment découverts se situe à des profondeurs allant de 1 000 à 2 000 mètres pour la partie immergée et de 4 000 à 6 000 mètres au-dessous de la couche de sel. Ces nouveaux champs de pétrole s'étendent sur une bande d'environ 800 kilomètres le long du littoral brésilien, entre l'Etat de l'Espirito Santo et celui de Santa Catarina.

LA CRISE DU RÉGIME

Concernant le jugement en cours dans le Tribunal supérieur électoral (TSE) (7) du tandem Dilma-Temer, les ministres du TSE ont admis qu'ils agissaient « dans le souci de la stabilité ». Plus encore, il y a eu accélération d'une « réforme politique », en fait électorale, avec pour rapporteur le député Vicente Candido, du PT. Dans le même temps, au mois de mars 2017, un accord était passé entre Gilmar Mendez (ministre du TRF) (8), Eunício de Oliveira (président du Sénat), Rodrigo Maia (président de la Chambre des députés) et Temer, par lequel le financement privé de la campagne serait remplacé par un fonds électoral public, mais où les parlementaires actuels seraient têtes de liste des partis. Un sauvetage de l'oligarchie politique !

Le rejet de cette manœuvre grossière ne faisait que réaffirmer le mot d'ordre de Constituant comme seule forme démocratique où ce serait au peuple, et non aux juges en robe, d'épurer la politique et d'ouvrir la voie aux revendications.

La quatrième conséquence découle de la montée en puissance de la candidature de Lula, qui apparaît en hausse dans les sondages.

Dans la profession de foi de la liste « Reconstruction du PT » conduite par Markus Sokol, et où se sont regroupés des dizaines de militants et de cadres, il est écrit que pour la candidature de Lula, le premier point de la plate-forme doit être la Constituante pour effacer les mesures des putschistes et engager les réformes. Et c'est suivant le rythme de la crise et la croissance des mobilisations de rue que cette question viendra à se poser dans l'agitation.

Dans les rassemblements qui se sont tenus le 15 mars, nous avons constaté que « Lula président ! » n'avait pas été prononcé par les orateurs, et que cela n'était même pas apparu comme mot d'ordre. Même « Elections directes tout de suite » ne rencontrait pas d'écho. Cependant, il y avait enthousiasme quand on parlait de « grève générale » et de « Dehors Temer ! », ce qui, pour de nouveaux secteurs qui commençaient à entrer en lutte, semblait être l'expression de la lutte contre les

réformes issues du putsch. Cela devait donc être l'axe du front unique pour modifier le rapport de force et réunir les conditions pour ouvrir une issue politique.

C'est alors que, le 28 avril, a lieu la grève générale. Une journée nationale de mobilisation où 40 millions de travailleurs ont cessé le travail, dans la plus grande grève générale de l'histoire du pays. Sa puissance a amplifié ce qui s'annonçait le 15 mars et a ouvert une nouvelle situation au Brésil.

La révélation de son unité et de son ampleur, avec l'entrée des secteurs les plus divers dans la grève générale, ouvrent les vannes pour la résistance qui ne fait qu'augmenter, et une nouvelle grève générale a été mise à l'ordre du jour.

Et c'est ce mouvement du 28 avril qui a donné de l'élan aux masses, c'est lui qui a fait s'effriter les piliers qui ont forgé et soutenu le putsch, et qui a fait que ceux qui dirigent le parti changent de cap.

Au lendemain de la grève générale, il y a eu, en présence de milliers de personnes, un rassemblement dans la ville de Rio Grande (Etat de Rio Grande do Sul) pour la défense du Pôle naval en cours de destruction à la suite de l'opération Lava Jato (9) et pour le démantèlement du régime de division du pré-sal. Dans le rassemblement, pour la première fois, Lula a affirmé qu'il était candidat, et il a ajouté : « *Quand on a faim, on ne peut pas attendre 2018.* »

Ainsi, l'appareil qui dirige le PT, après avoir misé sur « Lula 2018 » dans le but de laisser passer 2017, de canaliser la révolte qui monte, de neutraliser de fait le « *Dehors Temer !* » et de créer les conditions pour négocier les retraites, la réforme du travail, voire les deux à la fois, a été contraint de changer de politique. Cela a suffi pour qu'une semaine plus tard, plusieurs congrès du parti au niveau des États adoptent à l'unanimité la lutte pour l'anticipation des élections et associent la Constituante au combat pour élire Lula.

Les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer que le mouvement des masses

(7) Tribunal qui juge de la validité du dernier scrutin présidentiel.

(8) Tribunal régional fédéral (TRF).

(9) Opération « mains propres » ou « lavage rapide ».

est plus fort qu'un appareil contre-révolutionnaire ou que tous les appareils réunis.

Après la grève générale du 28 avril, les centrales syndicales lancent le mouvement «Occupe Brasilia» en planifiant de rassembler au moins 100 000 manifestants à la veille du vote de la réforme des retraites. Parallèlement, la crise du gouvernement s'approfondit et les signes de division de la bourgeoisie se multiplient, le « marché » se demandant si Temer sera capable de réaliser les réformes qu'il exige.

C'est à ce moment que surgissent des enregistrements réalisés par des dirigeants d'un grand trust de l'alimentaire (le groupe JBS) (10), qui compromettent directement le président usurpateur. Dès le lendemain, les centrales syndicales confirment la marche à Brasilia, avec un calendrier de rassemblements dans les Etats destiné à s'amplifier, et appellent à des manifestations pour le « *Dehors Temer !* », des élections tout de suite et le retrait des contre-réformes.

Une nouvelle situation s'ouvre, dont personne ne peut prévoir les prochains développements. Mais une chose est certaine : chez les masses qui regardaient avec une certaine distance le mouvement contre le putsch, la conscience avance maintenant sur le contenu de celui-ci et elle sont désormais entrées en scène. Ce seront elles les acteurs de premier plan dans la crise de régime qui s'ouvre.

LA QUESTION DE LA CORRUPTION

En mars 2017, le procureur général de la République rend publique ce qu'on appelle la « Liste de Janot », qui comporte près de 200 noms visés par une enquête sur la corruption, parmi lesquels sont cités plus d'une centaine de parlementaires et des dizaines de dirigeants de pratiquement tous les partis politiques, dont six ministres de Temer, les présidents de la Chambre et du Sénat, 10 gouverneurs d'Etats, les présidents des deux Maisons du Congrès, etc. Tous ces noms sont issus de « délations récompensées » de la part de cadres d'un grand groupe du bâtiment.

Le procureur général a choisi ce jour-là pour parler de « *la démocratie attaquée et, dans une grande mesure, souillée dans son essence par la corruption et l'abus de*

pouvoir économique et politique », soulignant que « *cela ne saurait en aucun cas viser à criminaliser l'action politique* », mais plutôt « *à purifier la vie politique* ». Une manœuvre face à l'apathie proverbiale du Tribunal suprême fédéral, afin de protéger les chefs des partis bourgeois avec leurs privilèges.

Parallèlement, Lula grimpe dans les sondages comme alternative à Temer, en dépit des persécutions du bonapartisme juridique visant à l'écartier, à engendrer la confusion chez les militants du PT choqués par les délations et à intimider les masses.

De fait, depuis 2005, au moment des dénonciations résultant de l'Action pénale 470 (11), qui a condamné et jeté en prison plusieurs dirigeants du PT comme José Dirceu, Delubio Soares et José Genoïno, la tâche s'est imposée de défendre les dirigeants du PT. Sans pour autant cesser de condamner l'adaptation du parti aux institutions, ainsi que le mélange des genres qui en découle, la priorité, c'est de défendre les militants du PT accusés, de dénoncer les procédures d'exception qui, à partir de là, visent à détruire le PT. Dès lors, c'est une tâche que de défendre la libération des emprisonnés, même si le sentiment populaire de pourriture généralisée est juste.

Le bonapartisme judiciaire est arrivé jusqu'à Lula et continue à persécuter le PT. Mais l'opération « Lava Jato » va plus loin. Elle atteint l'ensemble des sommets politiques, de toutes les institutions, bien qu'en préservant l'appareil judiciaire, celui-là même qui, précisément, fait son sale travail.

LE VI^e CONGRÈS DU PT

La crise des institutions est au cœur de la crise du PT. Le parti, qui s'est en bonne

(10) JBS-Fribi (initiales de son fondateur, José Batista Sobrinho) : principale multinationale brésilienne de l'industrie agroalimentaire qui distribue principalement de la viande. Basée à Sao Paulo depuis 1953, elle possède des usines au Brésil, en Argentine, aux États-Unis et en Australie, et exporte dans près de 110 pays.

(11) Il s'agit de l'action pénale engagée par la Cour suprême fédérale contre 37 responsables du PT accusés de « corruption ».

partie adapté et intégré à ces institutions pourries, et qui, dans cette tourmente, tient un congrès suivant des règles antidémocratiques, se trouve en grande difficulté pour indiquer une issue indépendante et positive à la crise, même si rien n'est impossible.

Dans plusieurs Etats, la fin du PED (12) (processus d'élection interne qui place sur le même plan les militants et la masse des adhérents) a aussi été adoptée.

Dans sa première phase, le VI^e Congrès extraordinaire du PT a été convoqué en raison des deux grandes défaites du parti en 2016. Les adhérents ont été appelés à élire leurs délégués pour ce congrès. Le taux de participation a été particulièrement bas, puisque 305 000 adhérents ont voté. Cela constitue un recul de 27 % par rapport aux 420 000 qui avaient voté en 2013, eux-mêmes en régression de 20 % par rapport aux 500 000 de 2009.

Le résultat de 2017 illustre la perte de 40 % de conseillers municipaux et de maires dans les élections municipales de 2016, mais il est aussi la démonstration de la résistance qui survit chez ses milliers de militants pour préserver le PT, même après le putsch et au bout de douze années de persécution juridique et médiatique. La percée de Lula dans les sondages, accompagnée de la remontée du parti passant de 13 à 20 % de préférence de l'électorat, constituent une démonstration de sa puissance parmi les larges masses.

Jusqu'à présent, l'appareil maintient son contrôle sur le parti. Il ne s'est pas divisé à l'échelle nationale, ce qui lui a permis de constituer une majorité plus large au cours de la période préparatoire au congrès, avec moins de débats et une plus grande inégalité de moyens matériels.

La fraude avérée a permis d'esquiver la défaite politique qu'a subie la direction en 2016. Cette fraude nourrit à son tour la crise du PT en le menaçant de dislocation, avec le concours de secteurs du bloc d'opposition des courants qui se regroupent dans le « Change PT » (« *Muda PT* »), et qui, par une dénonciation stérile et dans une certaine mesure hypocrite, préparent la rupture.

S'il est évident qu'on ne peut accepter la fraude et qu'il est nécessaire d'exiger l'annulation des cas avérés de fraude, il

n'est pas possible d'accepter que la riposte soit la menace permanente de scinder le parti, ainsi que le font une bonne partie des pablistes de Démocratie socialiste (DS) (13), comme Raul Pont et autres. Cela parce que, pour les masses, il n'est pas indifférent que le PT existe ou pas. Il est le parti sur lequel, bien ou mal, elles s'appuient pour résister, et leur action s'exprime dans les cadres qui résistent à sa destruction dans un parti de masse. Sans ce préliminaire, il n'est pas possible de comprendre sa crise.

Une fois la première phase du congrès passée, le bilan de ceux qui se sont regroupés sur les listes pour la reconstruction du PT, orientées au plan national par le Dialogue et Action pétiste (DAP) (14), est clairement positif. Des listes sont inscrites dans 16 des 24 Etats brésiliens et dans 57 villes par le biais d'accords et d'associations. Et ses militants ont gagné de nouvelles responsabilités dans le parti, ce qui conforte le recours de la transition pour la construction de la IV^e Internationale.

C'est là le résultat direct du travail engagé depuis août 2016, quand le manifeste de reconstruction du PT a été lancé, qui s'est concentré ensuite en cinq points d'unité pour la reconstruction du PT : « *Dehors Temer, pas touche à nos droits, préparer la grève générale, aucun accord avec les putschistes, Constituante et fin du processus d'élections directes (PED).* »

La liste des militants qui se réclament de la reconstruction du PT a obtenu près de 5 000 voix dans les 16 Etats où elle a participé au processus préparatoire au congrès. A titre de comparaison, en 2013, avec 420 000 voix, la liste nationale « Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté » avait obtenu 5 237 voix, mais cette comparaison ne fait pas apparaître 504 voix sur la liste en 2013 dans

(12) Processus d'élections directes (PED) qui a entravé la discussion interne démocratique dans le parti.

(13) Démocratie socialiste est le nom du regroupement au Brésil des partisans du Secrétariat unifié pabliste, dont le NPA de Poutou-Besancenot est l'organisation sœur en France.

(14) Regroupement politique dans le PT, auquel participe le courant *O Trabalho*, pour la défense d'une politique indépendante sur le mot d'ordre « *Agir comme le PT agissait* ».

onze Etats où il n'y avait pas de liste nationale, ce que les règles établies en 2017 ne permettent pas. Ainsi, en plus d'une croissance relative, il y a augmentation absolue de 6 % dans les votes de ces 16 Etats (4 700 voix en 2013), alors que les autres forces, en règle générale, ont accompagné le mouvement de baisse nationale. Y compris avec des inégalités régionales, c'est sans aucun doute un bon résultat qui permet d'amplifier le regroupement dans le PT en crise, en luttant pour le parti ouvrier indépendant sur ce terrain et en préparant la bataille qui se poursuit dans les prochaines phases du congrès.

La deuxième partie du congrès – l'étape des Etats – a eu lieu quelques jours après la grève générale du 28 avril et les conséquences de cette dernière ont eu un impact évident sur ses résultats. Plusieurs des principaux Etats ont adopté à l'unanimité ou à une large majorité l'orientation poli-

tique qui pourra placer le parti à la hauteur des défis qui l'attendent.

Non sans problèmes et contradictions, la lutte pour la Constituante, la candidature de Lula à la présidence associée à l'anticipation des élections et le soutien à la grève générale ont donné le ton aux décisions prises. Dans plusieurs Etats, la fin du PED (processus d'élection interne qui place sur le même plan les militants et la masse des adhérents) a aussi été adoptée. Il y a eu aussi un vote favorable sur la nécessité pour le parti de défendre les prisonniers politiques du PT (José Dirceu, Joao Vaccari et Antonio Palucci). Tous ces amendements et résolutions, pris dans leur ensemble, ouvrent des possibilités pour constituer un cadre d'unité pour l'action et donner une direction au parti.

Laercio Barbosa



Affiche du PT : « 40 millions de travailleurs ont cessé le travail. La plus grande grève générale de l'histoire du Brésil » (28 avril 2017).

Chili

Le combat contre les fonds de pension privés (AFP)

POUR commencer, un peu d'histoire : en 1980, la dictature instaure par décret les administrateurs de fonds de pension (AFP) (1), afin de récolter de l'argent frais pour mettre en œuvre sa politique, modèle qui fut ensuite optimisé par les gouvernements post-dictature. A cette époque, les travailleurs furent donc obligés — et trompés — d'adhérer au système d'épargne forcée.

“NO MAS AFP !”
“NOUS NE VOULONS PLUS DES AFP !”

Au début de la décennie précédente, il était déjà question des défaillances du système, et, en 2005, Luis Mesina (membre de la Confédération des employés de banques) affirme que les travailleurs sont désormais condamnés à des retraites de misère. Ce qui n'était que théorique devient violemment réalité lorsqu'en 2008 éclate la crise du système initié aux Etats-Unis, et qui s'étend au monde entier. Au Chili, 30 milliards de dollars sont perdus par les fonds des travailleurs. Un choc pour des milliers d'entre eux, qui voient disparaître en fumée tous leurs efforts accumulés au cours de nombreuses années de dur labeur. Or ce fut aussi l'année qui vit émerger le combat pour en finir avec ce système, mis en place par la force, et ainsi récupérer une Sécurité sociale pour les Chiliens.

La Confédération des employés de banques du Chili, avec Luis Mesina à sa tête, se donne pour tâche d'informer les travailleurs et les étudiants, sur les places publiques, dans les universités, mais aussi d'en finir avec les AFP.

Depuis lors, plusieurs initiatives pour unir divers secteurs de travailleurs dans cette

lutte eurent lieu. Ce fut une tâche construite pas à pas.

En 2013, la Coordination nationale des travailleurs (CNT) est formée et commence à appeler à des actions dans tout le pays. En 2015, une marche réunit 15 000 personnes, et, en 2016, plusieurs facteurs se conjuguent (entre autres, les pertes dans les fonds et des retraites de millionnaires accordées à certains fonctionnaires de la gendarmerie), qui concourent à rassembler le 24 juillet plus d'un million de personnes, qui marchent simultanément dans tout le pays. Puis, le 21 août, les marches passent à 1,5 million de personnes (à Santiago, 600 000 personnes se rassemblent, avec une hausse également en région).

Le dimanche 16 octobre, une troisième marche nationale est organisée, qui, malgré une météo particulièrement mauvaise (pluie intense dans le centre et le sud du pays), maintient la dynamique et le nombre des participants, des secteurs syndicaux — qui jusque-là s'étaient abstenus pour des raisons partisanses — se ralliant au mouvement.

POUR UN SYSTÈME DE RETRAITES PAR RÉPARTITION AU CHILI

Le 4 novembre a lieu une journée de grève générale et une manifestation nationale

(1) « *Administradoras de Fondos de Pensiones - AFP* » (Sociétés d'administration des fonds de pension), système de retraites par capitalisation individuelle mis en place en 1980-1981 par la dictature de Pinochet (1974-1990) liquidant l'ancien système de retraites par répartition — *NDLR*. Le montant de la pension est calculé et actualisé tous les ans selon un savant ratio entre la provision du compte individuel, la rentabilité des fonds, l'espérance de vie de l'affilié et/ou des bénéficiaires, et l'indice en vigueur attribué aux retraites programmées — *NDT*.

est organisée, qui, bien que n'ayant pas paralysé tout le pays, est considérée comme un succès dans la mesure où agissent ensemble des forces qui jamais — ou il y a bien longtemps — ne l'avaient fait auparavant : le secteur public soutient massivement et contribue à ce que le mouvement contre les AFP se répande largement dans tout le Chili. En novembre, une proposition est également lancée par les travailleurs pour mettre en place un système solidaire par répartition, tripartite et calculé jusqu'en 2100.

Les principaux axes de cette proposition consistent en une hausse immédiate pour tous les travailleurs déjà en retraite ; maintien de l'âge de départ à la retraite (actuellement à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes) ; retraite universelle non imposée qui garantisse 100 % du salaire minimum ; augmentation de 12 à 18 % de la cotisation au fonds (9 % pour les patrons et 9 % pour les salariés) ; universalité et reconnaissance d'un revenu pour les femmes équivalant à 5 ans, etc. (2).

Le dimanche 26 mars, la CNT « *A bas les AFP !* » démontre qu'elle conserve sa capacité de mobilisation avec près de 2 millions de personnes dans les rues, faisant démentir tous les augures qui prédisaient que les questions électorales (3) auraient raison de la mobilisation des travailleurs cherchant à instaurer un système de retraites solidaire.

Outre les secteurs syndicaux qui participent à la coordination nationale, des mouvements citoyens et politiques se sont joints aux coordinations territoriales (municipales, de zones et régionales). L'axe unitaire reste néanmoins les organisations syndicales telles que la Confusam (santé), la Fenpruss (professionnels de santé), de la fonction publique, la confédération bancaire, du commerce (magasins et supermarchés), le Collège des professeurs et une partie de l'ANEF (employés de la fonction publique), certains secteurs miniers qui ne participent pas aux organisations politiques comme le Front minier (privé et d'État), des dockers, etc.

Le gouvernement, au cours de cette période de mobilisations, a créé deux commissions afin d'élaborer une proposition, mais au final, les désaccords entre les différentes fractions politiques l'ont emporté et aucun accord n'a abouti, sans même, bien entendu, que ne soient consultés les travailleurs, principaux intéressés.

Pour finir, dans une tentative de démobilisation, pour dévier le débat sur le thème électoral et surtout parce que des millions de personnes manifestent dans les rues, le gouvernement fait l'annonce d'une proposition pour améliorer le système des AFP.

Le 12 avril, la présidente rend publique une réforme du système des pensions, qui consiste en un apport de 5 % supplémentaires de cotisations patronales, divisé en 3 % pour les comptes individuels et 2 % pour le compte collectif, administré par un organisme distinct des AFP et qui servira à abonder les comptes d'épargne les plus faibles.

L'aspect négatif réside dans le fait que le projet de loi doit être élaboré au plus tard en juillet, ce qui signifie que, dans la pratique, ce sera le prochain gouvernement qui aura la charge de définitivement valider la loi. En outre, la hausse graduelle des pensions ne sera pas significative (selon le gouvernement, de 20 % à progressivement 50 %), puisque, en réalité, cela n'aura d'effet que d'ici 20 à 30 ans, alors que les travailleurs exigent un changement tout de suite.

Une assemblée nationale a ratifié plusieurs initiatives pour le reste de l'année : un référendum est prévu en octobre pour mettre en vis-à-vis la participation aux élections et la lutte pour les droits sociaux, tandis qu'une grande mobilisation devra couronner le tout. En cette période électorale, la question des retraites doit absolument continuer d'être à l'ordre du jour, la campagne pour l'abandon des AFP doit redoubler, d'autant que le Fonds Provida/Cuprum est impliqué dans un scandale de collusion avec l'organisme de Superintendance des retraites qui leur permet de ne pas payer d'impôts et de se réfugier dans les fonds E (de moindre risque et majoritairement investis à rente nationale fixe), ce qui a pour

(2) En février 2017, le salaire minimum au Chili était de 264 000 pesos, soit 393,21 dollars, et la retraite moyenne — dite « retraite programmée » — était de 125 309 pesos, soit 186,64 dollars. Les cotisations obligatoires des salariés varient entre 10,41 % et 11,54 % (soit 10 % de cotisation obligatoire, le reste représentant les commissions perçues par les AFP), cela déduit du salaire brut imposable.

(3) Les élections présidentielles, législatives et régionales sont convoquées en novembre (les premiers tours de tous ces scrutins ont lieu le même jour) — *NDT*.

le moment conduit à fortement affaiblir le système.

Les AFP ont subi le contrecoup de la campagne et tentent de la neutraliser en diffusant dans les médias des messages pour contrer leur mauvaise image.

Il y a quelque temps, Luis Mesina a démasqué, face aux caméras, un des représentants du principal groupe d'investissement au monde (Black Rock), qui fait verser des commissions occultes aux affiliés qui acceptent d'effectuer des investissements sur le marché mondial. Ce groupe agit en réalité comme sous-traitant des AFP, touche des commissions quel que soit le résultat de l'investissement, et ce représentant jouit d'un poste de conseiller auprès des mêmes AFP, leur recommandant les investissements à faire : un conflit d'intérêts flagrant et avec la bénédiction des autorités.

D'autres actions ont eu lieu, comme des rassemblements de désaveu devant le siège de la Superintendance des retraites pour dénoncer ses manquements à préserver les intérêts des travailleurs, ainsi que devant le ministère des Finances, qui lui aussi joue en faveur des administrateurs de fonds.

Fin avril, Luis Mesina, principal porte-parole de la CNT « *A bas les AFP !* » et secrétaire général de la confédération bancaire, s'est exprimé au Sénat mexicain, dans le cadre de la « Semaine de la Sécurité sociale », sur le cas chilien ainsi que sur le mouvement « *A bas les AFP !* ». Il a porté la voix de la défense de la Sécurité sociale en Amérique latine, revendication qui est également endossée aujourd'hui par le syndicat global UNI Finances, un jalon sur la voie de l'émergence d'un bloc unitaire.

Bien entendu, les grandes entreprises, les groupes économiques mondiaux et les politiques de tous bords défendent le modèle des AFP parce qu'ils ne veulent pas perdre cette source de financements frais et directs que cela représente pour eux. Cela se traduit par des attaques sur les réseaux sociaux et dans les médias d'information lancées par les milieux d'affaires et politiques.

LES ÉLECTIONS

Après la fin de la dictature, on aurait pu penser qu'un vent d'allégresse gagnerait le pays, mais ce n'est malheureusement pas ce

qui s'est produit. Les partis de gauche, de centre-gauche et du centre se regroupèrent pour former une coalition de gouvernement (PS, PPD, DC, PRSD, PR, IC, PH, etc.) — sans le PC —, qui fut baptisée Concertation des partis pour la démocratie.

La Démocratie chrétienne (DC), de 1990 à 2000 avec Aylwin, puis Frei à sa tête, ne modifie en rien la politique instaurée par le régime. Elle consacre certes des aides aux secteurs fragilisés, mais les inégalités dans la répartition des richesses ne diminuent pas, et même elles augmentent du fait de l'aggravation du système néolibéral, de la privatisation des entreprises publiques et de la signature d'une infinité d'accords de libre-échange.

A partir de 2000 et jusqu'en 2010, le PS conduit par Lagos, puis Bachelet, poursuit la politique de libre concurrence, bien que bénéficiant d'une majorité dans les deux assemblées du Congrès qui ne fut pas mise à profit pour mettre en œuvre les profonds changements nécessaires. De grandes mobilisations estudiantines se produisent à cette époque, mais la crise économique qui frappe brutalement laisse la voie libre au retour de la droite avec Piñeda de 2010 à 2013.

A partir de là, la coalition change de nom, pour s'appeler désormais la Nouvelle Majorité, l'objectif étant d'enrayer le dégoût et l'impopularité, et cette fois-ci le PC y participe. Pour beaucoup, et le temps l'a confirmé, il ne s'agissait que d'un changement de façade : les inégalités se creusent à vue d'œil, la population n'a plus aucun espoir dans la politique, ce qui se traduit par une abstention croissante aux élections, l'abandon des partis par leurs militants (au PS, au PC, à la DC) : un gros problème pour ces partis, qui cherchent désespérément à recouvrer un minimum de légitimité (4).

En 2015 et 2016, un courant baptisé AC (pour Assemblée constituante) a surgi avec beaucoup de puissance sans parvenir à devenir majoritaire, chose que graduellement le mouvement « *A bas les AFP !* » est en train de faire, dans l'espoir y compris que cela se traduise par des candidatures aux élections, ce qui ne s'est finalement pas produit. De fait, Luis Mesina, un temps

(4) Les coalitions qui ont jusqu'à présent gouverné depuis la fin de la dictature n'ont rien entrepris pour en finir avec le système par capitalisation des AFP.

intégré aux sondages d'opinion dans le groupe des potentielles candidatures, a fini par dépasser certains représentants issus des sphères dirigeantes des appareils politiques.

Certains secteurs politiques et ouvriers ont déploré la réponse négative de Luis Mesina à se présenter en tant que porte-parole de la CNT « *A bas les AFP !* » comme pré-candidat du « Front large » (le *Frente Amplio*). Or aucun accord n'avait pu se dégager au sein du mouvement « *A bas les AFP !* », celui-ci manquant encore d'une certaine maturité. Le plus préjudiciable est que cela aurait pu constituer une carte maîtresse contre le « duopole », la droite comme la Nouvelle Majorité se sentant maintenant plus assurés de passer au second tour.

Le panorama est aujourd'hui encore bien agité, alors qu'il reste toujours à en déterminer les principaux protagonistes et que les candidats outsiders tombent les uns après les autres, comme c'est le cas de Lagos, à qui le PS a fini par tourner le dos au profit d'Alejandro Guille, représentant du PRD (radicaux) (5).

L'autre obstacle à surmonter réside dans les 65 % d'abstentions, qui ne vont sans doute laisser une voie ouverte qu'aux deux principales coalitions. Les voix de leurs électeurs historiques devraient leur suffire pour de nouveau accéder au pouvoir, leur assurant leur part d'influence pour la prochaine nouvelle période (qu'ils gagnent ou pas).

Pour autant, le *Frente Amplio* a perdu de sa force, la spontanéité avec laquelle il avait surgi s'étant beaucoup affaiblie. Il espère néanmoins jouer sa part au second tour, chacun estimant qu'il aura bien lieu. Les différences irréconciliables entre les divers membres du front y sont pour beaucoup, sachant que ces différences sont un héritage du passé. De plus, des erreurs ont été commises qui ont entamé la popularité dont il jouissait au sein du pays. Enfin, l'extrême gauche refuse une quelconque alliance électorale, leur campagne étant plus virulente dans ce sens que celle contre la droite.

Le panorama est donc bien compliqué. Les groupes économiques alimentés de leurs énormes profits n'en finissent pas de s'attaquer au mouvement contre les AFP à coups d'opérations brutales de communica-

tion, ainsi qu'aux candidats qui ne sont pas favorables au patronat, tandis que les partis et les politiques englués dans la corruption tentent en vain de laver leur image désastreuse pour se ménager une part du pouvoir. Les travailleurs, dans leur ensemble, sont révoltés d'une telle corruption qui gangrène toutes les institutions du pays, jusqu'aux forces armées.

Lors du 1^{er} mai, faute de direction politique au sein de la CUT — pressée qu'elle est de valider les dernières élections professionnelles frauduleuses —, ce sont ceux de toujours qui ont tenu le haut du pavé, sachant que des tentatives existent néanmoins pour fonder de nouvelles organisations à même de disputer l'espace laissé vacant. Dans le Sud, il est question de constituer une Fédération des travailleurs, alors que dans le Centre on parle d'une centrale de classe des travailleurs afin d'en finir avec la négociation permanente entre patrons et gouvernement, sans que ne soit jamais pris en compte l'avis des travailleurs eux-mêmes. La désastreuse réforme du Code du travail qui vient d'entrer en vigueur en est le meilleur exemple, tout comme l'absence totale, en tant que confédération, de participation au mouvement contre les AFP.

La CUT, dont la direction est entre les mains du PC — direction que n'ont cessé de se disputer le PS et la DC —, est avant tout constituée par les secteurs des travailleurs fiscaux (ANEF), de la santé (Confusam), des professeurs (Collège des professeurs) et par d'autres syndicats du secteur privé de moindre envergure. La Confusam et les professeurs ont récemment suspendu leur affiliation à cause de la fraude électorale qui a vu les principaux représentants additionner artificiellement des listes électorales les unes avec les autres (voire compter des syndicats fantômes), une question toujours en cours.

Javier Marquez

(5) La droite maintient comme principal candidat l'ex-président Sebastian Piñera, la Nouvelle Majorité, le sénateur Guille, et le Frente Amplio doit départager le sociologue Alberto Mayol de la journaliste Beatriz Sanchez (lors de probables primaires à la fin mai). *Chile Vamos* (« Chili, allons-y ») va organiser des primaires, desquelles Piñera est d'ores et déjà donné gagnant alors que la Nouvelle Majorité, n'étant pas arrivée à un accord avec la DC, présentera deux candidats au premier tour : Alejandro Guille et Carolina Goic (DC).

Azanie-Afrique du Sud

NOUS publions ici des documents qui portent sur la réorganisation qui s'opère dans le mouvement ouvrier en Azanie-Afrique du Sud. Cette situation dont nos lecteurs vont prendre connaissance n'est pas unique sur le continent africain. Elle touche en effet de nombreux pays où des militants ouvriers ont décidé d'aider à la constitution de cadres indépendants se situant sur le terrain de l'indépendance vis-à-vis des gouvernements et sur la lutte des classes. En Afrique du Sud, on connaît l'importance jouée par la lutte contre l'apartheid dans la construction d'organisations syndicales du mouvement ouvrier. Pour autant, la question de l'indépendance politique et organisationnelle de confédérations de syndicats vis-à-vis des gouvernements reste un enjeu majeur, une question centrale. C'est cela qu'exprime la constitution d'une nouvelle confédération syndicale en Azanie.

Vous trouverez ci-dessous une première appréciation portée par nos camarades du Socialist Party of Azania (SOPA) à la suite du congrès de constitution de cette centrale et de son positionnement lors du 1^{er} mai, que nous avons fait suivre d'un document adopté par les délégués à ce congrès de fondation, qui s'est réuni du 21 au 23 avril 2017. Nous versons l'ensemble à la réflexion et à la discussion de nos lecteurs, en précisant que les notes et les intertitres sont de la rédaction de *La Vérité*.

La fédération syndicale d'Afrique du Sud (Saftu) a tenu son congrès de fondation

PLUS de deux mille délégués de vingt-quatre syndicats, représentant plus de sept cent mille travailleurs, se sont réunis en congrès. Cela après plus de deux ans d'intenses discussions pour former une nouvelle fédération ouvrière à la suite des crises internes au sein du Cosatu (1), quand celui-ci avait soutenu le gouvernement lors du massacre de Marikana, face aux mineurs qui combattaient pour défendre leur syndicat, la NUM (2). Les dirigeants du Cosatu ont expulsé aussi l'un de leurs plus importants syndicats, la Numsa (3), leur secrétaire général de longue date, Zwelinzima Vavi, et un groupe de huit syndicats, laissant le Cosatu comme une coquille vide. La question de l'indépendance vis-à-vis du gouvernement et des grandes entreprises a soudainement été inscrite à l'ordre du jour du mouvement ouvrier d'Azanie. De nombreux syndicats à l'extérieur du Cosatu ont voulu s'engager dans les discussions sur cette question et sur la possibilité de créer une nouvelle fédération syndicale. Lorsque le processus a été lancé, plus de

quarante syndicats ont été partie prenante, allant de ceux qui n'étaient pas affiliés à une fédération à ceux affiliés au Nactu (4), à la Fedusa (5), à la Consawu (6), et les neuf du Cosatu. Certains syndicats n'étaient pas présents, car ils n'avaient pas terminé leurs concertations internes, mais ils se sont engagés à rejoindre la nouvelle fédération, ce qui pourrait doubler son nombre d'adhérents et transformer la Saftu en une super-fédération.

Dans leur souci de construire sur du neuf, et ne voulant aucune influence des partis politiques, ils ont délibérément évité d'inviter les partis à leur lancement en indiquant qu'ils devaient d'abord clarifier leurs règles. Leurs discussions ont porté sur l'adoption du nouveau logo. La direc-

(1) Congress of South African Trade Unions.

(2) National Union of Mineworkers.

(3) National Union of Metalworkers of South Africa.

(4) National Council of Trade Unions.

(5) Federation of Unions of South Africa.

(6) Confederation of South African Workers' Unions.

tion du congrès a présenté deux projets, l'un avec la carte sud-africaine peinte en vert, représentant le pays en tant que « beau pays non racialement », et l'autre noir, exprimant la majorité du pays. La direction a expliqué sa préférence pour le vert, en continuité avec la tradition du mouvement, mais le congrès s'est majoritairement prononcé pour le noir, exprimant une rupture totale avec cette tradition. Les organisateurs n'ont pas été en mesure d'imposer leurs vues, en grande partie parce que les délégués ont compris leur affiliation et leurs traditions, et ils ont veillé à ce que la nouvelle fédération ne se retrouve pas subordonnée à des tendances politiques étrangères, comme ce fut le cas avec le Cosatu. Les travailleurs ont tout fait pour défendre leur nouvelle fédération et pour l'établir sur une base politique claire et solide.

Il en a été de même en ce qui concerne les orientations politiques et la direction : les délégués se sont assurés que celle-ci était pleinement représentative et composée de travailleurs de différentes affiliations — le président, originaire de la Numsa : Mac Chabalala ; le secrétaire général : Zwelinzima Vavi ; le trésorier : Motshoari Lecogo, de la Nupsaw (7) ; il y avait d'autres camarades venus d'autres syndicats, comme Thabo Matsose, de la Sapu (8), une première affiliation à une fédération, Ralarala, de la Salipsu (9), et un secrétaire général adjoint venant de la Fawu (10). Il est également important de souligner que, bien que tout au long de la période menant au congrès, la Numsa a parlé de la Charte de la liberté (11), il n'y a eu aucune tentative de la faire passer en contrebande, comme cela s'est produit lors du lancement du Cosatu, et sans aucun doute les délégués l'auraient rejetée. Il y a eu également une décision sur l'indépendance, selon laquelle la fédération ne serait affiliée ni associée à aucun parti politique et allait lancer une campagne contre les structures tripartites existantes (gouvernement, monde du travail, grandes entreprises). La fédération a décidé de rejeter le salaire minimum de 3 500 rands proposé par le gouvernement et approuvé par le Cosatu, et de faire face à une guerre totale contre la sous-traitance et l'emploi intérimaire, pratiques contre lesquelles le Cosatu était incapable de se battre en raison de son implication directe dans ces processus.

Il y a eu également des discussions positives sur la question de la terre, selon lesquelles elle appartiendrait à tous ceux qui y vivent, donc pour la reconnaissance que la terre appartient aux Noirs. Il n'y aura jamais de vraies libertés tant que la terre ne sera pas retirée aux Blancs, rendue à ses propriétaires légitimes, la majorité noire.

LORS DU 1^{er} MAI

Cette année, les rassemblements du 1^{er} mai ont connu des fortunes politiques diverses.

Le Cosatu, la principale confédération jusqu'à présent, avait invité à son meeting, en dépit de l'avis de ses membres, le président, Jacob Zuma, afin qu'il prononce le discours introductif, conformément à une tradition de cette centrale. Il a été invité malgré une précédente décision de la confédération, parfaitement publique, selon laquelle Zuma devrait renoncer à sa fonction dans la mesure où il ne représente plus une force unificatrice au sein de leur alliance tripartite (12). Quelque quatre syndicats ont écrit à l'ANC pour lui conseiller de ne pas inviter Zuma au rassemblement, en vain.

Les travailleurs ne rejettent pas uniquement les chefs de l'ANC, ni même l'appareil du Cosatu, mais ils rejettent le système soutenu par ces dirigeants, qui leur a infligé la misère. Ils sont en train d'utiliser tout ce qu'ils peuvent pour prendre le contrôle des organisations qu'ils ont construites. C'est un rejet du système capitaliste et de ses laquais, l'ANC et tous les subordonnés de l'impérialisme.

Le temps est plus que jamais venu d'appeler à rompre avec l'impérialisme et ses règles dévastatrices. Les travailleurs qui demeurent dans le Cosatu expriment

(7) National Union of Public Service and Allied Workers.

(8) South African Policing Union.

(9) South African Liberated Public Service Workers Union.

(10) Food and Allied Workers Union.

(11) Déclaration de principes anti-apartheid adoptée lors d'un congrès réunissant de multiples organisations, dont l'ANC, en 1955.

(12) Le parti au pouvoir, l'African National Congress (ANC), est allié au Parti communiste (le South African Communist Party, SACP) et au Cosatu.

d'une certaine façon leur conscience que les organisations syndicales ouvrières n'appartiennent à personne d'autre qu'à eux, et que les décisions ne sauraient plus être prises sans eux. Lorsque nous avons rencontré la direction de la Fawu (13), l'un des principaux syndicats désormais à la Saftu, et que nous les avons interrogés sur la position du Cosatu sur le massacre de Marikana, elle nous a répondu qu'à l'époque, elle croyait toute la propagande qui émanait de ses leaders arrêtés, et que, à présent, elle comprenait combien elle se trompait.

A l'inverse, la Saftu a tenu un rassemblement couronné de succès, après son congrès de fondation, en mobilisant contre

les péages électroniques (14), pour le salaire minimum et contre le courtage du travail (15). La direction de la Saftu, tout en se réclamant de la Charte de la liberté, a affirmé son désir résolu de contribuer à la formation d'un parti des travailleurs similaire à celui du Brésil.

Correspondant SOPA

(13) Food and Allied Workers Union.

(14) En 2014, 19 % des routes nationales sud-africaines étaient payantes.

(15) Système de prestation de service. Cette forme d'emploi précaire concernait 30 % des travailleurs sud-africains en 2012.

Document

Déclaration du congrès de fondation de la Fédération sud-africaine des syndicats

La Fédération sud-africaine des syndicats (SAFTU) est née. Nous avons franchi une étape dans l'histoire du mouvement syndical sud-africain lors de ce congrès de lancement, tenu du 21 au 23 avril 2017.

700 000 travailleurs représentés par 1 384 délégués, votants mandatés par 24 syndicats et d'autres syndicats sans droit de vote, ont franchi la première étape décisive dans la création d'une nouvelle fédération de travailleurs pleine d'énergie, indépendante et démocratique, menant la lutte contre l'exploitation, le chômage massif, la pauvreté, l'inégalité et la corruption, et pour l'émancipation totale de la classe ouvrière des chaînes de ses oppresseurs capitalistes.

Les délégués ont officiellement adopté son nom, son logo. Des statuts ont été adoptés, ainsi qu'un rapport du comité directeur qui a précisé l'orientation pour la période à venir et a approuvé les principes adoptés par le Sommet des travailleurs le 30 avril 2016.

Nous construisons un type d'organisation de travailleurs fondamentalement différent : indépendante des partis politiques et des employeurs, mais pas apolitique, démocratique, contrôlée par les travailleurs, militante, prosocialiste, internationaliste, panafricaine d'un point de vue marxiste et inspirée par les principes du marxisme-léninisme.

Notre mission historique est de construire rapidement une force de masse unie des travailleurs, qui transformera leur vie et ouvrira la voie à la transformation de la société dans son ensemble, passant d'une société basée sur l'avidité d'une élite capitaliste rapace à une société orientée vers le bien de la classe ouvrière, de tous les peuples d'Afrique du Sud et du monde entier.

Principes et caractère de la fédération

Nous nous sommes appuyés sur les principes fondateurs adoptés par le Sommet des travailleurs le 30 avril 2016, nous avons fait d'importants ajouts et avons adopté ce qui suit :

1. Indépendance : les syndicats doivent être indépendants des employeurs (dans le secteur privé et le secteur public) et des partis politiques. Cela ne signifie pas que les syndicats sont apolitiques.

2. Le contrôle des travailleurs et la démocratie : les syndicats doivent être contrôlés par les travailleurs et pratiquer la démocratie, la responsabilité, la transparence, et être tolérants. Au sein de la fédération, les syndicats affiliés doivent être autonomes.

3. Non au racisme et au sexisme : les syndicats doivent se battre pour l'unité de tous

les travailleurs, rejeter toutes les positions négatives et qui divisent, telles que le racisme, la xénophobie, le tribalisme et l'appartenance ethnique, tous produits du système capitaliste qui exploite les divisions au sein de la classe ouvrière. Nous devrions accueillir et recruter les travailleurs migrants.

4. L'autosuffisance financière et la responsabilité, et l'opposition, en paroles et en actes, au syndicalisme d'entreprise, à la corruption, à la fraude et à la mauvaise administration dans ses propres rangs et dans une société capitaliste qui est intrinsèquement corrompue, que nous devons combattre continuellement ; soutien aux travailleurs dénonçant la corruption, par exemple la PRASA (1) et toutes les entreprises appartenant à l'Etat, et l'ancienne municipalité de Midrand (2).

5. Internationaliste et anti-impérialiste : les syndicats doivent accorder une haute priorité à la solidarité internationale.

6. Orientation socialiste : nous nous sommes engagés à lutter contre l'exploitation des travailleurs et devons nous préparer à transformer nos sociétés contre l'exploitation capitaliste, les inégalités et la pauvreté. Nous sommes inspirés par le marxisme-léninisme et le panafricanisme marxiste, basé sur un engagement pour le socialisme, l'internationalisme, tout cela étant complémentaire.

7. Engagement militant dans la lutte pour la classe ouvrière et les pauvres : les syndicats doivent être prêts à faire campagne activement pour le changement et à nouer des liens avec tous les Sud-Africains opprimés.

8. Nous nous sommes engagés à créer une organisation et une représentation efficaces, et à nous organiser de la manière la plus efficace pour représenter les travailleurs et servir leurs intérêts.

9. Nous nous engageons à faire preuve de solidarité avec tous les travailleurs qui luttent pour de meilleurs salaires et conditions de service, ou pour sauver des emplois et faire tout notre possible pour en préserver et en créer.

Campagnes

Notre lutte a pour objectif de mettre fin à l'exploitation des classes, à démanteler le capitalisme colonial et d'apartheid, et l'acapement de la terre, grâce à un programme de réappropriation des terres et de construction d'une société socialiste. En conséquence, nous poursuivrons les campagnes suivantes :

— Nous appuyons l'avis sur l'article 77 (3) présenté par le comité directeur. En plus de la revendication sur le chômage, la pau-

vreté et les attaques contre le droit constitutionnel à la grève des travailleurs, nous exigeons l'interdiction des courtiers du travail, des initiatives visant à résoudre la crise de la santé et que la terre soit rendue à ses propriétaires légitimes sans compensation, le démantèlement des péages électroniques (4) et des droits de péage, ainsi que l'abrogation de la Loi sur l'incitation fiscale à l'emploi (5).

— Les fonds de pension des travailleurs devraient être investis dans des projets de construction de maisons pour les travailleurs et les pauvres, et non pour financer des tours de bureaux en verre à Sandton.

— Nous exigeons un moratoire urgent sur les expulsions des travailleurs agricoles et exigeons que les Etats rétablissent la dignité en construisant des habitations décentes pour les habitants affamés dont les maisons ne sont que des porcheries, alors que ce sont eux qui produisent la nourriture. Nous décidons de lancer une campagne visant à mettre fin aux abus dont ils souffrent et aux tentatives frauduleuses de créer des « coopératives » qui ne sont que des façades pour les employeurs.

— Nous mobiliserons les travailleurs pour s'opposer à la fermeture prévue par Eskom (6) de cinq centrales électriques à charbon, qui pourraient provoquer 30 000 à 40 000 pertes d'emplois, pour lutter contre la privatisation partielle d'Eskom en impliquant des producteurs indépendants, pour intensifier la campagne contre l'énergie nucléaire et élaborer une position sur la transition vers des énergies renouvelables de propriété sociale.

— Nous organiserons une conférence de négociation pour lutter contre les tentatives de la Fondation du libre marché et des employeurs de liquider les négociations collectives et centralisées, et appellerons à

(1) *Passenger Rail Agency of South Africa* : Agence ferroviaire de voyageurs d'Afrique du Sud (NDLR).

(2) Ville située dans la province de Gauteng, dans la région du centre du Transvaal (NDLR).

(3) Une procédure particulière est prévue à l'article 77 de la Constitution concernant les lois à portée financière (*money bills*), c'est-à-dire celles qui lèvent des ressources publiques, exemptent ou dégrèvent de certaines contributions (NDLR).

(4) Référence aux péages électroniques privatisés autour des autoroutes de Johannesburg et des autres grands centres urbains (NDLR).

(5) Loi de réduction des impôts sur les sociétés de 900 millions de rands (129 millions de dollars américains) par an (NDLR).

(6) Il s'agit de la première compagnie sud-africaine de production et de distribution d'électricité (*Electricity Supply Commission*) (NDLR).

des actions de masse pour mettre fin à cette tentative.

— Nous nous opposerons de toutes nos forces à une stratégie en cours de l'Etat et des syndicats qu'il soutient tendant à dénier aux travailleurs leur droit de se syndiquer et de ne pas condamner les employeurs qui refusent de reconnaître les droits syndicaux, du ministère du Travail qui demande aux employeurs un certificat attestant qu'ils sont prêts à régler les ordres de débit. Nous condamnons les employeurs de la fonction publique qui se concertent avec le COSATU (7) pour exclure les syndicats indépendants et maintenir des politiques conservatrices.

Nous exigeons des modifications de la loi modifiant les pensions et appuyons la demande des fonctionnaires de pouvoir utiliser leurs propres pensions pour le logement. Nous veillerons à ce que les fonctionnaires puissent obtenir des prêts en raison de l'endettement et soient admissibles aux maisons RDP (8).

— Le GEMS (9) devrait être un choix non obligatoire, car il n'est pas ouvert aux fonctionnaires. L'aide médicale est exorbitante et l'assurance maladie nationale reste un rêve. Nous ne l'abandonnons pas, mais nous avons besoin de mesures immédiates. Nous avons créé le GEMS, mais son conseil d'administration est maintenant dominé par les syndicats du COSATU.

— Nous aborderons la crise de la santé, où nous voyons de longues files d'attente seulement pour recevoir un « panado » (10), tandis que la minorité bénéficie de soins privés. Les urgences ne sont pas prises en compte, l'indignité et même la mort sont infligées aux patients psychiatriques par la sous-traitance. Nous exigerons un service public de qualité comme à Cuba.

— La crise de l'éducation est un problème essentiel. Nous allons convoquer un sommet sur la crise de l'éducation, qui mettra l'accent sur la base de la classe d'un système qui génère le chômage et la pauvreté, crée des travailleurs qui ne sont destinés qu'à servir les intérêts des capitalistes, et sur le fait que l'Etat se limite à ce que les capitalistes lui permet de faire. Le système éducatif de l'Afrique du Sud est pire que celui de nombreux pays plus pauvres.

— Nous allons lutter contre le dumping des aliments, les pertes d'emplois liées à la taxe sur le sucre, contre le néolibéralisme et l'élite prédatrice sans en soutenir aucune fraction, et contre l'emploi des travailleurs de l'EPWP (11), qui est une forme de précarisation accrue du travail et d'exploitation dans l'administration locale.

— Les banques doivent être nationalisées, en particulier la Banque centrale, et pas seulement les ressources minières.

Recrutement et organisation

Les syndicats devraient soutenir mutuellement les luttes des uns et des autres, et les grands syndicats apporter une aide matérielle spéciale aux petits, et non pas seulement s'occuper de leurs propres intérêts. Aucun syndicat ne devrait élargir sa sphère de compétence. Nous devons encourager les fusions là où cela rend le syndicat plus efficace et a un sens organisationnel, mais, en attendant, les syndicats du même secteur doivent travailler ensemble.

Le recrutement doit se concentrer sur les 76 % de travailleurs non organisés, mais devrait également cibler les affiliés du COSATU, parce qu'ils doivent être considérés comme non organisés et piégés. Nous devons élaborer un budget et des campagnes de recrutement pour s'adresser à ces 76 %. Les délégués syndicaux (*shop stewards*) doivent être habilités à recruter et à militer.

Il y a des développements troublants dans le NEDLAC (12), qui propose des lois afin de s'assurer que toutes les grèves se déroulent pacifiquement, ce qui occulte le fait que ce sont les employeurs qui provoquent la violence dans les grèves en utilisant la police et les forces de sécurité privées pour provoquer et harceler les grévistes.

Nous condamnons fermement le refus du gouvernement de reconnaître les syndicats organisés dans les organismes parapublics, ce qui porte atteinte au droit à la liberté d'association. Les travailleurs qui ont adhéré à un syndicat de leur choix doivent bénéficier des droits d'organisation, y compris

(7) *Congress of South African Trade Unions* (COSATU – Congrès des syndicats sud-africains) (NDLR).

(8) *Reconstruction and Development Programme* : programme de fourniture massive de logements sous forme de petites maisons individuelles en accession gratuite, communément appelées « RDP houses », pour les personnes les plus démunies (NDLR).

(9) *Global Environmental Monitoring System* : système mondial de surveillance de l'environnement (GEMS) (NDLR).

(10) Terme utilisé pour désigner un cachet antidouleur de paracétamol (NDLR).

(11) *Expanded Public Works Programmes* : programme de travaux d'utilité collective, dit de lutte contre la pauvreté, de création d'emplois et d'accès aux soins pour les plus démunis (NDLR).

(12) *National Economic, Development and Labour Council* : Conseil national du développement économique et du travail (NDLR).

des ordonnances d'arrêt. Nous allons déclarer la guerre aux interventions politiques du gouvernement, nous discuterons avec tous les syndicats de la meilleure façon de fournir un service de qualité, en travaillant à l'élaboration d'une charte de service.

La crise économique, sociale et politique

La crise actuelle, à la fois politique, économique et sociale, est enracinée dans le règlement négocié de la CODESA (13), qui a mené à la fin de l'apartheid, qui a concédé des droits politiques démocratiques, mais a assuré que l'économie resterait fermement dans le capitalisme monopoliste blanc à travers la clause concernant la propriété.

Cela a conduit à la prise de contrôle de l'Etat et du gouvernement, de l'ANC et de ses alliés par le capital monopolistique et à l'adoption de politiques économiques néolibérales et capitalistes de libre marché suivant leurs intérêts. Cela a commencé avec GEAR (14) et a été suivi par le NPD (15). Les ministres du Trésor et les ministres des Finances successifs ont été les principaux moteurs de ce processus.

Dans le même temps, une partie des capitalistes noirs qui étaient exclus de l'économie capitaliste dominante se sont alliés à Zuma, ses copains et les fonctionnaires qu'il a nommés, ainsi que les Gupta (16), pour se lancer dans une orgie de pillage de ressources publiques et d'enrichissement personnel par manipulation des appels d'offres de l'Etat et des entreprises publiques.

La SAFTU s'oppose à ces deux factions de la classe dirigeante et refuse de prendre parti pour défendre les pillards corrompus ou les capitalistes du monopole blanc dominant, qui se battent pour le contrôle de l'Etat et du gouvernement pour leurs propres intérêts de classe égoïstes, et contre ceux de la classe ouvrière et de la majorité pauvre, qu'ils exploitent tous les deux. Nous ne soutiendrons jamais un boucher contre un autre.

La fédération s'opposera à toute tentative de résoudre cette crise dans le cadre d'un système capitaliste qui a prouvé qu'il n'a pas de solutions. C'est la classe ouvrière qui produit la richesse du pays et qui rassemble les principaux consommateurs de ses produits.

Le seul moyen de sortir de la crise passe par un mouvement de masse de la classe ouvrière basé sur un programme guidé par les principes du marxisme-léninisme pour la nationalisation des ressources minières et des monopoles manufacturiers, des banques et des terres, conformément à l'aspiration exprimée dans la Charte de la liberté. Cette

discussion sera développée dans une commission idéologique et politique.

Conclusion

Lors de ce congrès historique, nous avons affirmé notre indépendance et l'avons confortée par nos décisions. Nous avons insisté sur le fait que nous devons être indépendants, mais certainement pas apolitiques. Au contraire, l'indépendance signifie que nous devons être plus prêts à expliquer nos positions, car elles sont enracinées dans les besoins de la classe ouvrière.

La nouvelle fédération peut montrer à quel point elle est différente des autres formations en montrant que ses principes ne sont pas seulement des slogans, mais guident nos programmes dans tout ce que nous faisons. Il y a d'énormes attentes dans la classe ouvrière à l'égard de la SAFTU, qui doit donc être à la hauteur de ces attentes.

La nouvelle direction élue pour diriger la nouvelle fédération est consciente de la variété des traditions que nous intégrons maintenant. Nos différences ne sont pas une faiblesse, mais une force, surtout si nous nous appuyons sur elles pour consolider notre approche globale.

Vive la SAFTU !

Président : Mack Tshabalala (NUMSA).

Premier vice-président : Nomvume Ralarala (SALIPSU).

Deuxième vice-président : Thabo Matsotse (SAPU).

Secrétaire général : Zwelinzima Vavi (NUMSA).

Secrétaire général adjoint : Phakedi Moleko (FAWU).

Trésorier national : Motshwari Lecogo (NUPSAW).

(13) *Convention for a Democratic South Africa* : Convention pour une Afrique du Sud démocratique (NDLR).

(14) *Growth, employment and redistribution* (GEAR) : croissance, emploi et redistribution, sigle qui symbolise les partisans de la politique économique néolibérale (NDLR).

(15) Sigle anglais pour « Plan de développement national » (PDN), qui affirme « vouloir éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités d'ici à 2030 », et qui est en réalité un plan d'austérité (NDLR).

(16) Nom d'une puissante famille d'hommes d'affaires et de riches industriels sud-africains d'origine indienne arrivés dans les années 1990 (NDLR).

Capitalisme et économie mondiale

*Bases théoriques et analyse empirique
pour la compréhension des problèmes économiques du XXI^e siècle*

(Xabier Arrizabalo Montoro)

LA rédaction de *La Vérité* a décidé de consacrer un dossier à la présentation de cet ouvrage rédigé par notre camarade espagnol Xabier Arrizabalo Montoro, professeur à la Faculté des Sciences économiques de l'université Complutense, de Madrid. La seconde édition parue en Espagne en 2016 a fait suite à sa première édition en février 2014, qui a été rapidement épuisée. Sa republication en Espagne va elle-même être suivie dans quelques semaines de son édition en français (sa traduction a été prise en charge par une équipe de camarades traducteurs bénévoles, et dont la coordination a été assurée par Roland Corominas).

Vous trouverez à la fin de cette présentation les indications de commande pour disposer de cet ouvrage, qui sera bientôt disponible en français.

Afin d'en présenter le contenu, nous avons choisi de publier ici des extraits de la présentation faite pour cette seconde édition, accompagnée du sommaire composant ses différents chapitres et d'éléments de la présentation générale de l'ouvrage.

Nous sommes persuadés que sa sortie, qui correspond à une attente de nombreux lecteurs, va répondre à un besoin : celui de comprendre les questions économiques actuelles, souvent présentées – à tort – comme une question réservée à des initiés. Nous sommes convaincus que nos lecteurs lui réserveront le meilleur accueil et que la diffusion de cet ouvrage sera ainsi prise en charge par un nombre important de militants soucieux de faire connaître les analyses économiques se réclamant du marxisme.

Préface à la deuxième édition espagnole (février 2016)

EN mars 2014 a été publiée la première édition de *Capitalisme et économie mondiale*. Pour nous, ce fut un pari important. Il y a presque déjà deux ans que cette édition est épuisée, et nous procédons à une nouvelle publication.

A ce moment-là, nous avons fait ce pari parce que nous disposions de deux éléments très forts en notre faveur. D'un côté, le contenu du texte pour son caractère rigoureux et en même temps démonstratif. De l'autre, sa pertinence et son opportunité, étant donné la grave situation sociale que la fameuse pensée unique comme ce que nous pourrions appeler « la pensée critique unique » sont complètement impuissantes à expliquer. Tout le contraire du cadre général de ce livre, le marxisme, dont l'aspect fécond représente

le point culminant de la meilleure tradition théorique de l'histoire de la pensée économique.

L'objectif de ce travail est de proposer une interprétation de la problématique actuelle caractérisée par la remise en cause toujours plus profonde et systématisée des conditions de vie de l'immense majorité de la population mondiale qu'est la classe laborieuse. Mais une interprétation véritablement digne de ce nom et, par conséquent, consistante au plan théorique et vérifiée dans les faits, aux antipodes des formulations caricaturales qui se contentent de parler par exemple d'avarice excessive ou d'une régulation déficiente des marchés comme prétendues causes des problèmes, et ce dans le but de soutenir la fiction que ces derniers ne sont pas dus aux

lois du capitalisme mais à la manière de le conduire, de sorte que devrait toujours exister la possibilité d'un « bon capitalisme ».

La conclusion du livre peut être résumée de manière très synthétique : dans le cadre du capitalisme actuel, résultat de sa trajectoire après cent années de stade impérialiste, les exigences de la rentabilité sont frontalement incompatibles avec toute prétention, non pas seulement à améliorer, mais ne serait-ce qu'à préserver les acquis démocratiques et ouvriers, essentiels pour assurer certaines conditions de vie des travailleurs. On ne peut pas mettre l'ombre d'un espoir dans un hypothétique « bon capitalisme », parce que les problèmes ne sont pas le fruit du hasard ni d'aucune malédiction, pas même d'une mauvaise gestion du capitalisme, mais obéissent à la cause spécifique que ce sont les lois qui régissent l'économie capitaliste et qui, en dernière instance, révèlent leur caractère non plus seulement contradictoire, mais toujours plus contradictoire (révélant par conséquent ses limites historiques, aujourd'hui son aspect anachronique).

Les événements qui ont eu lieu depuis mars 2014 corroborent la principale conclusion de *Capitalisme et économie mondiale* : sous le mode de production capitaliste, non seulement sont impossibles de nouveaux processus systématiques de développement des forces productives, mais, de plus, leur destruction s'étend et s'approfondit toujours davantage, en particulier avec les crises et les guerres. Dans le monde entier, et par conséquent également en Europe, région qui, historiquement, s'était configurée comme référence mondiale de développement, mais où le capital financier américain dominant essaie

d'imposer de plus en plus des politiques de dévalorisation de la force de travail à travers l'Union européenne et l'euro, ce qui est le but avoué. Il peut y avoir très certainement des politiques d'ajustement en dehors de l'Union européenne et de l'euro, mais ce qui est important, c'est que, dans l'Union européenne et l'euro, il ne peut y avoir d'autres politiques. Et, par conséquent, toute perspective d'issue aux graves problèmes actuels passe par l'élimination du premier obstacle que sont ces institutions, construites dès leur début sous la dictée du capital financier.

Ce sont les leçons de l'expérience grecque de l'été européen de 2015 qui représentent un exemple excellent de la manière dont la réalité vérifie les conclusions du présent livre. Là-bas, après cinq années d'une lutte héroïque de la classe laborieuse, l'impossibilité d'une issue électorale dans le cadre de l'Union européenne et l'euro s'est révélée dans toute sa force. Cependant, les épées restent tirées, parce que l'instinct de survie de cette classe – frappée, mais non défaite – l'oblige à défendre ses conditions de vie. Et la classe capitaliste est en effet préoccupée, parce qu'elle brûle toutes ses cartouches les unes après les autres pour tenter de faire qu'un gouvernement puisse parvenir à imposer ses ordres (...).

Parce que l'analyse marxiste, qui reflète l'expérience pratique de la classe laborieuse, constitue à son tour un instrument de soutien pour son intervention à partir de la constatation répétée que seule la classe laborieuse organisée comme telle, indépendamment de tout possible engagement auprès de la classe capitaliste, peut ouvrir une issue réelle à la grave situation actuelle (...).

TABLE DES MATIÈRES

1. L'économie politique, une « science étrange » : objet, nature et fondements de l'analyse économique.
2. Développement historique du capitalisme et développement théorique de la science économique : la méthode marxiste.
3. Le mode de production capitaliste : fondements, contradictions et limites historiques.
4. La trajectoire historique du capitalisme : du stade ascendant au stade impérialiste.

5. L'entrée en scène de l'impérialisme (1900-1945) : guerres, crises et révolutions.
6. L'expérience historique de la révolution russe dans l'économie mondiale capitaliste.
7. L'après-guerre, la reconstruction et la crise (1945-1970) : âge d'or du capitalisme ou fuite en avant ?
8. Crise, ajustement et crise (depuis 1970) : le retour à la « normalité » du capitalisme.
9. L'extension mondiale de l'ajustement fondo-monétariste dans la période récente.
10. Conclusions.

Présentation

LES conditions de vie de votre génération, qui a aujourd'hui vingt ans, sont-elles meilleures ou pires que les conditions de vie de la génération qui a eu cet âge au milieu des années 1980 ?

Sous quel angle théorique vous a-t-on expliqué les différentes matières de théorie économique que vous avez déjà étudiées ?

(...) Dans ce livre, nous partons de ces deux questions, parce que d'abord, nous avons besoin de bien identifier le problème à expliquer, et ensuite pour quelle raison nous devons savoir de quel *outil théorique* nous disposons pour le faire de manière féconde.

QUEL PROBLÈME EST ABORDÉ DANS CE LIVRE ?

A la question sur les conditions de vie de leur génération, en termes comparatifs avec celles que connaissaient les jeunes d'il y a vingt-cinq ans, la première réponse des étudiants, purement réflexe, est généralement qu'elles sont meilleures grâce aux avancées technologiques. Et il est certain que dans les trente dernières années, il y a eu de très importantes avancées scientifiques et techniques, résultats des progrès dans la qualification de la force de travail. Pour constater ces avancées, il suffit de mentionner des secteurs comme l'informatique, les télécommunications, les nouveaux matériaux, la biotechnologie, la médecine et la pharmacie, etc. On pourrait croire que, grâce à ces avancées, les conditions de vie de la population se sont améliorées.

Peut-on réellement soutenir qu'elles se sont améliorées lorsque continuent d'exister des situations aussi dramatiques que la famine dans certaines régions du monde ou le chômage et le sous-emploi massifs y compris dans les économies les plus développées ? Peut-on soutenir sérieusement qu'un profit est effectivement tiré de ces avancées lorsque des progrès sociaux qui semblaient consolidés, comme l'enseigne-

ment et la santé publique, sont attaqués y compris dans les pays qui étaient des références mondiales à ce sujet ? Peut-on défendre, en toute rigueur, que grâce à ces avancées, les jeunes connaissent actuellement des conditions de vie meilleures que celles des générations antérieures ? Si nous allons au-delà de l'accès à certaines avancées technologiques, et nous pensons surtout au fait que les jeunes puissent construire une vie indépendante lorsqu'ils arrivent à l'âge adulte, peut-on dire vraiment que les jeunes d'aujourd'hui vivent mieux que vivaient les jeunes il y a trente ans ? La construction d'une vie indépendante en arrivant à l'âge adulte exige, dans le cadre d'une économie de marché comme l'est l'économie capitaliste, un certain niveau de revenus régulièrement perçus, qui permettent de disposer d'un logement, etc. De sorte que la question initiale n'est en rien extravagante.

La seule reconnaissance de sa pertinence indique déjà la grave contradiction dont nous souffrons actuellement : nous comptons sur ce préalable qui doit nous assurer le bien-être social (les possibilités matérielles qu'apporte le développement scientifique et technique acquis grâce à la qualification du travail), mais la conclusion (le bien-être en question) n'est pas vérifiée dans les faits : au contraire, on la voit toujours plus menacée et lointaine. Par conséquent, les problèmes ne peuvent que découler des « règles du jeu », c'est-à-dire des exigences du processus actuel d'accumulation capitaliste.

La question est donc : quels sont les termes précis permettant de formuler le problème auquel l'humanité se trouve confrontée actuellement, et dont la gravité ne cesse de croître ? Et cela conduit à une question cruciale : à quel moment historique nous trouvons-nous ? Le capitalisme a donné une gigantesque impulsion aux forces productives, même si le processus n'a pas été idyllique et a rendu possible la constitution des économies nationales, et, au-delà, la configuration d'une économie mondiale depuis plus de cent ans déjà.

Cependant, parvenu à un certain degré de sa trajectoire historique, son caractère toujours plus contradictoire impose des exigences nécessaires à la poursuite de processus d'accumulation qui impliquent la destruction de forces productives (et parmi elles, en premier lieu, la dévalorisation de la force de travail avec tous ses corollaires en termes sociaux).

L'explosion de la crise actuelle a empêché de cacher plus longtemps le divorce entre les possibilités et les réalités. Et il ne s'agit ni d'une crise de plus ni d'un phénomène purement cyclique ou conjoncturel. Elle a une signification historique qui va bien au-delà du court terme, ce qui apparaît non seulement dans son étendue et sa profondeur, mais également sur deux autres plans. D'un côté, dans sa connexion avec la crise des années 1970, puis que cette crise actuelle est le résultat final du processus d'accumulation capitaliste dans un cadre présidé par l'orientation fonds-monétaire d'ajustement qui, depuis le début des années 1980, s'est imposée comme réponse à cette crise dans pratiquement toutes les économies. Et par ailleurs, par la brutalité des réponses que l'on essaie d'imposer du haut des institutions du capital ; des réponses qui, il y a à peine quelques mois, auraient paru impensables du fait du recul historique qu'elles supposent (il suffit de mentionner à ce propos les cas de l'Irlande, de la Grèce ou du Portugal, mais également ceux de l'Allemagne elle-même ou des Etats-Unis, toutes économies où ont été mises en route des mesures qui attaquent frontalement les salaires, l'emploi, et qui, *de facto*, remettent en cause les conditions de vie de la majorité de la population).

L'ampleur des problèmes est si grande qu'il devient impérieux et urgent de les comprendre, afin de pouvoir intervenir correctement si l'on veut les surmonter. Ce livre est une tentative d'apporter des éléments pour y parvenir.

DE QUELS OUTILS DISPOSONS-NOUS POUR EXPLIQUER CE PROBLÈME ?

La deuxième question fait référence à l'outil, à l'appareil théorique permettant de répondre à cette question. Lorsque je demande aux étudiants dans quelle pers-

pective théorique ont été abordées les différentes matières qui constituent la théorie économique, leur réponse est toujours la même. Non seulement ils ne le savent pas, mais ils ne savent même pas ce qu'est une perspective théorique. Il se produit la même chose si j'utilise des synonymes (courant théorique, école de pensée, perspective d'analyse, auteurs). Et ainsi se trouve révélée la gigantesque tromperie que l'on commet dans nos facultés d'économie, dans lesquelles on explique habituellement les questions de théorie économique à partir des formulations de l'école néoclassique, en occultant habituellement qu'il ne s'agit que d'UNE perspective théorique pour la faire passer ainsi pour LA perspective. Par exemple : dans le pire style thatcherien de l'antidémocratique et trompeur acronyme TINA, *There Is No Alternative (Il n'y a pas d'alternative)*. Une perspective qui, de plus, se caractérise par le fait qu'elle n'est pas capable d'expliquer de manière convaincante les problèmes économiques, comme on peut l'observer même dans la triste anecdote des étudiants d'autres cursus qui se souviennent de la seule matière d'économie qu'ils ont étudiée, expliquée sous l'angle d'une formulation néoclassique, comme étant celle qui consistait à remplir le tableau de formules et de courbes qu'ils n'ont jamais pu relier, si peu que ce soit, aux problèmes économiques qui réellement les préoccupent (chômage, crise, inégalités, etc.).

Ces importants problèmes économiques ne se produisent pas par hasard, ils ont une explication et, par conséquent, nous pouvons aspirer à la connaître. Nous pouvons aspirer à formuler les lois économiques qui régissent la société dans laquelle nous vivons. Pour cela, nous avons besoin de nous appuyer sur les formulations théoriques qui ont effectivement prétendu atteindre à la compréhension de ces lois. En ce sens, le dernier tiers du XIX^e siècle a marqué un point de non-retour. Dans le cadre d'un capitalisme qui commençait à se déployer pleinement, au moins dans certaines régions et en particulier dans une bonne partie de l'Europe, ces problèmes et contradictions commençaient à se montrer en toute clarté. D'un côté, leur irrégularité, l'impossibilité d'une reproduction capitaliste stable, régulière, en permanence flui-

de, qui se matérialisaient dans des crises avec tous leurs corollaires de destruction. Mais d'un autre côté, l'explication du conflit de classes propre à l'économie capitaliste, qui s'exprimait dans la constitution politique de la classe laborieuse comme mouvement ouvrier.

De sorte que dans ce contexte ont fait irruption dans l'analyse économique bourgeoise des formulations, la perspective néoclassique, qui décidèrent de « regarder ailleurs » en concentrant l'attention sur les questions inoffensives comme l'est le raisonnement mathématique à propos de l'allocation optimale de ressources à partir d'une perspective statique, laquelle prétend analyser les processus à partir de la simple agrégation de décisions d'individus qui ne font partie d'aucune classe, etc. Cependant, simultanément, apparaît une méthode d'analyse pour la compréhension du capitalisme à l'intérieur du mouvement ouvrier, méthode qui va être l'aboutissement des meilleures traditions historiques de la pensée économique tout en dépassant ses limitations. C'est l'analyse marxiste que dans ce livre, pour toutes ces raisons, nous utilisons comme référence afin d'inviter à discuter sérieusement à propos des véritables problèmes de l'humanité.

STRUCTURE ET DÉVELOPPEMENT DE L'EXPOSÉ

A partir de la méthode marxiste, et en considérant que ni le pur empirisme sans fondement théorique ni la formulation théorique sans mise à l'épreuve empirique ne sont suffisants pour une compréhension adéquate des phénomènes, le texte est structuré en deux blocs dans lesquels sont abordés successivement les aspects théoriques et les aspects empiriques ou historiques.

Dans le premier chapitre, on commence par identifier de quoi traite l'économie politique en tant que science sociale qu'elle doit être si nous voulons qu'elle soit utile. Cela permet de comprendre son caractère controversé et, en même temps, conduit à préciser les fondements nécessaires pour qu'elle se hisse à ce statut scientifique qui, en définitive, nous permet d'aller au-delà de la manifestation des phénomènes pour en comprendre les causes.

Ensuite, dans le deuxième chapitre, sont formulées les catégories marxistes générales pour l'explication du développement historique des sociétés. C'est cette base qui cadre l'analyse économique de Marx, comme point culminant de la trajectoire de l'économie politique à prétention scientifique, qui court parallèlement au développement historique du capitalisme (ce qui, à son tour, permet de comprendre l'économie bourgeoise dominante, néoclassique, comme dégénérescence de l'analyse économique bourgeoise en concordance avec les limites historiques du capitalisme).

La partie théorique se conclut au chapitre trois, dans lequel sont abordés les fondements du mode de production particulier, historique, qu'est le mode capitaliste. L'objectif est de comprendre les lois de son développement, comme moyen permettant d'expliquer le processus d'accumulation qui sous-tend son développement historique et qui produit les contradictions croissantes s'exprimant dans les problèmes que nous avons identifiés dans cette même présentation.

Ensuite, commence la partie empirique avec le quatrième chapitre du livre, consacré à la caractérisation du parcours historique du capitalisme tout au long de ses deux grands stades historiques qui ont succédé à l'accumulation première du capital : son ascension et l'impérialisme. A ce deuxième stade, l'impérialisme part de la constitution du capital financier comme capital déjà prédominant dans les principales puissances qui se répartissent le contrôle territorial du monde, configurant ainsi une économie mondiale en tant que telle. Le fondement de l'existence de cette économie mondiale est que la loi de la valeur commence à opérer de manière prédominante à l'échelle mondiale, avec désormais de considérables conséquences par rapport aux forces productives.

Dans le cinquième chapitre est exposée de manière panoramique la première partie du stade impérialiste (« crises, guerres et révolutions ») : les décennies qui vont depuis le début du XX^e siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. C'est la période qui démarre avec l'intensification des deux principaux conflits de l'économie capitaliste : la lutte de classes avec un mouvement ouvrier se constituant déjà largement comme tel et la concurrence capi-

taliste exacerbée entre puissances impérialistes.

Dans le sixième chapitre est étudiée une expérience singulière et d'une grande importance historique : la révolution russe et l'Etat ouvrier qui se constitue à partir de l'expropriation du capital. Ce processus, cependant, finit par dégénérer en stalinisme. Indépendamment de l'intérêt de cette expérience en soi, son étude permet de comprendre pleinement la signification des implications de l'existence d'une économie mondiale en tant que telle.

Le septième chapitre est consacré à l'exposé du caractère et de la signification de la période qui suit la Deuxième Guerre mondiale, jusqu'à épuisement avec la crise mondiale qui éclate au début des années 1970. Face à sa présentation publicitaire comme « âge d'or du capitalisme », établir ses fondements sur les conditions exceptionnelles de l'après-guerre et le recours à des moyens artificiels de croissance – dans un cadre présidé par la collaboration interclasses des directions des courants majoritaires du mouvement ouvrier – cela montre le caractère inévitablement limité, exceptionnel et totalement unique, sans retour possible, d'un capitalisme relativement ordonné, uniquement en comparaison d'autres périodes, tel qu'on peut en effet le vérifier depuis lors.

Dans le huitième chapitre, nous analysons la période des crises – ajustement – qui sépare les années 1970 du moment présent. Les exigences de l'accumulation capitaliste face à la crise des années 1970 (résultat des difficultés croissantes de la mise en valeur qui s'exprime dans la loi de la baisse tendancielle du taux de profit) expliquent la politique d'ajustement du FMI et son contenu de destruction économique, régression sociale et remise en cause des droits démocratiques. Des politiques qui contribuent à faire déboucher l'économie mondiale sur la grave crise qui éclate en 2007-2008, révélant finalement de manière indubitable l'inévitable fuite en avant qu'implique la survie du capitalisme, exprimée dans une tendance toujours plus grande à la destruction de forces productives.

Et enfin, dans le chapitre neuf, nous étudions quatre cas de ces politiques imposées, avec leurs particularités, mais avec de substantiels éléments communs quant à

leur contenu et leurs implications qui justifient que l'on parle d'universalisation de l'ajustement fonds-monétariste. En premier lieu, les économies latino-américaines et la dette extérieure comme prétexte à son application. En deuxième lieu, la Russie et l'Europe de l'Est depuis la fin des années 1980, où l'ajustement s'impose grâce à l'existence d'éléments préalables d'intégration subordonnée à l'économie capitaliste mondiale, ainsi qu'à la restauration du marché comme alibi depuis 1989-1990. En troisième lieu, la Chine et son orientation « aperturiste » (*d'ouverture systématique à la pénétration étrangère*, – *NDLR*) qu'impose la bureaucratie depuis la fin des années 1970, avec toutes les contradictions qu'implique ce processus. Et en quatrième lieu, et particulièrement important, l'Europe, où ce que l'on appelle « l'intégration communautaire » est le cheval de Troie pour l'ajustement fonds-monétariste, renforcé depuis les années 1980 avec l'euro et la Banque centrale européenne, qui conduira même à la présence directe du FMI dans la région qui, historiquement, a été une référence mondiale de développement.

Sur la base de tout ce qui précède, le livre se clôt sur un dernier chapitre de conclusions, afin de présenter le bilan de tout ce qui est exposé, ainsi que les perspectives de l'économie mondiale.

Les dimensions considérables du livre obéissent à l'ambition d'argumenter de manière circonstanciée non seulement son fil directeur général, mais également chacun des éléments qu'il explique de manière détaillée et documentée, et dont la base finale se trouve toujours dans les faits (...).

Nous voulons faire une ultime précision sur la structure du contenu, afin d'éviter le risque de voir en lui une vision eurocentrique. Le processus d'accumulation capitaliste démarre historiquement à partir de l'accumulation originelle, qui a lieu dans une bonne partie de l'Europe tout au long d'une large période qui va, grosso modo, du début du XV^e siècle jusqu'à la moitié du XVIII^e. Ce processus s'appuie sur l'expansion coloniale et la relance encore plus fortement : c'est l'expansion internationale du capital, aussi bien commerciale et financière que productive (d'abord du capital européen, mais ensuite également et surtout du capital américain, en plus du

capital japonais, etc.). Est ainsi configurée une division internationale du travail qui sera la base pour la place subordonnée et dépendante que l'Afrique, l'Amérique latine et pratiquement toute l'Asie, au-delà des particularités de chaque cas, vont occuper dans l'économie mondiale qui se constitue lors du tournant du XIX^e au XX^e siècles (comme cela est expliqué dans le chapitre quatre). L'industrialisation systématique qui a lieu en Europe et dans d'autres pays ensuite deviendra la base, en plus, de la formation d'une puissante classe ouvrière qui se constituera politiquement comme mouvement ouvrier. Le résultat final est que c'est le capital financier qui se constitue dans les économies les plus avancées qui va conduire le processus d'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale (ou du moins le marquera de son empreinte) en imposant de fait les conditions qui déterminent le fonctionnement de l'économie mondiale dans son ensemble (...).

Nous souhaitons tout spécialement que ce livre soit utile à tous ceux à qui il s'adresse en particulier : à tous les camarades, hommes et femmes, qu'intéresse la compréhension de cet arrière-plan, avec l'intention politique que cette compréhension soit un point d'appui pour leur intervention politique. Car l'une des principales conclusions de ce livre, sinon la principale, est que dans le cadre de la société présidée par la propriété privée des moyens de production et l'accumulation régie par la logique privée de la rentabilité, c'est-à-dire dans le cadre du capitalisme, tout simplement, il n'y a pas la moindre possibilité de résoudre la grave situation mondiale. Nous ne pouvons pas dire ce qui va se passer dans l'avenir, mais nous pouvons affirmer, en toute rigueur, ce qui en aucun cas ne peut se produire avec certaines prémisses. Evidemment, il n'y a pas d'automatisme, d'où la nécessité impérieuse de l'organisation politique permettant de surmonter la grave situation actuelle (...).

Pour conclure, j'invite à ce que ce livre soit utilisé, au-delà de ses limites, pour l'aide qu'il peut apporter dans la formulation correcte des questions les plus importantes, et également, dans la mesure où cela sera possible, à faire avancer les réponses. Nous sommes conscients en tout cas que, sans mépriser l'analyse théorique, le lieu où sont élucidées les réponses ne se trouve pas dans la théorie, mais dans la pratique. Ainsi que l'explique Marx en 1845, dans les *Thèses sur Feuerbach* : « (...) C'est dans la pratique que l'homme doit prouver la vérité (...). La dispute autour de la réalité ou irréalité de la pensée – isolée de la pratique – est un problème purement scolastique » (deuxième thèse).

Et c'est dans la pratique que nous nous trouvons souvent devant des concessions qui, formulées comme étant le moyen de préserver certains droits acquis (y compris les formes organisationnelles de la classe laborieuse qui les rendent possibles), ne servent qu'à préserver... d'autres choses qui ont dénaturé de fait ces acquis ou organisations. Il s'agit de l'oiseau que chantait Mikel Laboa (1). Et nous voulons l'oiseau, pas sa caricature :

« Si je lui coupais les ailes
il serait à moi,
il ne fuirait pas.
Mais ainsi
ce ne serait plus un oiseau
et moi...
j'aime l'oiseau. »

Madrid, février 2014

Xabier Arrizabalo Montoro

(1) Mikel Laboa (1934–2008), chanteur et compositeur basque. Il est considéré comme l'un des plus importants chanteurs du Pays basque. Sa chanson *Txoria Txori* (L'oiseau) est l'une des plus célèbres. Elle fut notamment interprétée par Joan Baez en basque (NDLR).

SOUSCRIPTION



Ouvrage de 750 pages environ organisé autour de dix chapitres, comprenant une préface et une présentation de l'auteur à la nouvelle édition française, trente-quatre pages de tableaux et graphiques qui apportent une documentation chiffrée du capitalisme de 1720 à nos jours, une bibliographie, un index thématique, un index des noms cités.

Prix de souscription : 17 € ; prix public : 22 €

Le prix de souscription est valable pour toute commande faite avant le 30 septembre 2017.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Adresse e-mail :

Nombre d'exemplaires : Je verse : 17€x.....=.....€

Chèque à l'ordre de ACTE. A adresser à ACTE, 87, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010, Paris.

Commande à retirer auprès d'ACTE dès sa parution (un mail sera adressé aux souscripteurs).

DOSSIER

1917-2017

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre...

Nous consacrons notre rubrique régulière de 2017 « Il y a un siècle, la révolution d'Octobre... » à l'anniversaire de l'insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone.

L'insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone : le sens d'une commémoration

LA section en Espagne de la IV^e Internationale a décidé de publier une brochure à l'occasion du 80^e anniversaire de l'insurrection ouvrière qui eut lieu en 1937 à Barcelone. Nous en publions ici de long extraits, qui permettront sans doute à tous nos lecteurs avisés de comprendre ce qui fut en jeu à ce moment-là en Espagne, plongée en pleine guerre civile depuis le coup d'Etat de Franco du 18 juillet 1936. Evidemment, 1937 n'est pas 2017. Mais le fait de se rappeler de ces événements tragiques pour la classe ouvrière et pour l'avenir du processus révolutionnaire ouvert en Espagne en réponse au coup d'Etat de Franco a un double sens.

Tout d'abord, rendre hommage aux centaines de militants ouvriers morts dans ce combat, aux militants, notamment anarchistes, du POUM et de la Gauche socialiste, réprimés, incarcérés et, pour quelques-uns comme Andreu Nin – secrétaire du POUM –, torturés jusqu'à la mort par le KGB de l'époque avec la complicité de la direction du Parti communiste espagnol. A ce sujet, nous attirons l'attention sur le fait que, dans cette brochure, est publié un article sur les mémoires de Santiago Carrillo, dans lesquelles il tente de dégager sa responsabilité de la direction du PCE dans la répression.

Mais il s'agit aussi de tirer les leçons politiques de ce qu'il s'est passé en mai 1937. Or pratiquement aucun courant politique ne revient sur ces événements. Léon Trotsky, à 8 000 km de distance, dans son exil au Mexique, n'hésite pas, lorsqu'il apprend les nouvelles, à prendre une position claire et nette en faveur des insurgés. Et il affirme que les masses ouvrières, notamment conduites par le POUM et la CNT, auraient pu prendre le pouvoir, que la possibilité existait qu'elles ne soient pas isolées, ce qui aurait permis de gagner la guerre contre Franco sur la base d'un soulèvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, soulèvement qui aurait y compris concerné les travailleurs et les paysans des zones déjà occupées par Franco, ainsi que les troupes de Marocains enrôlées dans l'armée franquiste.

Quatre-vingts ans après, nous entendons de nouveau les accusations qui consistent à dire que les révolutionnaires font le jeu du fascisme. C'était, dans les années 1930, le langage de la presse officielle républicaine et stalinienne au travers de l'« hitléro-trotskisme » ; c'est celui, aujourd'hui adapté, du « lepéno-trotskysme ».

Mais qu'est-ce que le trotskysme de cette époque et celui d'aujourd'hui ? C'est le combat pour le pouvoir de la classe, pour l'expropriation du capital, pour la satisfaction des revendications de toutes les couches opprimées de la société. La réponse ouvrière et paysanne au putsch de Franco de 1936 ouvrit une situation révolutionnaire. Aujourd'hui, la crise du système de domination capitaliste, l'impasse du capital financier et de tous les

gouvernements et régimes, la crise généralisée de tous les partis n'effacent en aucun cas la division en classes de la société et posent de nouveau la nécessité de l'expropriation du capital afin d'ouvrir une issue positive au dilemme : socialisme ou barbarie. Et, évidemment, sous des formes particulières du fait de la décomposition générale de tous les partis, se repose la question de comment construire un parti révolutionnaire dans les conditions actuelles.

Les différents articles de la brochure des camarades espagnols permettent de tirer les leçons des dix mois de révolution et contre-révolution (de juillet 1936 à mai 1937), et sans doute de faire la lumière sur des problèmes toujours actuels.

Mai 2017

Andreu Camps

La emancipación de los trabajadores será obra de ellos mismos



**COMBATE
SOCIALISTA**

Órgano del Comité Central del POSI
PARTIDO OBRERO SOCIALISTA INTERNACIONALISTA
Sección de la IV Internacional en el Estado español

Nueva época - N° 27
Mayo de 2017
Precio 3€

**En el 80 aniversario
de la insurrección obrera
de mayo de 1937**



**DIEZ MESES DE REVOLUCIÓN
Y CONTRARREVOLUCIÓN**

Présentation de la brochure consacrée au 80^e anniversaire de l'insurrection ouvrière de mai 1937

DIX mois séparent les Journées de juillet 1936 des barricades édifiées à Barcelone durant les premiers jours du mois de mai 1937. Dix mois pendant lesquels la révolution sociale qui a éclaté en réponse au coup d'Etat des militaires s'est poursuivie au milieu d'une guerre civile sans que les dirigeants des organisations qui se réclamaient du mouvement ouvrier veuillent pour les uns, ou soient capables pour les autres, de la conduire jusqu'à la prise du pouvoir, seule manière d'en garantir le plein triomphe.

Durant toute cette période, les ouvriers et les paysans ont résisté les armes à la main aux généraux factieux, se sont emparés des usines et des terres, ont établi le contrôle ouvrier dans l'industrie et les services, et ont édifié des organismes de pouvoir révolutionnaire qui ont remplacé localement les autorités légales. Et ils ont fait cela de manière presque intuitive. Avec la conviction que c'était la meilleure manière de combattre le fascisme. Parce que, effectivement, la meilleure stratégie pour le vaincre militairement était simplement de déployer de manière conséquente le programme révolutionnaire d'émancipation sociale. Il n'y avait pas d'arme plus puissante que celle-ci.

Mais pendant toute cette période, les dirigeants des principales organisations du mouvement ouvrier ont fait tout leur possible pour « canaliser » la révolution, pour empêcher qu'elle franchisse les limites de l'Etat bourgeois, et ont cédé devant les exigences des gouvernements impérialistes européens, qui, avec la politique de non-intervention, ont contribué à isoler les travailleurs espagnols. Les uns, comme par exemple Indalecio Prieto (1) et l'aile droite du PSOE, parce qu'ils considéraient que l'Espagne n'était pas mûre pour une révolution de type socialiste. En cela, ils se retrouvaient avec les dirigeants du PCE-PSUC, et avec Staline lui-même, lequel, dans une lettre au président du

gouvernement d'alors de la République, Largo Caballero (2), « conseillait » à ce dernier de veiller au nécessaire respect de la propriété privée et à la nécessité de ne pas appliquer des mesures révolutionnaires. Et d'autres, comme les dirigeants de la CNT et de la FAI, et également du POUM (3), dans l'incapacité d'organiser la révolution dont ils se réclamaient et qu'ils n'ont absolument pas aidée en participant à des gouvernements qui se proposaient comme objectif politique prioritaire d'en finir avec elle.

Les partisans de Largo Caballero portent également une grande responsabilité en ce sens. Après avoir exploré au mois d'août – et rejeté – la possibilité de constituer un « gouvernement ouvrier » constitué de l'UGT (4) et de la CNT, il en vint finale-

(1) Indalecio Prieto (1883-1962), responsable du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de 1937 à 1962, ministre durant la seconde république et la guerre civile (ministre des Finances, puis des travaux publics en 1931-1932, ministre de l'Air et de la Marine en 1936-1937, ministre de la Défense nationale en 1937-1938). Exilé dès mars 1939, il rejoint le Mexique, d'où il dirige le PSOE jusqu'à sa mort, en février 1962.

(2) Francisco Largo Caballero (1869-1946), membre du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de l'Union générale des travailleurs (UGT), dont il fut le secrétaire général de 1919 à 1938. Ministre du Travail de 1931 à 1933 dans trois gouvernements de la seconde république, désigné le 4 septembre 1936, en pleine guerre civile, chef du gouvernement et ministre de la Guerre. Exilé en France en 1939, arrêté par les nazis en 1940 et déporté dans le camp de Sachsenhausen-Oranienburg jusqu'à la Libération, il meurt à Paris en 1946.

(3) La Confédération nationale du travail (*Confederación nacional del Trabajo-CNT*) est une organisation anarcho-sindicaliste fondée en 1910, et qui est une des confédérations syndicales les plus importantes lorsqu'éclate la guerre civile en 1936. Fédération anarchiste ibérique (*Federación Anarquista Ibérica-FAI*) : fondée en 1927. Le Parti ouvrier d'unification marxiste (*Partido obrero de unificación marxista-POUM*) : organisation créée en 1935 de la fusion de *Izquierda comunista* et du *Bloque obrero y campesino*.

(4) Union générale des travailleurs (*Union general de trabajadores*) : confédération syndicale réformiste proche du PSOE, fondée en 1888.

ment à remplacer le gouvernement Giral (5) par un autre concentrant des forces de type Front populaire. Ainsi, en septembre 1936, se constitua à Madrid un gouvernement présidé par le secrétaire général de l'UGT, Largo Caballero, avec la participation de six ministres socialistes – en représentation du PSOE et de l'UGT –, trois provenant des partis républicains bourgeois IR et UR (6) –, deux ministres du PCE (7) et deux ministres qui représentaient respectivement l'ERC et le PNV (8). Ainsi que l'a expliqué Largo Caballero à Koltsov (9) quelques jours après, ce qu'ils venaient de constituer était « *un organisme unique, avec un seul objectif : vaincre le fascisme* ». C'était ce que voulaient entendre aussi bien Staline que les gouvernements « démocratiques » de France et de l'Angleterre.

La CNT n'a pas participé au début à ce gouvernement, mais elle le fera dans celui constitué en novembre, également présidé par Largo Caballero, après que les cénétistes catalans eurent décidé de faire partie, en ce même mois de septembre, du gouvernement de la Généralité d'« unité antifasciste ». Gouvernement auquel participe également le POUM jusqu'à en être chassé, et dont la première mesure fut précisément de dissoudre tous les comités révolutionnaires qui existaient en Catalogne.

Avec l'aide de ces gouvernements, peu à peu, se rétablit progressivement la « légalité républicaine » en opposition aux conquêtes révolutionnaires. Dans le camp des ouvriers, un des arguments pour convaincre les militants qui s'y refusaient a été qu'il fallait tout sacrifier, y compris la révolution, à l'objectif commun et prioritaire de gagner d'abord la guerre. Un argument qui devait démontrer de manière tragique son aspect fallacieux, et derrière lequel se sont abrités tous ceux qui, dans le camp républicain et parmi les gouvernements européens prétendument intéressés à faire barrage au fascisme, ne voulaient alors en aucune manière qu'il y ait une révolution socialiste triomphante en Espagne, depuis ceux de Staline, Blum et Chamberlain jusqu'à Manuel Azaña (10) lui-même, en passant par Companys (11) et Irujo (12).

Cependant, l'objectif de restaurer la légalité républicaine contre les conquêtes révolutionnaires se heurta à la résistance de

la classe ouvrière, en particulier en Catalogne, ce qui provoqua une situation de conflictualité extrême. Durant le dernier trimestre de l'année 1936 et les premiers mois de 1937, en Catalogne, il y eut à l'arrière une lutte acharnée entre ceux qui étaient partisans d'implanter le plus tôt possible un ordre « antifasciste » – le gouvernement de la Généralité et les dirigeants des organisations qui le soutenaient inconditionnellement, le PSUC (13), ERC, UR, et ACR (14) – et ceux qui s'accrochaient à « l'esprit du 19 juillet », c'est-à-

(5) José Giral (1879-1962), universitaire, professeur de chimie organique, fondateur de l'Action républicaine avec Azaña. Président du gouvernement de la seconde république espagnole du 19 juillet au 4 septembre 1936.

(6) Gauche républicaine (*Izquierda republicana-IR*) : parti politique dirigé par Azaña ; Union républicaine (*Unión republicana-UR*) : parti fondé en 1934 par Diego Martínez Barrio.

(7) Parti communiste espagnol (*Partido Comunista de España-PCE*).

(8) Gauche républicaine de Catalogne (*Esquerra Republicana de Catalunya-ERC*) ; Parti nationaliste basque (*Partido Nacionalista Vasco-PNV*) : parti lié au catholicisme social, aile sociale de l'Église fondatrice de la Démocratie chrétienne.

(9) Miklaïl Efimovitch Kolstsov (1898-1940), journaliste russe de *La Pravda*, présenté comme l'envoyé personnel de Staline en Espagne. Après son retour à Moscou, en 1937, il rédige un ouvrage publié sous le titre *Journal de la guerre d'Espagne* (1938). Il disparaît dans les purges organisées par Beria-Staline en 1940.

(10) Sont cités ici les dirigeants politiques de l'URSS, de France, de Grande-Bretagne et d'Espagne. Manuel Azaña Díaz (1880-1940) devient dès 1922 l'un des porte-parole de l'opposition républicaine à la dictature de Miguel Primo de Rivera, président du Conseil de 1931 à 1933, et à nouveau en 1936, et deuxième président de la seconde république de 1936 à 1939.

(11) Lluís Companys i Joven (1882-1940), avocat catalan, député et responsable de la Gauche républicaine de Catalogne (*Esquerra Republicana de Catalunya-ERC*), président de la Généralité de Catalogne de 1934 à sa mort. Exilé en France après la guerre civile espagnole, il est livré au régime franquiste par la Gestapo et exécuté à Montjuïc le 15 octobre 1940.

(12) Manuel de Irujo Olló (1891-1981), avocat et homme politique de Navarre, responsable du Parti nationaliste basque durant la seconde république espagnole. Démocrate libéral, ministre de la Justice en 1937 durant la guerre civile espagnole (1936-1939).

(13) Parti socialiste unifié de Catalogne (en catalan : *Partit Socialista Unificat de Catalunya-PSUC*), parti stalinien catalan fédéré avec le Parti communiste espagnol (PCE), créé en 1936.

(14) Action catalane républicaine (*Acció Catalana Republicana-ACR*) : née en 1933 de regroupements de plusieurs partis catalanistes, elle participe au gouvernement de la Généralité de 1936 à 1939.

dire à la défense d'un ordre révolutionnaire, des collectivisations, des patrouilles de contrôle, etc., composées – bien que non exclusivement – de militants du mouvement libertaire et du POUM.

Et c'est précisément sur la Catalogne, là où subsistaient une bonne partie des conquêtes révolutionnaires, qu'ont porté leur attention ceux qui avaient comme objectif d'en finir avec tout soupçon d'opposition. Pendant le printemps de 1937, les conflits découlant des plaintes des anciens propriétaires qui avaient été expropriés les mois précédents, ou encore les affrontements entre membres des patrouilles de contrôle et des corps de police « officiels » ont augmenté de manière remarquable. Depuis le mois de décembre 1936 avait été nommé un nouveau commissaire à l'Ordre public, Eusebio Rodríguez Salas (15), un militant du PSUC, lequel déclara au moment de prendre possession de son poste son entière disposition à faire passer dans la vie ce que le gouvernement avait décidé et à agir avec fermeté pour en finir avec les « incontrôlés ». Un euphémisme par lequel on faisait référence à tous ces militants qui se refusaient à accepter les dispositions d'un gouvernement qui liquidait les conquêtes révolutionnaires et prétendait annuler le rapport de force établi pendant les journées de juillet au niveau local par les comités révolutionnaires.

C'était une véritable déclaration d'intentions, et, par ailleurs, le signe qu'attendaient les partisans d'en finir avec les « excès » révolutionnaires. Après les faits survenus en différentes localités catalanes – La Garriga, La Fatarella (16), etc. –, l'attitude provocatrice de la police augmenta en puissance. Et la détermination du gouvernement de la Généralité également. Protégé par la présence de représentants de la CNT au gouvernement, le 12 février, le conseiller (ministre) à la Sécurité intérieure et militant de l'ERC Artemi Aiguader (17) présente un plan de réorganisation des services de police incluant la dissolution des patrouilles de contrôle et des conseils d'ouvriers et de soldats qui opéraient dans les différents corps policiers, l'interdiction pour les municipalités de maintenir les fonctions de sécurité et de défense au cas où ceux-ci seraient encore en activité, ainsi que le rétablissement de la censure. Le 20 du

même mois, le gouvernement de la Généralité déclarait nulles et non avenues toutes les collectivisations qui n'auraient pas été réalisées en fonction du décret (*gouvernemental* – NDLR) qui les régissait, et le 27 fut organisée à Barcelone une manifestation de policiers demandant la démission de leur chef hiérarchique, le cénétiste Eroles (18).

En pleine « *déferlante contre-révolutionnaire* », comme Jaime Balius (19), l'un des futurs initiateurs du groupe des Amis de Durruti, définissait la situation, l'organe du POUM, *La Batalla*, reçut le 12 mars un ordre de suspension annulé quelques heures après. L'article qui avait provoqué l'ordre de suspension avait comme titre « *Essaierait-on de livrer Madrid au fascisme pour négocier une "acolade*

(15) Eusebio Rodríguez Salas (1885-1952), militant du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC – parti stalinien) connu pour être le commissaire général des forces armées de police de Catalogne et du Conseil à l'ordre public de la Généralité de Catalogne durant les journées de mai 1937. A ce titre, il organise la tentative d'occupation à Barcelone du central téléphonique (la *Telefónica*) par les forces de sécurité qu'il commande, en accord avec Artemi Aiguadé, de l'ERC, et conseiller de la Sécurité intérieure.

(16) La Garriga, commune de la comarque du Vallès oriental, dans la province de Barcelone ; La Fatarella, commune de la province de Tarragone, en Catalogne, de la comarque de Terra Alta.

(17) Artemi Aiguader Miró (1889-1946), militant de Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), membre des comités antifascistes de Catalogne. De septembre 1936 à mai 1937, il est conseiller à la Sécurité intérieure dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne. C'est lui qui nomme le stalinien Eusebio Rodríguez Salas chef de la police et l'autorise, comme commissaire général à l'Ordre public, à prendre le contrôle du central téléphonique de Barcelone en mai 1937. Exilé en France en 1939, puis au Mexique.

(18) Dionisio Eroles i Battle (1900-1940), dirigeant anarchiste catalan (FAI-CNT), militant de la CNT dès novembre 1920. Condamné à 20 ans de prison, libéré en 1931 à la proclamation de la République, il fut l'un des dirigeants du syndicat du textile de Catalogne. Le 22 octobre 1936, il fut l'un des signataires de l'accord d'unité d'action entre la CNT, l'UGT, la FAI et le PSUC.

(19) Jaime Balius (1904-1980), écrivain et journaliste anarchiste espagnol, directeur de *La Noche*, journal de la CNT. Membre de la Fédération anarchiste ibérique (1932) et de la Confédération nationale du travail (CNT – anarcho-syndicaliste) (1936), il devient après les Journées de mai 1937 à Barcelone l'un des principaux animateurs du groupe des Amis de Durruti, en désaccord avec la participation de la CNT au gouvernement. Exilé en 1939 en France, puis à Saint-Domingue, à Cuba, au Mexique, puis de nouveau en France à partir de 1961.

de Vergara" ? » (20). Auparavant, *La Batalla* avait déjà été sanctionnée d'une amende de 5 000 pesetas (autour de 10 000 euros – NDLR). Le 18 mars, un certain nombre de gardes tentaient de s'emparer du local du syndicat de la métallurgie de la CNT. Par ailleurs, le gouvernement de la Généralité connaissait une crise après avoir montré son impuissance à faire appliquer les décrets sur la réorganisation des services policiers qui avaient finalement été approuvés le 1^{er} mars.

Pendant le mois d'avril, les événements se précipitent. Roldán Cortada (21), militant du PSUC et dirigeant de l'UGT, est assassiné sur un contrôle routier. La presse du PSUC accuse immédiatement de sa mort les anarchistes de l'Hospitalet, qui avaient été à leur tour informés que Cortada était allé à Paris acheter des armes légères pour livrer bataille contre la FAI. Deux jours plus tard se produisent des affrontements dans un petit village, Bellver de Cerdanya, très proche de la frontière française, où le dirigeant anarchiste de Puigcerdà Antonio Martín trouve la mort (22).

La situation devient critique et bon nombre de voix s'élèvent, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, pour exiger d'agir immédiatement contre les anarchistes et la « canaille révolutionnaire ». Les manifestations prévues pour le 1^{er} Mai sont annulées de crainte que se produise quelque incident, mais également de crainte qu'elles puissent être l'occasion d'une démonstration de protestation parmi les syndicats cénétistes, les Jeunesses libertaires et le POUM.

Les faits qui surviennent ensuite sont plus ou moins connus. Le lundi 3 mai, deux camionnettes de gardes d'assaut, dirigées par Rodríguez Salas (23), prennent d'assaut l'édifice du central téléphonique de Barcelone, la *Telefónica*, prétendant reprendre les services qui se trouvent depuis juillet sous le contrôle d'un comité ouvrier CNT-UGT. La nouvelle se répand dans toute la ville, et immédiatement se produit une réaction spontanée d'une bonne partie du prolétariat de la ville, qui installe des barricades dans le centre et dans les faubourgs immédiats. Au début, les ouvriers qui gagnent la rue croient qu'il s'agit d'une provocation policière, une de plus parmi les nombreuses qui s'étaient produites les semaines antérieures. Dans la

nuit se tient une réunion d'urgence du gouvernement catalan. Les représentants de la CNT exigent la démission de Aiguader et de Rodríguez Salas, mais Companys, non seulement s'y refuse, mais les défend. C'est alors que l'ensemble des militants qui sont descendus dans la rue comprend qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus grave et de nombreuses usines se déclarent en grève, pendant que les transports s'arrêtent. Le 4 du mois, l'insurrection est devenue une réalité. Les ouvriers se sont emparés de la ville et le mouvement s'étend à d'autres agglomérations catalanes. Mais les dirigeants de la CNT hésitent et finissent par capituler, pendant que ceux du POUM – qui, dans les premiers moments de l'insurrection, avaient déclaré qu'était arrivé le moment d'écraser la contre-révolution – finissent par s'adapter et cèdent.

Ce qui a suivi est également connu. La répression contre les militants révolutionnaires s'est déchaînée immédiatement. La campagne stalinienne s'est mise en marche, visant directement les dirigeants du POUM comme instigateurs du « putsch », c'est-à-dire comme s'ils étaient les exécutants d'un plan prémédité qui n'existait que dans l'imagination de ceux qui ont cultivé cette version pour justifier les calomnies et les assassinats. Le 8 mai, le secrétaire général de l'UGT de Catalogne, José del Barrio (24), envoie

(20) Allusion à la convention signée en Oñate (Guipúzcoa) le 29 août 1839 entre le général Baldonero Espartero et des représentants du général carliste Rafael Maroto, mettant fin à la première guerre carliste dans le nord de l'Espagne. Après la signature de la convention, une réunion de soldats des deux grandes armées est organisée le 31 août à Vergara, tout près d'Oñate, connue sous le terme d'embrassade de Vergara (« *Abrazo de Vergara* »).

(21) Roldán Cortada i Dolcet (?-1937), dirigeant syndical catalan assassiné le 25 avril 1937. Il était membre du comité central du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC, parti stalinien) et chargé d'acheter des armes en France.

(22) Antonio Martín Escudero (1895-1937), syndicaliste anarchiste et militant de la FAI, réside en exil en France de 1924 à 1934. Il assiste au congrès de la CNT en 1936 comme délégué à Saragone. Militant cénétiste connu sous le surnom péjoratif de « boiteux de Malaga » (« *el cojo de Malaga* »), il meurt dans une embuscade le 27 avril 1937.

(23) Cf. note (15) ci-dessus.

(24) José del Barrio Navarro (1907-1989), responsable communiste, membre fondateur >>>

une circulaire à tous les syndicats en leur faisant part de l'exclusion des dirigeants du POUM et en les exhortant à ce que soient également expulsés tous les militants de ce parti qui ne condamneraient pas les faits. Le 13, lors d'une réunion du Parlement de la République, les ministres du PCE demandent que le POUM soit déclaré illégal, ce à quoi se refuse Largo Caballero. Les ministres du PCE abandonnent la réunion en signe de protestation, provoquant la crise et la démission ultérieure de Largo Caballero, qui sera remplacé par Negrín (25). Le 28 mai, *La Batalla* est interdite et les ateliers où elle est éditée sont réquisitionnés.

Le 4 juin sont officiellement dissoutes des patrouilles de contrôle, et, le 16, Andreu Nin (26) et tout le comité exécutif du POUM sont arrêtés. Nin est conduit dans une prison privée et assassiné sur ordre de Staline. D'autres militants connaîtront le même sort. Des centaines devaient être ensuite arrêtés et emprisonnés, parmi lesquels de nombreux militants cénétistes.

L'insurrection ouvrière de 1937 a été le dernier épisode de la révolution espagnole. Elle représentait l'ultime possibilité de corriger le cours contre-révolutionnaire et d'imposer un tournant à la situation et au développement de la guerre. La défaite des ouvriers de Barcelone a constitué un coup mortel pour le sort de la révolution, et, ainsi qu'on a pu le vérifier ultérieurement, également pour le dénouement de la guerre. Naturellement, la flamme de la révolution ne s'est pas éteinte immédiatement. En fait, elle est restée vivace, même timidement, par exemple à travers le combat de nombreux militants et syndicats cénétistes pour la libération des prisonniers antifascistes qui remplissaient les prisons et qui ont été abandonnés à leur sort par la direction confédérale.

A l'été 1937, un an après le début de la révolution et de la guerre, la République espagnole est plus isolée que jamais. Malgré l'écrasement de l'opposition révolutionnaire, les gouvernements dans les mains desquels les dirigeants républicains espagnols ont mis leur sort n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher le triomphe de Franco. En fait, après la chute de la Catalogne, les gouvernements français et anglais se sont empressés de reconnaître le

gouvernement de Burgos. Staline, de son côté, après avoir réglé leur compte à tous les responsables – diplomates, assesseurs militaires... – qui ont eu quelque contact avec la révolution espagnole, finira par signer un pacte de non-agression avec l'Allemagne d'Hitler en août 1939.

A propos de ce qui s'est passé à Barcelone les premiers jours du mois de mai 1937, polémique avec un camarade belge qui défendait que, globalement, le POUM avait agi correctement et que la tentative de prendre le pouvoir dans ces circonstances était du plus pur aventurisme, Léon Trotsky affirmait au contraire que cette possibilité était non seulement à portée de la main, mais que, de plus, si elle s'était produite, elle aurait très vraisemblablement été couronnée de succès. Naturellement, écrivait Trotsky, « *dans toute insurrection, il y a également un risque inattendu. Mais toute la marche postérieure des événements a démontré que, même en cas de défaite, la situation du prolétariat espagnol aurait été incom-*

>>> du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC – parti stalinien). Dirigeant militaire des forces républicaines pendant la guerre civile espagnole (1936-1939), il participe la bataille de l'Ebre. Exilé à partir de 1939 d'abord à Moscou, puis au Chili et au Mexique, et enfin en France à partir de 1954.

(25) Juan Negrín Lopez (1892-1956), physiologue, militant du PSOE dès 1929, député de la province de Las Palmas. En septembre 1936, il devient ministre de l'Economie et des Finances, organise le transfert vers Carthagène de la plus grande partie de la réserve d'or de la Banque d'Espagne et son dépôt à Moscou en paiement de l'aide militaire de Staline. Par la suite, il devient chef du gouvernement de la seconde république espagnole et du gouvernement en exil de 1937 à 1945.

(26) Andreu Nin (1892-1937) adhère à la CNT à la suite de la grève générale d'août 1917, marqué par la révolution russe d'Octobre 1917. Il entre alors dans le PSOE et participe en 1921, comme délégué de la CNT, au III^e Congrès de l'Internationale communiste et au congrès fondateur de l'Internationale syndicale rouge (ISR). Il vit alors à Moscou dès 1921, où il rencontre les dirigeants bolcheviques, et notamment Trotsky. A partir de 1926, il fait partie de l'Opposition de gauche contre l'ascension du stalinisme. Il quitte l'Union soviétique en 1930. A son retour en Espagne, il joue un rôle essentiel dans la formation en mai 1931 de Izquierda Comunista de España (*Gauche communiste espagnole*), affiliée à l'Opposition de gauche. En désaccord avec Léon Trotsky sur la stratégie à suivre, il fusionne avec le Bloc ouvrier et paysan (BOC) de J. Maurin pour constituer le POUM en 1935. Au début de la guerre civile, il devient conseiller de Justice de la Généralité de Catalogne. Il meurt assassiné par les brigades staliniennes dirigées par le général Orlov le 20 juin 1937.

parablement plus favorable que ce qu'elle est aujourd'hui, sans avoir besoin de dire que le parti révolutionnaire aurait assuré son avenir pour toujours » (La vérification des idées et des individus à travers la révolution espagnole, 24 août 1937 – texte adressé à toutes les sections de la IV^e Internationale).

Le but de cette brochure est d'aider à comprendre la signification des Journées de mai et d'en tirer toutes les leçons politiques. Quelques-uns des éléments qui y sont inclus avaient déjà été publiés par notre parti dans une brochure antérieure. Ils sont accompagnés maintenant d'autres travaux parus dans différentes publications, mais qui aident à situer la question et le cadre général. Enfin, dans la partie

« Documents », on y reproduit la lettre que Camilo Berneri (27), militant anarchiste italien assassiné pendant les Journées de mai, envoya à Federica Montseny (28), dans laquelle il critiquait différents aspects de l'orientation de l'organisation confédérale.

Josep Antoni Pozo González

(27) Camillo Berneri (1897-1937), philosophe, écrivain et militant libertaire italien, s'exile en Espagne après l'arrivée de Mussolini au pouvoir en Italie. Il forme en juillet 1936 une colonne combattante de militants italiens. Arrêté par la police en mai 1937, il sera assassiné par les milices staliniennes du PSUC.

(28) Federica Montseny (1905-1994), militante anarchiste espagnole de la CNT dès 1931, dirigeante de la CNT-FAI, devient ministre de la Santé (1936-1937) sous la seconde république espagnole et la première femme ministre d'Espagne. Militante dans l'organisation féminine libertaire Mujeres Libres.



Barricade à Barcelone, mai 1937.

Mai 1937 et le sort de la révolution espagnole

Des journées de révolte au-delà de Barcelone

(chapitre 1, deuxième partie)

« Lorsque le central téléphonique de Barcelone est attaqué, une partie importante de la classe ouvrière de Barcelone, et également d'autres localités du Baix Llobregat, ainsi qu'à Gérone, Tortosa, Tarragone et Lérida, descendent aussitôt dans la rue pour défendre ce qui a été conquis en juillet contre l'offensive bourgeoise » (1) (c'est nous qui soulignons). Il faudrait ajouter les soulèvements révolutionnaires de Reus, Gandesa et d'autres agglomérations.

Par ailleurs, au même moment, une partie importante du mouvement ouvrier catalan se trouve sur le front de l'Aragon et sur celui de Madrid, et suit les événements sur les barricades de Barcelone en retenant son souffle, bien que les dirigeants se précipitent afin de dissuader ces milices d'intervenir.

Malgré les ordres et les pressions des sommets, le 5 mai, une section de la colonne Durruti (*La Rojinegra*, La Colonne rouge et noire) et 500 soldats des divisions du POUM se dirigent vers Barcelone avec leurs mitrailleuses et leurs tanks, et se réunissent à Lérida. Là, les dirigeants de leurs organisations les convainquent de retourner au front en leur montrant la presse de la CNT et du POUM, qui expliquait que tout était déjà terminé. Et avec la menace que s'ils marchaient sur Barcelone, le gouvernement (*central de la République – NDLR*) enverrait des troupes de Valence (ce qu'il fit quand même).

Pendant ce temps, les regards de la classe ouvrière de toute l'Espagne étaient fixés sur les barricades de Barcelone. Ce n'est pas pour rien que la CNT « avait décidé d'envoyer une délégation à chaque comité régional pour calmer les inquiétudes et empêcher la répétition du conflit catalan » (2). Dans les rangs des factieux, on tremblait en raison de la répercussion

qu'une poussée révolutionnaire pouvait avoir dans la guerre.

C'EST L'INSURRECTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE DE L'ÉTAT ESPAGNOL

C'est sur les barricades de mai 1937, plus qu'en aucun autre moment historique, que la classe ouvrière de Barcelone représente toute la classe ouvrière de l'Etat espagnol. L'affrontement entre collectivisations et comités ouvriers, milices, patrouilles de contrôle, d'un côté, et reconstruction de l'Etat bourgeois, de l'autre, a eu lieu dans toute l'Espagne depuis ce même 19 juillet.

Comme nous l'avons indiqué, ce conflit connut un niveau très aigu en Catalogne en mars et avril, qui se manifesta dans des crises répétées du gouvernement de la Généralité et des affrontements armés dans toute la Catalogne. Le 3 mai, le choc se concentre à Barcelone, où il pouvait être réglé du fait de la plus forte concentration des forces des travailleurs et de leurs organisations (3).

Jusqu'à un certain point, il ne sert à rien de s'interroger sur le caractère spontané ou non de la grève générale et des barricades qui répondent immédiatement au

(1) Introduction de C. Garcia, H. Piotrowski et S. Rosés à l'excellent livre *Barcelona Mayo 1937, Testimonios desde las barricadas* (« Barcelone, mai 1937. Témoignages sur les barricades »).

(2) Déclarations à Madrid du secrétaire de la CNT, Mariano Vázquez, reprises par *Solidaridad Obrera* (organe du syndicat CNT) le 15 mai.

(3) Quelque 125 000 travailleurs participent en Catalogne au travail de production pour la guerre, jour et nuit. Il y a 350 000 réfugiés venant du reste de l'Espagne. Les milices (qui vont être transformées) venant de la Catalogne sont positionnées sur le front d'Aragon avec 60 000 hommes et en ont envoyé 25 000 autres pour défendre Madrid.

putsch contre le central téléphonique. Les patrouilles de contrôle se trouvaient sur place, encadrant des milliers d'ouvriers révolutionnaires de la CNT-FAI et du POUM, et les armes se trouvaient entre les mains des ouvriers depuis juillet 1936. Les syndicats de la CNT étaient sur place, mais le comité régional de la CNT n'a pas appelé aux barricades, bien au contraire. Mais c'est depuis leurs sièges locaux, depuis leurs organisations, que la résistance a été mise en place, en particulier à travers les comités de défense des différentes zones et de leur coordination, ainsi que des secteurs des Jeunesses libertaires et des comités locaux de la FAI. C'étaient les détachements les plus puissants de la classe ouvrière de tout l'Etat espagnol, qui combinait une tradition séculaire à l'énergie des grandes couches du nouveau prolétariat, convaincus de leur force. « *Tant que nous garderons nos armes et nos usines, ni les staliniens ni Franco ne passeront* » (4).

En réponse à l'assaut donné contre le central téléphonique, en un clin d'œil la classe ouvrière tout entière est sur le pied de guerre, des milliers se retrouvent sur les barricades. Le siège de la Généralité, le commissariat de police et le siège du PSUC, bastions de l'Etat, sont des réduits relativement isolés dans une ville dominée, comme en juillet 1936, par les détachements ouvriers de la CNT et du POUM.

LES ORGANISATIONS DEVANT LE SOULÈVEMENT DU PROLÉTARIAT À BARCELONE

Sur les barricades de la réaction, évidemment, nous trouvons les républicains bourgeois, depuis les plus à droite (l'Union républicaine) jusqu'à ceux de la Gauche républicaine (le président de la République, Manuel Azaña, passe ses journées enfermés dans le jardin de la *Ciudadela*, essayant de ne pas faire de bruit, à quelques mètres d'un croisement où se trouvent des barricades opposées). Entre-temps, il conspire avec Prieto (5) et les staliniens, et exige de Largo Caballero (6) qu'il écrase les ouvriers de Barcelone.

À côté des républicains bourgeois, nous trouvons le PCE et le PSUC, dirigés par

les envoyés de Staline. A Valence, à Madrid, l'agitation stalinienne contre les ouvriers soulevés fait de ces derniers des agents de Franco et d'Hitler, tout en prenant le POUM comme objectif principal. Sur le terrain, les forces du PSUC et de l'UGT, elle-même dirigée par les staliniens, sont limitées. Elles ne peuvent pas être comparées à la grande force ouvrière organisée par la CNT et le POUM. Le travail des staliniens est celui de francs-tireurs sanguinaires et d'actions commando qui assassinent le militant qu'ils trouvent sur leur passage. Dans une large mesure, ils utilisent comme force de choc les Gardes d'assaut, infiltrés par d'anciens miliciens qu'ils ont fait venir du front pour contrôler la police. Ils auraient été facilement balayés.

Et l'ERC ? La place qu'elle occupe n'est pas toujours claire dans certains récits. Cette formation petite-bourgeoise avait été entraînée par la révolution de juillet, elle avait même envoyé, tardivement, quelques colonnes sur le front d'Aragon. Le PSUC, avec son attitude belliqueuse contre les collectivisations, lui avait enlevé le contrôle de certains secteurs de commerçants. Mais Companys (7) est depuis juillet l'incarnation de l'Etat bourgeois en Catalogne et manœuvre cyniquement pour récupérer progressivement le pouvoir effectif qui se trouve être dans les mains de la CNT. Après l'insurrection de juillet, il se met à la disposition des chefs anarchistes. En septembre, la dissolution du Comité central des milices antifascistes ayant été obtenue, Companys et Tarradellas (8) ont maintenu pendant des mois des gouvernements comprenant d'abord le POUM, et ensuite sans lui, marqués par une collaboration tendue avec la CNT.

(4) Cité par Clara et Paul Thalman dans *Revolution für die Freiheit* (« Révolution pour la liberté »).

(5) Cf. note 1 ci-dessus, page 51.

(6) Cf. note 2 ci-dessus, page 51.

(7) Cf. note 11 ci-dessus, page 52.

(8) Joseph Tarradellas i Joan (1899-1988) participe à la fondation de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Député en 1931, puis membre de la Généralité de Catalogne comme conseiller du gouvernement. Exilé en Suisse et en France à partir de 1939, il devient en 1954 le président en exil de la Généralité. En 1977, il préside à son retour d'exil, durant trois ans, le gouvernement d'unité de la Généralité restaurée.

Au printemps 1937, cette cohabitation est en crise. Companys lui-même, laissant de côté Tarradellas, négocie âprement avec la CNT : ils se mettent d'accord sur plusieurs gouvernements sans résoudre le conflit. Rappelons que le 29 avril, lorsque l'affrontement civil est palpable, le gouvernement catalan interrompt ses travaux, et Companys et Aiguadé (9) lancent des mesures d'exception. Le 3 mai, opportunément, Companys fait le voyage de Benicarlo (10) pour rencontrer Caballero, pendant que Aiguadé assume la responsabilité de l'assaut contre le central téléphonique. Mais tous les indices indiquent clairement qu'il eut lieu avec l'accord de Companys. Celui-ci, bien évidemment, donna son aval à l'assaut la nuit même en repoussant les exigences de la CNT, qui demandait que Aiguadé et Rodríguez Salas (11) soient écartés du gouvernement.

Cette même nuit du 3 mai, Companys prononce à la radio un discours pour nier toute responsabilité dans l'assaut donné au central téléphonique, qu'il attribue au gouvernement de Valence. Quelques heures plus tard, après avoir reçu le soutien des dirigeants syndicaux, il prononce un nouveau discours rempli de rodomontades et d'intimidations : la Généralité va rétablir le pouvoir de l'Etat par tous les moyens, et celui qui aura des armes sera considéré comme factieux. Quand le lendemain, depuis le château de Montjuïc (*qui domine la ville* – *NDLR*) pris par la CNT, un coup de canon part contre le palais de la Généralité, Companys appelle la CNT pour annoncer qu'il leur livre le pouvoir. Comme la CNT n'en veut pas, il constitue le même jour au nouveau gouvernement.

Dans le but d'écraser la révolution, Companys renonce sans sourciller non seulement aux prérogatives militaires que la Généralité avait en fait exercées, mais également à celles relatives à l'ordre public que s'est adjugées le gouvernement central.

« Le président de la Généralité fait savoir que le conseiller (*ministre*) de défense dans le nouveau gouvernement de la Généralité n'a pas été encore désigné parce que le président a l'intention de se réserver ce ministère ; mais, en vertu de la désignation du général Pozas (12) par le gouvernement de la République comme commandant en chef de la Quatrième Division militaire, les fonctions de défense sont désormais du ressort

de ce général, disposant de la totalité des représentations militaires et politiques propres au gouvernement de la Catalogne elle-même » (13).

Tout bonnement, le 7 mai, l'autonomie catalane a cessé d'être.

El Socialista (« Le Socialiste »), organe du comité exécutif fédéral du PSOE, tenu par Indalecio Prieto, a des accents proches de ceux des républicains bourgeois et staliniens :

« Le cours normal des choses, troublé quelques heures durant par des groupes d'irresponsables, est rétabli à Barcelone »,

titre-t-il le 6 mai, alors que les rues de Barcelone sont remplies de barricades.

« Les comités régionaux catalans de la CNT et de la FAI condamnent énergiquement la tentative subversive d'un certain nombre de faux adhérents. »

Prieto va plus loin :

« Qui les protège ? (...) Ceux qu'on appelle les incontrôlés sont des ennemis pires que les factieux eux-mêmes. »

Et il met en cause directement les alliances qui soutiennent le gouvernement Caballero. Et en même temps, il appelle à la répression : l'information sur les décrets d'ordre public de la Généralité est arrangé par Prieto sous ce titre :

« La Généralité imposera le respect des décrets combattu par des trotskistes et des truands encartés. »

Ainsi que nous l'avons indiqué lors de l'évocation de ce fait, devant la révolution, Prieto renforce ses liens avec les staliniens

(9) Cf. note 17 ci-dessus, page 53.

(10) C'est à la demande du marquis de Benicarló que fut construite la luxueuse auberge homonyme, proche de Valence, où d'était réfugié le gouvernement, loin de Madrid assiégé et bombardé. En ce haut lieu de gastronomie se réunissaient les hautes personnalités politiques, comme par exemple, le 3 mai, Companys et Largo Caballero, afin de discuter du sort qu'ils réservaient aux ouvriers révolutionnaires de Barcelone. Un mois plus tard, jour pour jour, devaient y séjourner, sur le chemin du II^e Congrès des écrivains antifascistes convoqué à Valence, Malraux, Gide, Ehrenburg, Octavio Paz et Pablo Neruda. Manuel Azaña, hôte habituel de l'auberge, en fit même le sujet d'une saynète (« *La veillée de Benicarló* », *NDLR*).

(11) Cf. note 15 ci-dessus, page 53.

(12) Sebastián Pozas (1876-1946), général qui s'est battu durant la guerre civile espagnole dans le camp républicain. Exilé à Mexico.

(13) *CNT*, 7 mai 1937 ; *ABC*, 8 mai 1937.

et les bourgeois, conduisant le Parti socialiste à la liquidation non seulement des acquis révolutionnaires, mais des libertés démocratiques elles-mêmes. Et par conséquent à la division du parti et de l'UGT.

QUELLE EST LA POSITION DES DIRECTIONS CONFÉDÉRALES DE L'UGT ET DE LA CNT ?

Leurs plus hauts dirigeants sont ministres dans un gouvernement qui tire sur les ouvriers à Barcelone. Certes, résistant aux pressions les plus radicales, Largo Caballero et les ministres anarchistes ne se hâtent pas d'envoyer la troupe, ils préféreraient démobiliser d'abord les insurgés en envoyant García Oliver (14) et Frederica Montseny (15) (Prieto ne met pas non plus l'aviation à la disposition de Companys). Mais au nom de ce gouvernement, les militants révolutionnaires sont attaqués à Barcelone ; des dirigeants de la CNT comme Mariano García Vázquez (16), dit « *Marianet* », mènent des discussions afin d'établir un plan de bombardement des casernes occupées par la CNT et le POUM, et finalement le gouvernement de Valence envoie la troupe pour « rétablir l'ordre ».

L'UGT de Largo Caballero et les fédérations qu'il contrôle mettent l'accent sur la défense des institutions de la République et sur la défense du gouvernement Caballero, dont elles voient qu'il est sévèrement compromis par les événements de Barcelone. Mais défendre ces institutions contre les ouvriers révolutionnaires de Barcelone, cela revient à s'aligner sur les staliniens et les bourgeois contre les organes et les conquêtes de la révolution, comme en définitive l'a fait le gouvernement Largo Caballero depuis le début.

Après que les ouvriers et les révolutionnaires se furent retirés des rues de Barcelone, la campagne des staliniens fit rage contre le gouvernement de Largo Caballero. C'est alors que *Adelante* (« En avant »), organe de la fédération socialiste de Valence, écrivit le 11 mai : « *Tous contre les provocateurs ! On ne peut pas gagner la guerre ni faire la révolution contre la moitié de la classe ouvrière espagnole.* » Il était trop tard. Les dirigeants de l'UGT et de la CNT étaient au gouvernement parce que leurs organisations

contrôlaient les usines, le front et la rue. Toutes les mesures que le « gouvernement de la victoire » avait prises, une fois l'Etat bourgeois restauré et après avoir supprimé les organes du pouvoir ouvrier, provoquant en retour l'insurrection de Barcelone, avaient créé les conditions d'un gouvernement ouvertement contre-révolutionnaire. Le 1^{er} mai, l'UGT et la CNT, qui avaient tenu un meeting commun à Madrid, adoptèrent un document commun soutenant la discipline militaire sous les ordres des officiers bourgeois et exigeant d'épurer les syndicats de tous ceux qui résisteraient à cette ligne.

Le 15, les staliniens, les républicains bourgeois et la droite du PSOE faisaient chuter le gouvernement (en prenant prétexte de l'attitude digne du vieux syndicaliste [*Largo Caballero* — *NDLR*] qui se refusait à interdire le POUM) (17).

Dans les rangs de la CNT, des miliciens tiraient sur la radio en entendant García Oliver parler de « *l'unité antifasciste* » et de Caïn et Abel : « *Une vague de folie traverse la ville. Il faut mettre fin immédiatement à la lutte fratricide (...). Les gardes (d'assaut des forces policières reconstituées — *NDLR*) sont pour moi des frères, je m'incline devant eux et leur donne un baiser.* » García Oliver avait été le principal organisateur des milices ouvrières. Maintenant, il couvrait les provocateurs staliniens aux côtés de Frederica Montseny, dirigeante qui avait un énorme prestige parmi les ouvriers révolutionnaires de la CNT : « *Camarades, considérez, par-delà les coups de sang inexplicables, que nous aurons besoin de conviction (18) pour écraser l'ennemi.* »

(14) Juan Garcia Oliver (1901-1980), anarcho-syndicaliste, militant de la CNT-FAI. Il est un des quatre ministres anarchistes du gouvernement de Francisco Largo Caballero, chargé de la Justice de novembre 1936 à mai 1937.

(15) Cf. note 28 ci-dessus, page 56.

(16) Mariano Vázquez (1909-1939) fut secrétaire du comité national de la CNT au début de la guerre civile. Partisan de la participation au gouvernement de la Généralité.

(17) Les staliniens parviennent à installer comme président du gouvernement Juan Negrín, un socialiste qu'ils considéraient pouvoir contrôler. La CNT est écartée du Parlement, mais le soutient.

(18) Ce n'est pas par hasard que Frederica Montseny choisit d'utiliser le terme de « conviction » >>>

Ce sont les dirigeants de juillet 1936 qui parlent ainsi.

Les organes de presse confédéraux ne veulent même pas polémiquer avec les provocateurs staliniens assassins : « *Notre sang ne servira pas pour faire de la politique (...). Les événements qui ont commencé lundi après-midi lorsque s'est présenté le délégué nommé par le gouvernement de la République pour prendre possession de sa charge ont décru* » (CNT, Madrid, 7 mai). Ils soulignent que le nouveau gouvernement de la Généralité représente « *toutes les masses antifascistes* ». Les comités nationaux de la CNT et de l'UGT publient une note conjointe appelant à l'unité, mais tout le monde sait que cette unité a un contenu : liquider les collectivisations, les milices, tout le pouvoir qui était entre les mains des travailleurs et de leur syndicat. Le 8, le comité régional de la CNT de Catalogne et la fédération locale des syndicats uniques (*ceux qui ont chassé les « incontrôlés irresponsables » de leurs rangs — NDLR*) renouvellent leur soutien au gouvernement de la Généralité et au nouveau délégué à l'ordre public (*le général Pozas, voir note 12 — NDLR*) envoyé par le gouvernement central.

Mais déjà, ce 8 mai, la CNT doit répondre à la campagne des staliniens, qu'elle qualifie de « *provocateurs, (...) (qui) prétendent développer leur désir d'hégémonie par le moyen indigne de tenter de déshonorer des éléments authentiquement révolutionnaires. Pour ces provocateurs la "cinquième colonne" doit être composée de dizaines de milliers d'individus (...). Une des causes des événements de Catalogne a été précisément cette tactique tortueuse et indigne (...), cette faim de prosélytisme effrénée (...), ce recrutement de nombre de Monsieur Esteve (prototype du boutiquier catalan plutôt aisé et fier de sa réussite — NDLR) pour rechercher une base dont ils manquent, et cette prétention absurdemment monopoliste.* » Face à quoi, elle propose « *une Alliance ouvrière révolutionnaire entre l'UGT et la CNT* ».

Le lendemain, la CNT, la FAI et les Jeunesses libertaires de Catalogne doivent publier un manifeste se plaignant de ce que, « *après la décision commune à tous de cesser les hostilités, les violences et les violations des droits des gens continuaient* ». Et le comité du centre (*Castille*

– *NDLR*) s'insurge contre les accusations staliniennes d'héberger des « trotskystes » dans les organes confédéraux, ainsi que dans le journal *Castille libre*.

Le 11 mai, les gros titres de la CNT protestent contre le fait que les staliniens veulent mettre à profit les événements de Catalogne, ainsi que la chute de Malaga, pour provoquer une crise de gouvernement. « *Vive le gouvernement du Front populaire armé ! Vive son président, le camarade Largo Caballero ! Dehors les cohortes de provocateurs ! Nous ne sommes pas disposés à dialoguer avec ceux qui voudraient faire éclater à Madrid une lutte semblable à celle qui a eu lieu à Barcelone.* » Dans ce texte, il est indiqué que « *ceux qui ignoraient quel était le véritable fond des événements de Catalogne l'ont maintenant sous les yeux* » avec les calomnies staliniennes contre la CNT et les attaques contre Largo Caballero.

Le lendemain, ils se voient obligés de hausser encore le ton : « *Les ouvriers de la CNT sont une force de première catégorie, contre laquelle ne peut lutter aucun antifasciste honnête, aucun révolutionnaire véritable. Nos ennemis, parce qu'ils sont nos ennemis, sont des ennemis du peuple espagnol et obéissent au mot d'ordre secret suivant : "Plutôt perdre la guerre que tolérer la révolution" (...). Ils constituent l'avant-garde de la contre-révolution.* »

Trop tard. La CNT sort du gouvernement avec Largo Caballero.

L'« unité antifasciste » continua à ronger l'UGT et la CNT, à affaiblir leurs liens avec les travailleurs et à les transformer en rouages du gouvernement Negrín, contrôlé par les staliniens. Un an plus tard, l'unité UGT-CNT était totale, c'était l'unité de deux cadavres.

Mais les conséquences ne furent pas les mêmes pour tout le monde. Le poids de la

>>> (« *convivencia* ») et non de « *coexistence* » (« *coexistencia* »), car le premier implique forcément une situation faite de concorde, et c'est pour cela qu'il a été créé, ce que n'implique quasiment jamais le second. Il rappelle les meilleurs moments des IX^e-XV^e siècles (environ), de *convivencia* (et pas de *coexistence*) entre les trois cultures (arabe, juive et chrétienne) sans la pression d'« *Eglises* » et de petites « *royautés* » quasi inexistantes dans la péninsule. L'Académie française a accepté d'inclure « *convivencia* » dans son dictionnaire précisément pour répondre à ces deux sens opposés (*NDLR*).

responsabilité des faits survenus en mai 1937 retombait sur la CNT, et en général sur le courant anarchiste. Aux yeux du prolétariat mondial, les dirigeants de la CNT et de la FAI avaient entre leurs mains, à nouveau, Barcelone, la capitale ouvrière. Ils n'ont pas voulu se mettre à la tête des ouvriers insurgés, ils les ont trahis. Dans une large mesure, le sort de l'anarchisme a été scellé ces jours-là. Plus jamais ce courant ne redeviendrait ce qu'il avait été dans le mouvement ouvrier international.

Le POUM n'occupait pas la même place ni n'avait les mêmes responsabilités. Mais il était avec la CNT l'organisation qui avait pris la tête du 19 juillet et il était présent dans les comités ouvriers et les milices. Tout cela lui donnait une responsabilité décisive au moment où les ouvriers révolutionnaires prenaient la rue et où la direction confédérale (*de la CNT – NDLR*) luttait pour qu'ils l'abandonnent. Andreu Nin (19) personnellement, et le POUM comme organisation, ont eu en mai la possibilité de vertébrer et de prendre la tête d'une large alliance avec des secteurs anarchistes insurgés, à commencer par les Amis de Durruti (20), qui se sont adressés à eux pour construire la Junte révolutionnaire.

Sans la direction de la CNT, les dirigeants du POUM n'étaient pas favorables à constituer cette Junte révolutionnaire. La direction du POUM n'était pas disposée à se mettre à la tête de l'insurrection, raison pour laquelle elle ne proposa aucun objectif qui aille au-delà de la défensive. Sur le terrain pratique, « *pour ne pas aggraver la situation* », ils ne voulurent même pas se mettre en mesure de protéger la rédaction de *La Batalla* et le siège de leurs instances dirigeantes.

Ils s'en sont tenus là de l'après-midi du 3 mai jusqu'au 7. A aucun moment ils n'ont été favorables à ce qu'avance l'insurrection. Ils n'ont même pas délogé le nid de gardes d'assaut qui était installé à côté du siège du POUM.

La Batalla (4 mai) saluait le fait que « *la classe laborieuse de la Catalogne reste debout, l'arme à la main. C'est cette même classe laborieuse que celle du 19 juillet.* » Elle saluait également « *les barricades de la liberté* » et appelait « *à aller jusqu'au bout* »... pour obtenir la démission de Rodríguez Salas, l'annulation du décret de

la Généralité dissolvant les patrouilles de contrôle, pour imposer le front ouvrier révolutionnaire et que s'organisent les comités de défense de la révolution. C'est-à-dire tout... sauf prendre le pouvoir. C'est pourquoi la proposition du camarade Rebull (21) de prendre la Généralité fut repoussée (plusieurs instances de la CNT se disposaient également dans le même sens).

Comme nous l'aurons vu, le 5 mai, la direction du POUM se joignait à l'appel de la CNT pour revenir au travail (*La Batalla*, 6 mai). Le 7, voyant la répression, elle voulut corriger :

« Une fois vaincue la provocation de la contre-révolution, il convient de cesser la lutte. Mais on ne peut le faire qu'aux conditions suivantes : les forces policières doivent se retirer des rues, les travailleurs doivent conserver leurs armes. »

Mais déjà, les barricades se vidaient.

Le trotskyste Carlini indiquait :

« Si un parti a été surpris par les événements, c'est bien le POUM. Quinze jours avant, Nin affirmait que le prolétariat pouvait prendre le pouvoir sans une lutte violente. »

Il poursuivait :

« A aucun moment le POUM n'a su prendre le pouls des masses. Il a été constamment à la remorque. »

Ultérieurement, les dirigeants du POUM ont comparé leur démarche à celle qu'avaient eue les bolcheviks pendant les journées de juillet à Petrograd, lorsqu'ils défendirent les acquis de la révolution devant la tentative le coup d'Etat réactionnaire. Gorkin affirmait que les staliniens ne pourraient plus empêcher que le POUM revienne au gouvernement. Ce n'est pas au gouvernement qu'il devait aller, mais en prison, parce que, à la différence du mois de juillet 1917, il y avait eu à Barcelone une insurrection ouvrière qui cherchait à prendre le pouvoir, et les dirigeants de la CNT et du POUM, pour ne pas avoir pris la

(19) Cf. note 26 ci-dessus, page 55.

(20) Cf. note 19 ci-dessus, page 53.

(21) Josep Rebull i Cabré (1906-1999), militant du PC en Catalogne, puis du Bloc ouvrier et paysan avec Maurín, dont il fut le secrétaire à Tarragone en 1933. Administrateur de *La Batalla*, alors organe du POUM. Après les journées de mai, il incarna une opposition de gauche et porta les espoirs des trotskystes dans la gauche du POUM.

tête de ce soulèvement, n'ont pas défendu les acquis la révolution, ils les ont bradés.

Et cependant, dans son appel pour le 1^{er} Mai, le comité exécutif du POUM avait bien situé l'alternative : socialisme ou fascisme. Il avait indiqué que l'objectif immédiat était la prise du pouvoir par la classe ouvrière, condition de la victoire militaire définitive. Il parlait de détruire toutes les institutions bourgeoises et de créer le gouvernement ouvrier et paysan. Bien plus, analysant la situation internationale, le développement du fascisme, la préparation de la guerre, il indiquait que la révolution ouvrière en Espagne pouvait retourner la situation.

Mais, semble-t-il, pour la direction du POUM, tout cela dépendait du fait que les sommets de la CNT, loin d'être un appareil réformiste accroché au pouvoir bourgeois, subordonné à l'impérialisme, veuillent bien prendre le pouvoir.

Le 12 mai 1937, Léon Trotsky indiquait :

« La direction du POUM apparaissait devant les masses jusqu'à hier comme l'expression de la tendance la plus décidée. L'avant-garde de la classe ouvrière, au moins en Catalogne, a pris très au sérieux la littérature du POUM. Mais précisément, au moment où les masses se disposaient à réaliser cette critique dans l'action, elles se sont retrouvées pratiquement décapitées. »

ÉTAIT-IL RÉELLEMENT POSSIBLE DE GAGNER ?

Barcelone était entre les mains des ouvriers révolutionnaires. Ils auraient fait une bouchée de la Généralité, du palais présidentiel de la Ciudadela, du commissariat et des repaires des stalinien. Qui peut croire que les forces anglaises et françaises auraient pu soumettre la Barcelone ouvrière ? La seule chose qu'elles auraient obtenue, c'est la mobilisation des ouvriers de toute l'Europe.

L'argument des dirigeants du POUM était que la Catalogne se serait retrouvée isolée. Cela équivalait à ignorer que le 19 juillet avait été l'œuvre de toute la classe ouvrière, et que cette classe révolutionnaire n'avait pas disparu. Avec les colonnes envoyées sur les fronts de Madrid et d'Aragon, avec les réfugiés accueillis en Catalogne, cette unité

s'était renforcée. Nous avons cité auparavant de quelle manière les ministres anarchistes estimaient que **si l'on écrasait pas le soulèvement de Barcelone, il s'étendrait à toute l'Espagne.**

Certes, les dirigeants qui contrôlaient les organisations ouvrières à Madrid et à Valence n'étaient pas pour la prise du pouvoir. Ceux de Barcelone non plus. Mais au milieu des journées de mai, ces dirigeants avaient des positions contradictoires, ils étaient divisés, parce que l'UGT, la CNT, le PSOE et la FAI plongeaient leurs racines dans la classe ouvrière révolutionnaire qui s'était soulevée.

La victoire à Barcelone pouvait retourner la situation dans toute l'Espagne, la guerre et la situation internationale. Les impérialismes et la bureaucratie du Kremlin en étaient bien conscients, comme nous allons le voir.

Le seul problème est que, pour les dirigeants du POUM, et non pour les militants qui défendaient les barricades de l'*Arco del Teatro* (juste à côté de la local du comité exécutif du POUM – NDLR), les appareils sont plus forts que la classe ouvrière. Ces dirigeants étaient incapables de la plus petite indépendance politique. Trotsky avait déjà indiqué cela lorsque se constitua le Front populaire et lorsque Nin entra au gouvernement de la Généralité. Et cela fut tragiquement confirmé dans les journées de mai.

La classe ouvrière n'a pas été écrasée, elle a été trahie. Un militant américain bien éloigné de nos positions affirmait :

« Le fait que la direction syndicale fasse partie du gouvernement qui tirait sur les ouvriers, sur ses propres membres (...), signifiait que les travailleurs avaient été abandonnés sans une direction centrale. Cela donna comme résultat que l'action de masse a été totalement défensive, au moment où ils auraient pu balayer tout ce qui leur aurait été opposé (...), l'UGT et la CNT donnèrent à leurs ouvrier l'ordre de retourner au travail. A sa mesure, le POUM en fit autant. Seule l'action unanime de ces trois groupes a rendu possible que les ouvriers soient empêchés de prendre le pouvoir entre leurs mains » (22).

(22) Albert Weisbord, partisan américain de Boukharine. Pour ce qui est de l'aspect défensif, un anarchiste allemand indiquait : >>>

Le 7 mai, de nombreux ouvriers gardent les armes par-devers eux, ils en ont même plus qu'auparavant. La révolution continue d'alimenter l'effort héroïque de guerre dans tous les aspects, jusqu'au bout. C'est pour cela que jusqu'au bout la IV^e Internationale se tient du côté républicain. Cependant, la direction qui a été à la tête des barricades de juillet 1936 – les dirigeants de la CNT et du POUM – a fait totalement faillite, s'est enfoncée dans la trahison. Et toute la force des militants anarchistes, des Jeunesses libertaires, des Amis de Durruti, des militants du POUM et du groupe bolchevique-léniniste n'a pas suffi pour faire surgir une nouvelle direction. Il n'y aura plus d'autre occasion comme celle du mois de mai 1937.

Le combat de la IV^e Internationale et du groupe bolchevique-léniniste en 1936-1937, en relation avec le combat des Amis de Durruti et des ouvriers révolutionnaires des barricades du mois de mai, cependant, a ouvert le sillon vers la construction d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière. Les victoires futures se revendiqueront du combat héroïque des militants du mois de mai 1937.

>>> « C'était une étrange lutte. En fait, jamais on n'a tenté de gagner quelque position que ce soit, mais on se contentait de tirer de la position où chacun se trouvait. »



Photos extraites de la brochure.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

